

Table with 2 columns: Service, Tarif. Rows include Abonnements, Abonnements étrangers, etc.

Maux de mots

Text discussing linguistic issues and the complexity of language.

Les syndicats reculent

Text discussing the position of unions and their recent setbacks.

Le Soudan : un putsch attendu

Text discussing the political situation in Sudan and the expectation of a coup.

La visite à Paris du numéro un soviétique

Text discussing the visit of the Soviet leader to Paris.

Soudan : un putsch attendu

Text discussing the political situation in Sudan and the expectation of a coup.

Rebondissement de la crise en Pologne

Text discussing the political crisis in Poland and the role of General Jaruzelski.

PS : l'aspiration au renouveau

Cartoon and text discussing the Socialist Party's aspirations for renewal.

La visite à Paris du numéro un soviétique

Des Français plus « gorbiphiles » que « gorbimaniaques »

Text discussing the visit of the Soviet leader to Paris and the French public's reaction.

L'informatique au secours du bac

Text discussing the use of computers in the Baccalauréat exam.

Un énarque remplace un X-Mines au Commissariat à l'énergie atomique

La petite guerre des grands corps

Text discussing the political maneuvering within the French civil service.

Un énarque remplace un X-Mines au Commissariat à l'énergie atomique

La petite guerre des grands corps

Text discussing the political maneuvering within the French civil service.

Advertisement for 'DONNEZ UN PLUS A VOTRE FORMATION'.

Advertisement for 'L'ALMANACH DE 1789' and 'LA GAZETTE DU BICENTENAIRE'.

Advertisement for 'L'ALMANACH DE 1789' and 'LA GAZETTE DU BICENTENAIRE'.

Dates

Il y a quinze ans

La mort du général Juan Domingo Peron

C'EST elle qui l'annonce. Devant les caméras de télévision, la voix entrecoupée de sanglots, la troisième épouse du général Juan Domingo Peron récite la mort du *Lider* national, en une froide après-midi d'hiver austral, le 1^{er} juillet 1974. Maria Estela Martinez de Peron, femme et frère dans sa robe noire, fait partager son émotion à des millions d'Argentins. Le peuple savait bien que le général, âgé de soixant-dix-huit ans, était gravement malade. La week-end précédent ce lundi de deuil, celle que l'on surnomme « Isabelita » — et qui n'était « que » vice-présidente — est nommée présidente par intérim, à la demande de son mari. Le chef de l'Etat souffre d'une bronchite infectieuse et de malaises cardia-

ques. Depuis son retour à Buenos-Aires l'année précédente, après dix-huit ans d'exil, deux infarctes l'ont affaibli.

tré en œuvre une quelconque réforme agraire. Le président Peron confie à ses propriétés — appartenant à l'opposition — le journal *La Prensa*, et le confie à « son » syndicat, cette CGT (Confédération générale du travail), centrale syndicale unique qu'il a réorganisée. Tout lui est permis, puisqu'il dispose de la Chambre d'une majorité des deux tiers de députés en sa faveur. Son empire et celle du parti s'accroissent dans tous les secteurs, de l'Université à la Cour suprême, et jusqu'aux plus petits fonctionnaires.

La situation économique favorable du pays, gros exportateur pendant la seconde guerre mondiale, lui permet de développer sa politique sociale. Il nationalise les chemins de fer, le téléphone et certaines grosses entreprises mais s'abstient de met-

dence — même si les temps ont changé — s'annonce pour ses supporters aussi triomphale que dans le passé. Donc Peron, même malade, ne peut être que momentanément empêché, le « *Lider* suprême » ne peut mourir. La réussite l'attend encore...

Le pays paralysé

Il faut pourtant se rendre à l'évidence en ce 1^{er} juillet 1974. Peron est mort, et le pays est paralysé par la nouvelle. La puissante CGT décrète un ordre de grève en signe de deuil. Elle est immédiatement appuyée par le syndicat patronal. Les rues sont désertes, les déclarations unanimes. Le général Alejandro Lanusse, l'un des

soient mis en berne. De l'étranger, les condoléances affluent. Le général Franco, bien sûr — Peron a passé treize ans d'exil à Madrid, et Eva y repose, — regrette la mort de ce « grand homme d'Etat, ami de l'Espagne ». Au Venezuela, et à Cuba, trois jours de deuil sont décrétés. Le président américain Nixon, en voyage en Union soviétique, rend hommage au général, « source d'inspiration pour ses concitoyens ». Le pape Paul VI se retire dans sa chapelle privée pour prier.

A Buenos-Aires, dans les confidences du pouvoir, la lutte pour la succession est ouverte. Bien sûr « Isabelita » est là. Mais si certains, comme le leader radical Ricardo Balbin, se posent en défenseurs des autorités légitimes, « qu'elles portent des pantalons ou des jupes », d'autres s'interrogent sur les capacités d'une femme sans expérience à exercer le pouvoir. La présidente a tenu à confirmer l'ensemble des ministres du cabinet formé par Peron. L'ancien vice-président Vincente Solano Lima, qui avait précédé dans cette fonction la troisième épouse du général, démissionne pourtant de son poste de recteur de l'université de Buenos-Aires et de ses fonctions de conseiller du président défunt.

« Le sorcier »

Beaucoup de responsables craignent comme lui l'ascension d'un homme redouté, soupçonné de dérive droite : le secrétaire particulier de Peron et ministre du bien-être social, José Lopez Rega. Cet étrange personnage, que l'on surnomme déjà « le sorcier », a la haute main sur la police et diverses forces de surveillance et de répression. Lopez Rega met simplement en garde, dans une allocution télévisée, les partisans de la violence. L'avertissement vise particulièrement les Montoneros, l'organisation armée des jeunes péronistes de gauche, qui le détestent.

L'histoire s'accroît. Isabel Peron, dominée par cette éminence grise, ne parvient pas à gouverner, pas même à contrôler la situation. Etat de siège en novembre, grèves violentes l'année suivante, puis en 1976 mise « en congé » du Parlement. Le 24 mars, moins de trois semaines après sa réélection à la tête du parti péroniste, Isabel Peron est renversée par un coup d'Etat. Le général Jorge Videla la prête serment comme trente-troisième président de la République. Six années de dictature militaire et de répression suivent alors, marquées par la disparition d'au moins six mille personnes et par les rivalités entre les généraux, la guerre des Malouines contre la Grande-Bretagne, jusqu'au retour à la démocratie avec l'élection, le 30 octobre 1983, du candidat radical Raul Alfonsín. Le péronisme est à ce moment en pleine déconfiture.

Mais, par un de ces hasards de l'histoire, à peine plus de quinze ans après la mort du général, l'homme qui avait déclaré, alors qu'il était jeune gouverneur, « Notre véritable père a rendu l'âme », préside aux destinées du pays : Carlos Saul Menem, « héritier de Peron » fin le 14 mai dernier, célébrera, le 8 juillet 1989, son installation à la Casa Rosada, le palais présidentiel argentin.

DENIS HAUTIN-GURAUT.



« Pocho »

Mais, après sa réélection pourtant confortable en 1951, commence le déclin. Eva « Evita » meurt l'année suivante, la richesse du pays s'effrite, la suppression des libertés et la répression s'amplifient, un conflit s'envenime avec l'Eglise. Le président, le *Lider*, hérite d'un surnom dérisoire, lié à l'utilisation du scooter, qu'il affectionne. Il devient « Pocho ». Les militaires hostiles multiplient les tentatives de putsch. Peron prend la fuite après le coup d'Etat qui le dépose en septembre 1955 et commence alors une longue errance en Amérique latine et en Espagne. Pendant cette période, il rencontre à Panama une danseuse argentine, née dans la province de la Rioja vingt-cinq ans plus tôt, qui répond au pseudonyme d'« Isabel ». Maria Estela Martinez deviendra officiellement à Madrid, en 1961, la nouvelle M^{me} Peron.

Après un exil de dix-huit ans, son retour — maintes fois reporté — est triomphal. Oubliés le faste de ses résidences, découvertes après son renversement, et les frusques d'un personnage pas toujours en harmonie avec ses discours. Ce n'est plus le colonel arrivé au pouvoir avec l'appui de l'armée, mais encore le général chassé par les militaires qui avait pris la fuite à bord d'une canonnière paraguayenne. C'est Peron « le mythe » qui est là. Pour les *descamisados*, qu'il a su comprendre et soutenir, c'est l'essentiel. L'élection sera un immense succès. Pour sa troisième désignation à la tête du pays, il recueille 61 % des suffrages. Sa nouvelle prési-

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDIPAR 890 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favre (1969-1982)
André Lanusse (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouff.

Rédacteur en chef :

Daniel Varner.

Collaborateur en chef :

Claude Sala.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 637
ISSN : 0393-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tape LEMONDE
ou 36-15 - Tape LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	6 ^{ème}	7 ^{ème}	8 ^{ème}	9 ^{ème}	10 ^{ème}	11 ^{ème}	12 ^{ème}	13 ^{ème}	14 ^{ème}	15 ^{ème}	16 ^{ème}	17 ^{ème}	18 ^{ème}	19 ^{ème}	20 ^{ème}	21 ^{ème}	22 ^{ème}	23 ^{ème}	24 ^{ème}	25 ^{ème}	26 ^{ème}	27 ^{ème}	28 ^{ème}	29 ^{ème}	30 ^{ème}	31 ^{ème}	32 ^{ème}	33 ^{ème}	34 ^{ème}	35 ^{ème}	36 ^{ème}	37 ^{ème}	38 ^{ème}	39 ^{ème}	40 ^{ème}	41 ^{ème}	42 ^{ème}	43 ^{ème}	44 ^{ème}	45 ^{ème}	46 ^{ème}	47 ^{ème}	48 ^{ème}	49 ^{ème}	50 ^{ème}	51 ^{ème}	52 ^{ème}	53 ^{ème}	54 ^{ème}	55 ^{ème}	56 ^{ème}	57 ^{ème}	58 ^{ème}	59 ^{ème}	60 ^{ème}	61 ^{ème}	62 ^{ème}	63 ^{ème}	64 ^{ème}	65 ^{ème}	66 ^{ème}	67 ^{ème}	68 ^{ème}	69 ^{ème}	70 ^{ème}	71 ^{ème}	72 ^{ème}	73 ^{ème}	74 ^{ème}	75 ^{ème}	76 ^{ème}	77 ^{ème}	78 ^{ème}	79 ^{ème}	80 ^{ème}	81 ^{ème}	82 ^{ème}	83 ^{ème}	84 ^{ème}	85 ^{ème}	86 ^{ème}	87 ^{ème}	88 ^{ème}	89 ^{ème}	90 ^{ème}	91 ^{ème}	92 ^{ème}	93 ^{ème}	94 ^{ème}	95 ^{ème}	96 ^{ème}	97 ^{ème}	98 ^{ème}	99 ^{ème}	100 ^{ème}
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ-CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse dû à un
mouvement : nos abonnés sont invités à
remettre leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer
pour les noms propres en capitales
d'imprimerie.

مكاتب العمل

Diplomatie

La visite à Paris du président soviétique

Au programme

La Bastille, le Louvre, la Sorbonne...

Le programme de la visite de M. Gorbatchev en France ne sera définitivement arrêté que lundi 3 juillet, veille de son arrivée, à l'indiqué vendredi 30 juin le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine. Il tient compte, a-t-il ajouté, du souhait du président soviétique de se consacrer sur les entretiens politiques et de rester le plus souvent possible en liaison avec Moscou.

Arrivé mardi matin 4 juillet à Paris, M. Gorbatchev aura, au total, trois entretiens avec M. Mitterrand, qui offrira mardi soir un dîner en son honneur. Le président de la République et son épouse recevront également leurs invités mercredi dans leur appartement de la rue de Solferino, pour un dîner restreint aux deux couples. Le mardi soir, une rencontre avec des étudiants et des intellectuels français à la Sorbonne, en présence de M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale. Un entretien est également prévu

avec M. Marchais, secrétaire général du PCF.

Les deux chefs d'État tiendront, mercredi en fin d'après-midi, une conférence de presse conjointe à l'Elysée, après la signature de plusieurs accords bilatéraux. Aucune déclaration de politique générale n'est prévue, contrairement à ce qui s'était produit lors du récent sommet soviéto-ouest-allemand à Bonn à la mi-juin. Jeudi en fin de matinée, M. Gorbatchev quittera Paris pour Strasbourg, où il doit prendre la parole devant le Conseil de l'Europe. Il regagnera Moscou dans la journée.

Du côté soviétique, la préparation médiatique de la visite a commencé par l'arrivée à Paris, jeudi 29 juin, d'une avant-garde de seize personnalités du monde politique, scientifique et culturel. Cette délégation comprend notamment les nouveaux députés Nikolai Cherev, Boris Olesnik et Tanguiz Bouchatchev, les deux cosmonautes Valentin Tereshkova et Alexandre Volkov, l'acteur Alexei Batalov, les académiciens Svistoslav Fedorov et Vladimir Kouchievskov (qui préside notamment le comité soviétique du Bicentenaire de la Révolution française), M^{me} Antonova, directrice du Musée Pouchkine de Moscou, etc.

Le programme de M. Gorbatchev comporte encore une visite à la Bastille et peut-être aussi à la pyramide du Louvre, mardi, ainsi que, le lendemain, une rencontre avec des étudiants et des intellectuels français à la Sorbonne, en présence de M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale. Un entretien est également prévu

La France et l'URSS signeront plusieurs accords économiques

MOSCOU de notre envoyé spécial

Ce n'était pas l'imposant voyage d'une dizaine de jours des industriels allemands à Moscou à la veille de la visite de M. Gorbatchev en Allemagne fédérale, mais, en vingt-quatre heures, du 29 au 30 juin, le ministre français du Commerce extérieur, M. Jean-Marie Ransch, accompagné de quelques hommes d'affaires français, a réussi à mettre les dernières touches à la préparation de la venue du numéro un soviétique en France.

As cours de cette visite, sera signé un accord-cadre de protection des investissements, rendu possible depuis que les Soviétiques ont accepté de répondre aux règles d'arbitrage régissant le commerce international. L'accord sera accompagné de déclarations de principe sur la nécessité d'améliorer les structures des relations commerciales entre les deux pays. Témoin visible de la rénovation des structures, l'annonce probable de la disparition de la « petite commission » qui gère les problèmes de coopération scientifique et technique, sous l'égide du Quai d'Orsay et qui va se fondre dans la grande commission, qui dépend pour sa part du ministère de l'Économie et des Finances.

La réforme des structures passe aussi par la mise en place de la formation de cadres soviétiques sur le territoire français. Les premiers

représentants d'entreprises de l'URSS devraient arriver cette année et être pris en charge non par des firmes privées, mais par des organismes officiels tels que les chambres de commerce.

Télévision et société mixte

Autre signature attendue, celle d'un accord de principe sur la télévision haute définition (TVHD). Le but est de faire promettre aux Soviétiques de se conformer à la norme actuellement définie par les Européens en matière de TVHD et non à celle proposée par le Japon.

Il sera également question d'un accord plus concret de coopération entre Thomson et la société soviétique Bonga pour la fabrication et la vente sur le territoire soviétique, ainsi que sur l'exportation à des pays d'Europe pas au COMECON, de 600 000 téléviseurs couleur. Un protocole d'accord a été signé le 6 juin entre les deux parties et une société mixte devrait être créée prochainement.

Résultat concret : la création d'une société mixte par la firme française Scribo, pour la construction de meubles en Ukraine. Scribo apportera 200 millions de francs et détiendra 25 % du capital de la société devant le vingt-cinquième « joint venture » franco-soviétique enregistré.

FRANÇOISE LAZARE.

Amériques

CUBA

Ouverture du procès du général Ochoa

Le procès du général cubain Arnaldo Ochoa Sanchez, impliqué dans une vaste affaire de drogue et de corruption, s'est ouvert vendredi 30 juin dans la soirée, à La Havane.

L'ancien commandant du contingent cubain en Angola est jugé avec treize autres personnes, responsables militaires et fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Accusé d'avoir dirigé un réseau lié aux trafiquants de drogue colombiens du « cartel de Medellín », le général Ochoa risque la peine capitale. Le procureur est le ministre de la Justice lui-même, le général Juan Escalona.

Le général Ochoa, célèbre autrefois comme un « héros de la révolution », doit répondre de « graves crimes contre la patrie », de violations et de transgressions des lois. Vendredi, il a été exclu du Parti communiste cubain ainsi que le ministre des transports, M. Diógenes Torralba, limogé le 13 juin. La découverte du scandale, le plus grave qu'ait connu Cuba depuis la révolution il y a trente ans, avait fait jeter sa première victime de haut rang au sein du gouvernement en la personne du ministre de l'Intérieur, le général José Abrahantes, qui a été destitué. — (Reuter.)

MEXIQUE

Le parti du président Salinas à l'épreuve des élections locales

Les élections locales organisées dimanche 2 juillet au Mexique, soumettent une nouvelle épreuve de force pour le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante ans mais en net déclin depuis un an.

Dans un climat de tension provoqué par de multiples accusations de fraude et la crainte d'incidents violents, près de 4,5 millions d'électeurs de cinq des trente et un États du Mexique sont appelés à voter pour élire un nouveau gouverneur en Basse-Californie et renouveler les chambres locales de députés (Basse-Californie, Michoacan, Chihuahua, Zacatecas, Campeche). Les partis d'opposition ont dénoncé ces derniers jours le tirage des registres électoraux. À Tijuana, en Basse-Californie, les autorités locales ont dû détruire 21 000 fausses cartes d'électeur, certaines étant établies

aux noms de personnages disparus tels Pablo Picasso ou Juan Sebastian Bach.

Ces élections, les premières organisées sous l'administration du président Carlos Salinas, devraient permettre de tester la volonté d'ouverture du nouveau chef de l'État. L'élection de M. Salinas en juillet 1988 avait elle-même été entachée de fraude, selon l'opposition, qui considère toujours le chef de l'État comme un président illégitime. Le scrutin devait être plus particulièrement disputé en Basse-Californie, État stratégique situé à la frontière des États-Unis, et dans le Michoacan, fief de la famille de M. Cuauhtémoc Cárdenas; dans ce dernier État, le PRI est menacé de perdre le contrôle de la chambre des députés locale au profit du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche). — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

M. Bush estime que les promesses des droits civiques « ne sont toujours pas remplies »

Les promesses des droits civiques « ne sont toujours pas remplies » et ce mouvement « n'a pas suffi dans la guerre froide au séparatisme et aux ingérences », a déclaré, vendredi 30 juin, le président George Bush à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la loi sur les droits civiques de juin 1964. Dans un discours prononcé lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, M. Bush a ajouté qu'il continuerait à soutenir les programmes connus sous le nom d'Affirmative Action, destinés à favoriser les minorités ethniques sur le lieu de travail, à sortir de leur isolement.

Il a demandé au Congrès de « remettre sur pied la commission des droits civiques », organe chargé de veiller au respect de ces droits et

mise en veilleuse sous la présidence de M. Ronald Reagan.

L'anniversaire a été célébré quelques semaines après que la Cour suprême ait rendu trois jugements controversés. Ceux-ci devraient établir un précédent dans la mesure où la Cour admet des cas de « discrimination à rebours », dans lesquels des Blancs s'estiment défavorisés par les programmes Affirmative Action qui établissent des quotas d'embauche basés sur l'origine ethnique, au profit des Noirs notamment.

« Au cours des vingt-cinq ans écoulés depuis l'été 1964, de nombreux progrès ont été réalisés », a ajouté le président, en précisant : « Il est temps à présent d'élargir le front avec une mission en faveur des droits civiques embrassant tous les Américains méritants, sans considération de race. » — (AFP.)

Des Français plus « gorbiphiles » que « gorbimaniques »

(Suite de la première page.)

Pour M. Mitterrand, « l'histoire proche souvent par à-coups. Après quoi, elle est lente à faire bouger. Les résistances s'organisent ». Pour M. Chirac, qui modèle sur la répression à Pékin, « aucun régime communiste n'a su s'adapter durablement aux impératifs d'une économie moderne ou d'une grande démocratie. (...) À Moscou, des forces puissantes attendent qu'une occasion pour imposer le retour au totalitarisme le plus classique ». Tout cela devant nous inciter à « exclure toute éventualité, y compris celle d'une fuite en avant dans l'aventure extérieure » (Le Monde du 10 juin).

Or ce scepticisme n'est pas seulement celui des hommes politiques. Selon le sondage BVA-Paris-Match, 52 % des Français jugent le pouvoir de M. Gorbatchev « fragile ». Ce chiffre est à comparer à l'incroyable majorité d'Allemands (82 %) qui, selon Der Spiegel, se disent convaincus que le numéro un soviétique réussira dans ses réformes, contre seulement 17 % qui prédisent son échec.

Sceptiques, les Français le sont pour des raisons qui tiennent à la fois à la géographie, à leur penchant naturel pour les idéologies et à l'expérience historique. Les deux peuples n'ont guère été en contact que pendant les guerres napoléoniennes et très partiellement à l'occasion de la seconde guerre mondiale : leur rapprochement a surtout été commandé par leur hostilité commune vis-à-vis de l'Allemagne, mais les souvenirs sentimentaux hérités de l'alliance franco-russe du début du siècle et d'indéniables affinités culturelles ont vite été submergés, à partir des années 30, par l'invasion de l'idéologie.

La « désintoxication » des années 70

Avec la montée en puissance du Parti communiste et à partir de la fin de la guerre, l'attitude envers l'URSS devient en effet pour beaucoup de Français affaire de foi : le socialisme ne peut être que du socialisme stalinien et totalitaire ; l'Union soviétique devient le modèle absolu, « le pays du pain et des roses », comme le dit joyeusement Jeanette Vermeersch. On peut ne pas y croire, mais il ne fait pas bon le dire : « antisoviétisme = antisocialisme = fascisme = nazisme ». Toute la gauche, et plus généralement l'intelligentsia vont vivre pendant près de quarante ans dans cette espèce de terreur intellectuelle.

Les choses ne vont changer qu'à partir des années 70, pour déboucher sur une situation tout aussi radicale que la précédente, mais en sens inverse : sans doute l'engouement pour la Chine et sa révolution culturelle d'une part (encore l'idéologie !), l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'armée rouge d'autre part, ont-ils détourné, dès 1968, une partie de l'intelligentsia de gauche

vers la variante rivale du marxisme, portant un premier coup au philo-soviétisme antérieur. Mais la véritable « désintoxication » ne viendra qu'un peu plus tard : d'abord avec l'énorme impact sur l'opinion française de Soljenitsyne et de son *Archipel du Goulag*, ensuite avec l'évolution « eurocommuniste » du PC français à partir de 1975.

Cette phase sera brève, puisqu'elle s'achèvera dès 1977 avec la rupture de l'union de la gauche, mais suffisante pour mettre un terme au terrifiement intellectuel évoqué plus haut et lever définitivement l'hypothèque qui faisait de l'attitude envers l'URSS la « pierre de touche ». Désormais, on peut se dire de gauche et antisoviétique, tandis qu'à droite le thème de la « belle et bonne alliance » avec Moscou évoqué autrefois par de Gaulle ne fait plus recette auprès de ses héritiers, face à une URSS surannée et qui vient d'envahir l'Afghanistan.

François Mitterrand l'a compris : face à Valéry Giscard d'Estaing qui

tenait encore de faire fructifier le vieux héritage au prix de périlleuses acrobaties (comme sa rencontre de Varsovie avec Brejnev), un des thèmes porteurs de sa campagne victorieuse de 1981 sera la fermeté vis-à-vis de Moscou.

La France a suivi ici une évolution inverse de celle que l'on observe dans plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne fédérale. Précisément parce qu'ils étaient réfractaires à l'idéologie, ces pays sont restés pendant toute l'après-guerre de fidèles soutiens des États-Unis, avec des partis communistes groupés dans une très faible mesure pour le « socialisme » et ses modèles. C'est avec la détente que sont venus, chez nos voisins, les problèmes de conscience : même si les doutes portent encore aujourd'hui beaucoup plus sur la paix et la coexistence que sur la nature du régime soviétique, le résultat est que le prosoviétisme a changé de camp. Le Français ne s'oppose certes pas à la détente, mais il est devenu d'autant plus critique à l'égard de

Moscou qu'il a été déçu dans ses engagements passés.

La perestroïka a parachevé cette évolution : tandis que nos voisins, plus sensibles à l'aspect humanitaire de la grande transformation entreprise entre les peuples, les Français, tout en l'approuvant, sont d'autant plus sceptiques sur ses chances de succès que le système soviétique paraît à beaucoup d'entre eux irréversible.

L'action de M. Gorbatchev devrait en tout cas avoir le mérite de clore un débat idéologique qui n'a que trop duré. A un moment où ce qui se dit et s'écrit à Moscou rend singulièrement dépassées les formules les plus prudentes sur le bilan globalement positif, l'URSS peut enfin faire l'objet de débats dépassionnés, peut-être pas encore tout à fait entre Français, du moins entre Soviétiques et Français... Une banalisation qui est peut-être le signe du passage à cette société « normale » attendue des réformes en cours.

MICHEL TATU.

La suppression des contrôles aux frontières

Le groupe de Schengen pour un fichier de police commun

La Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA ont signé vendredi 30 juin, à un accord satisfaisant sur l'établissement d'un « système d'information automatisé qui permettra d'éclaircir et de systématiser les échanges de renseignements existants », a annoncé M^{me} Edith Cresson, à l'issue d'une réunion à Paris, des ministres des affaires européennes des cinq pays du groupe de Schengen.

Signé en 1985, l'accord de Schengen a pour but de mettre en place, au 1^{er} janvier 1990, une structure qui permettra la libre circulation des personnes tout en assurant la sécurité des citoyens, après la suppression des frontières intracommunautaires (Le Monde du 16 juin).

Appelé SIS (système d'information de Schengen), le système qui vient de faire l'objet d'un accord consisterait en la mise en place d'un fichier informatisé commun, regroupant quatre catégories de population : les personnes en situation difficile (mineurs en fugue, etc.), celles qui font l'objet d'une demande d'extradition, celles qui font l'objet d'une enquête (elles y figurent à la demande d'un État soucieux d'obtenir une surveillance) et celles recherchées comme témoins.

M^{me} Cresson a précisé qu'il faudrait environ vingt mois à compter de la signature d'une convention — qui devrait intervenir avant la fin de l'année — entre les États membres pour que ce système soit opérationnel.

En revanche, les cinq ministres des affaires européennes ne sont parvenus à aucun accord sur l'harmonisation des procédures d'extradition. Certains États extraderont les personnes qui seraient susceptibles d'enquêter une peine de six mois, d'autres (comme la France) celles susceptibles d'enquêter une peine de deux ans. La France a proposé qu'une position commune soit arrêtée, sur la base d'une peine d'un an.

Pas de droit de poursuite

Également au menu de cette réunion : le droit de poursuite, c'est-à-dire le droit d'interpellation dont disposerait une police d'un des quatre pays du groupe sur le territoire du cinquième. Estimant que « si les polices collaborent de manière moderne ce droit de poursuite n'est pas nécessaire », la France a adopté une position commune, en refusant le droit d'interpellation par une police autre que la sienne sur son territoire.

Répondant aux multiples questions faisant allusion à une éventuelle dérive des mesures mises en place par le groupe de Schengen, M^{me} Cresson a affirmé : « Je n'arrive que difficilement à comprendre pourquoi le système de Schengen est perçu comme un système policier; nous devons trouver des solutions communes; c'est un travail rigoureux, les difficultés varient des différences entre les systèmes juridiques des États membres. »

M.-P. S.

EN BREF

● **AFRIQUE DU SUD** : le président Bush a reçu M^{me} Sisulu, la première ministre, vendredi 30 juin, à la Maison Blanche. M^{me} Sisulu, militante antiapartidiste et anti-apartheid et l'un des trois présidents du Front démocratique uni (UDF), le principal mouvement national d'opposition à l'apartheid. Dans une brève déclaration après cet entretien, M^{me} Sisulu a annoncé avoir demandé au président de renforcer les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Elle a précisé que M. Bush, tout en soulignant « les difficultés » de la mise en œuvre d'une telle mesure, l'avait assurée « qu'il ferait son possible ». « Le président n'a pas dit non », a-t-elle dit. — (AFP.)

● **ETHIOPIE** : un général en fuite est tué. — L'un des deux généraux qui étaient parvenus à s'enfuir après l'échec de la tentative de coup d'État de la mi-mai en Éthiopie, le général Abera Ababa, a été tué, jeudi 29 juin, par la police à Addis-Abeba, a annoncé la télévision éthiopienne. Le général Abera, qui a été débusqué par la police dans le quartier ouest de la ville, où il se cachait depuis près de quarante-cinq jours, a refusé de se rendre et a ouvert le feu sur les forces de l'ordre, qui ont tiré à leur tour et l'ont abattu. Sa mort porte à quinze le nombre de généraux tués dans la tentative de coup d'État : onze à Addis-Abeba, le capitaine de l'Erythrée, et quatre à Addis-Abeba. — (AFP.)

● **Le CEDEAO lance un appel à l'intégration économique.** — Le deuxième sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a pris fin, vendredi 30 juin, sur un appel à

l'intégration économique et au paiement des arriérés dus par les pays membres. Le communiqué final ne fait pas mention des émissaires d'extrême gauche et de Mauritanie, qui avaient fait des centaines de morts et des milliers de sans-abri. Mais il réaffirme le principe de la libre circulation des biens et des personnes entre les seize États membres de la CEDEAO. — (Reuter.)

● **PHILIPPINES** : nouveau ministre de la réforme agraire. — M^{me} Aquino a annoncé, vendredi 30 juin, la nomination au ministère de la réforme agraire de M^{me} Miriam Defensor-Santiago — personnalité éminente à la réputation d'incorruptibilité sans faille. M^{me} Aquino avait accepté la démission de son prédécesseur, M. Philip Juico, impliqué dans un scandale financier. Les Philippines vont demander des crédits frais pour leur réforme agraire lors d'une réunion spéciale à Tokyo, lundi 3 juillet, de dix-neuf pays créanciers et onze institutions internationales, dont la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. — (AFP.)

● **SALVADOR** : assassinat d'un personnalité du parti au pouvoir. — Président d'un groupe qui prône un règlement militaire de la guerre civile au Salvador, M. Edgar Chacon, l'un des principaux idéologues de l'Alliance républicaine nationale (ARENA, au pouvoir), a été tué vendredi 30 juin par un commando qui a ouvert le feu sur sa voiture. L'attentat n'a pas été revendiqué. Récemment M. Chacon avait émis des critiques à l'encontre du gouvernement, formé par son parti, qu'il jugeait trop modéré. Le 9 juin dernier, M. Antonio Rodríguez Porfí, ministre de la présidence, autre théo-

rien de l'ARENA, avait été tué dans un attentat attribué au front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui avait été très récemment déclaré un mouvement séparatiste. M. Chacon, qui avait été très récemment déclaré un mouvement séparatiste, avait été très récemment déclaré un mouvement séparatiste. — (AFP, Reuter.)

● **SRI-LANKA** : conditions indiennes pour un cessez-le-feu. — Le gouvernement indien a rendu publiques, vendredi 30 juin, les conditions de sa reconnaissance de l'appel au cessez-le-feu contre les séparatistes tamouls lancé par le président Premadasa (Le Monde du 1^{er} juillet). Les Tigres de libération de l'Élan tamoul (LTTE), principale formation tamoule, doivent clairement signifier qu'ils renoncent à la violence, non seulement contre le gouvernement sri-lankais, mais aussi contre les autres Tamouls, et doivent affirmer leur attachement à l'unité de l'île, a indiqué M. Rajiv Gandhi dans une lettre adressée jeudi au président sri-lankais. — (AFP.)

● **TCHÉCOSLOVAQUIE** : expulsion d'un diplomate américain. — Un diplomate américain en poste en Tchécoslovaquie a reçu l'ordre de quitter le pays sous l'accusation d'avoir entretenu des contacts trop étroits avec des dissidents, a indiqué, vendredi 30 juin, un responsable du département d'État à Washington.

Le diplomate expulsé, M. Robert Norman, est conseiller politique à l'ambassade des États-Unis à Prague. « Tout ce qu'il a fait était compatible avec ses fonctions », a affirmé le responsable, qui a souhaité garder l'anonymat.

M. Norman devait quitter Prague dans environ un mois pour recevoir une nouvelle affectation. — (AFP.)

كلمة الأسفل

Amériques

CUBA

Sortie du procès du général Ochoa

Le procès du général Ochoa, accusé de complicité dans la mort de l'ancien président Fulgencio Batista, a pris fin hier à La Havane. Le tribunal militaire a rendu son verdict, condamnant Ochoa à la prison à vie. Le procès a été marqué par des interruptions techniques et des débats juridiques complexes.

MEXIQUE

Parti du président Salinas pour des élections locales

Le président Salinas a annoncé la création d'un nouveau parti politique pour participer aux élections locales. Ce parti vise à rassembler les forces démocratiques et à promouvoir des réformes politiques et économiques.

ÉTATS-UNIS

Est-ce que les promesses des droits civiques sont toujours pas remplies

À l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la loi sur les droits civiques, des militants afro-américains ont organisé une manifestation à Washington. Ils dénoncent le fait que de nombreuses promesses de justice sociale et d'égalité n'ont pas été tenues.

Des milliers de personnes ont participé à la marche, exprimant leur frustration face à la persistance de la discrimination raciale et sociale. Les organisateurs appellent à une action plus vigoureuse du gouvernement fédéral.

La manifestation a été pacifique, mais elle a attiré l'attention des médias sur les problèmes persistants des communautés minoritaires. Les participants ont chanté des hymnes nationaux et des chants de protestation.

Europe

GRÈCE : compromis historique

Les communistes décident de soutenir un gouvernement minoritaire de droite

Dans la matinée du samedi 1^{er} juillet, le secrétaire général du PCG a rencontré M. Constantinos Mitsotakis, leader de la Nouvelle Démocratie, et M. Tsamir Tsanetakis, proposé comme futur premier ministre. Les communistes grecs ont accepté, samedi 1^{er} juillet, de soutenir un gouvernement conservateur dirigé par M. Tsamir Tsanetakis, le vice-président de la Nouvelle Démocratie.

Comme on pouvait le prévoir, M. Harilaos Florakis, secrétaire général du Parti communiste grec et président du Rassemblement de la gauche et du progrès (troisième force politique du pays) n'a pas réussi à former un gouvernement majoritaire. Vendredi 30 juin dans la soirée, il a informé le chef de l'État, M. Karolos Papadimitriou, qu'il avait été confondu trois jours plus tôt. Mais à sa sortie du palais présidentiel, M. Florakis n'avait pas exclu que, pour sortir de la crise causée par les élections législatives du 18 juin, le Rassemblement apporte son soutien à un gouvernement minoritaire dirigé par un conservateur de la Nouvelle Démocratie. Le lendemain, c'était chose faite : il annonçait que le Rassemblement avait décidé d'appuyer un cabinet dirigé par M. Tsamir Tsanetakis, numéro deux de la Nouvelle Démocratie (ND). Pour la Grèce, c'est un compromis historique qui permet d'éviter de nouvelles élections fin juillet ou début août.

Dans la matinée du samedi 1^{er} juillet, le secrétaire général du PCG a rencontré M. Constantinos Mitsotakis, leader de la Nouvelle Démocratie, et M. Tsamir Tsanetakis, proposé comme futur premier ministre. Aux yeux des communistes et de leurs alliés, ce gouvernement de droite sera en place pour trois mois et aura deux tâches principales à remplir : effectuer la « cooptation » autrement dit l'épuration des cadres politiques impliqués dans les scandales politico-financiers qui ont secoué la Grèce ces derniers mois, et défendre le fonctionnement démocratique des institutions. Les deux parties sont d'accord sur la nécessité de poursuivre en justice les ministres socialistes mis en cause notamment dans l'affaire Kokotas et le détournement d'environ 200 millions de dollars de la Banque de Crète. Pour ce faire, le Parlement élu le 18 juin, et qui doit se réunir le 3 juillet, doit absolument lever l'immunité des personnalités concernées. Sinon, les différents dossiers seront classés.

Les législatives du 18 juin n'avaient dégagé aucune majorité claire. Les conservateurs de la Nouvelle Démocratie étaient arrivés largement en tête, devant le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et le Rassemblement de la gauche et du progrès. Les leaders

POLOGNE : rebondissement de la crise

Le général Jaruzelski hésite à se présenter à l'élection présidentielle

(Suite de la première page.) Les responsables de Solidarité, qui avaient déjà en toutes les peines du monde à faire accepter des élections semi-libres, s'étaient vus dans l'obligation, après le premier tour, de sauver la face du régime dont la plupart des principaux dirigeants avaient été battus. La dégradation de la situation économique, la nouvelle série de hausses de prix qui a commencé à être appliquée au lendemain du second tour des élections, n'ont pas permis de sauver la situation. L'opposition a gagné, mais les responsables de Solidarité ont été paralysés dans plusieurs villes du pays ces derniers jours et que, vendredi, des échauffourées se sont produites devant le siège du parti, où un groupe de quelques centaines de jeunes venus réclamer le départ du général Jaruzelski a attaqué les forces de l'ordre avec des pierres et des sacs de colorants.

La réunion du comité central a été marquée par des débats particulièrement animés. Le revers subi par le parti lors des élections a semé le trouble dans les esprits et exacerbé le conflit entre « durs » et « modérés ». Si les premiers continuent de verrouiller la situation à l'intérieur du POUF, les modérés sont maintenant influents à la Diète, où beaucoup d'entre eux ont été élus au second tour avec la bénédiction, sinon l'aide active, de Solidarité.

La stratégie du parti reste pour le moment incertaine. Elle doit faire l'objet d'une seconde session du comité central plus tard dans le courant du mois. Le POUF doit faire face non seulement à des dissensions dans ses rangs, mais également à une grande confusion dans ses partis satellites. Après lui avoir servi d'atout « démocratique » depuis la guerre, ceux-ci aspirent aujourd'hui à davantage d'autonomie. Le Parti paysan, sans l'appui duquel le POUF n'a pas la majorité à la Diète, s'interroge ouvertement sur l'avenir de la « coalition » gouvernementale. L'autre partenaire de cette coalition, le Parti démocratique, a accusé jeudi le gouvernement de conduire une politique économique incohérente, qui entraîne le pays à la catastrophe.

« On réclame des têtes »

Dans une interview recueillie peu après le 18 juin, l'un des principaux dirigeants du Parti paysan unifié (ZSL), M. Mikolaj Kozakiewicz, reconnaissait qu'une partie des membres de sa formation accusaient leurs dirigeants d'avoir manifesté une trop grande loyauté à l'égard des communistes. « On réclame des têtes. D'autres demandent que l'on quitte la coalition et qu'on agisse comme parti indépendant ou même qu'on forme une coalition avec l'opposition. (...) Nos membres, dans leur majorité, demandent des changements qui correspondent aux nouvelles exigences, qu'on change le nom du parti, son caractère, les règles de la coalition. (...) L'issue dépend de deux facteurs : de la capacité du POUF à modifier son comportement au sein de la coalition ; s'il continue à vouloir exercer son dictat, la coalition sera en grand danger. Ensuite, cela dépend du nombre de nos députés qui resteront fidèles au Parti paysan. »

Depuis plusieurs jours, la presse officielle avait laissé entendre que le plénum, d'ailleurs repoussé de deux jours, ne se déroulerait pas sans accroc. Dans une interview à l'agence de presse PAP, jeudi, un membre suppléant du bureau politique, M. Zbigniew Sobotta, n'avait pas hésité à souligner que les plus hautes autorités avaient « une part essentielle de responsabilité » dans le revers essuyé aux élections. Il avait indiqué que « partout dans le pays, c'est l'effulgence », au point que l'on se demande ouvertement dans les cellules du parti si le POUF peut continuer ses activités, s'il est en mesure de retrouver sa crédibilité ou un quelconque soutien social.

HENRI DE BRESSON.

URSS : avant un discours télévisé de M. Gorbatchev

Le comité central a examiné le dossier agricole

M. Mikhaïl Gorbatchev devait prononcer, samedi 1^{er} juillet dans la soirée, un discours à la télévision soviétique. Le thème de l'intervention de M. Gorbatchev n'a pas été précisé, mais le fait que le président de la télévision l'ait annoncé dès vendredi semblait indiquer qu'il s'agirait d'une allocution importante, estimant les observateurs.

Ce discours était prévu au lendemain d'une importante réunion, vendredi 30 juin, au comité central, consacré aux questions agricoles, ainsi qu'à « la création d'une industrie alimentaire moderne ». Parmi les orateurs figuraient M. Mikhaïl Gorbatchev, ainsi que M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique et président de la commission agricole au comité central.

M. Ligatchev, considéré généralement comme chef de file des conservateurs, avait été critiqué précédemment, mercredi, par l'un des nouveaux vice-premiers ministres de l'URSS, l'économiste réformateur Leonid Abalkin. Celui-ci avait souligné devant le Soviét suprême (parlement) que « la propagande des kollektives et des kolkhozes doit être corrigée », une allusion à M. Ligatchev, qui ne cache pas son attachement aux formes collectives de l'agriculture soviétique.

Cette réunion au comité central était particulièrement importante, relevant les observateurs, puisque y assistaient notamment les premiers secrétaires des Républiques, des districts et régions, ainsi que les premiers ministres des Républiques fédérées et autonomes. Dans la liste des personnes présentes figurait vendredi par l'agence Tass figurait également des ministres et présidents de comités d'État de l'URSS, des responsables d'entreprise relevant de l'industrie alimentaire, des experts ou encore des représentants des masses médias.

Donnant enfin le compte rendu vendredi de la réunion du bureau politique qui s'est tenue jeudi, l'agence Tass a indiqué que le Politburo s'était penché en particulier sur les problèmes concernant la « circulation monétaire » dans le pays. Une résolution sera par ailleurs publiée dans la presse concernant l'exclusion du Parti communiste des « éléments cupides » et qui « discréditent le nom de communiste ». Lors de sa visite en Ouzbékistan, à la suite des violences interethniques qui avaient secoué cette République d'Asie centrale, M. Rykov avait accusé des membres du Parti communiste ouzbek d'avoir participé aux troubles. (AFP.)

Proche-Orient

La marche des colons israéliens en Cisjordanie

Excursion politique sous bonne escorte

GINOT-SHOMRON (Cisjordanie de notre envoyé spécial)

« En tête, marche le porte-drapeau, brandissant vaillamment les couleurs d'Israël en Cisjordanie, ouvrant le chemin à une vingtaine de fidèles et faisant la lecture à un détachement de journalistes : « Si nous allons habiter ce pays, nous devons pouvoir y marcher librement. » Telle était la consigne donnée, vendredi 30 juin, par le Conseil des implantations juives des territoires occupés : organiser dans toute la Cisjordanie une journée de randonnées pédestres pour montrer – « au dos » – que les colons ne se laissent pas intimider par le soulèvement palestinien et affirmer – en pataugas – qu'aucune parcelle du Grand Israël ne leur sera interdite. Une manière, en somme, de s'afficher maîtres du terrain.

Pour le petit groupe de Ginot-Shomron, l'exercice relevait donc de l'excursion politique et de la promenade biblique, quelques pas dans les champs d'oliviers au nord-est de Tel-Aviv. Et, n'étaient de gros colts passés à la ceinture et une escorte de sept soldats en tenue de combat, avec casques et radio de campagne sur le dos, les randonneurs avaient plus l'air de touristes que d'habitants des lieux : T-shirts criards, shorts ou bermudes, lunettes Ray Ban et chapeaux bobes – pas vraiment les tenues locales. Plus du quart des habitants de Ginot-Shomron sont des Américains fraîchement immigrés. Cela ne se fait pas facilement oublier et, en dépit d'un ton qui est celui de ceux que le doute a toujours épargnés, c'est tout de même avec un très fort accent de Brooklyn que David H., quarante ans, ingénieur électronique, explique : « C'est la me ça, profondément fils d'Abraham et à ce titre, héritier légitime de cette terre (...), mais, si les Arabes veulent y vivre aussi, ils sont les bienvenus. » Dans cet univers mental, le nationalisme palestinien est une invention de la presse.

La garde a pris soin de s'équiper d'une Bible, qu'il ouvre au Livre de Josué pour assurer que ces rondes colines alentours, désignées d'un ample geste du bras, étaient « à la frontière du domaine de deux des douze tribus d'Israël », en l'espèce celles d'Ephraïm et de Manassé. En termes politiques modernes, il faut comprendre qu'il n'y a pas prescription quant au droit de propriété sur les lieux – il y a seulement contestation.

Un moyen d'extrémistes

Mais la troupe était aussi présente pour empêcher que ces randonnées ne tournent au « raid de provocation » contre des localités palestiniennes, comme ce fut le cas, à plusieurs reprises, courant juin. Si les promeneurs de Ginot avaient le profil plus banal d'un groupe de touristes, ils n'en valent pas moins d'un noyau dur – quelques centaines de personnes ? – qui, parmi les colons, attendent jour l'escalade de la violence. Du moins, c'est ce qu'affirme l'ensemble de la presse israélienne, qui, du conservateur Maariv au libéral Haaretz, évoque la mise en œuvre par certains colons d'une stratégie de la tension.

La presse se fonde sur une série de récentes attaques contre des Palestiniens – des opérations au caractère trop répétitif pour relever seulement de l'acte de vengeance spontanée commise à la suite d'agressions contre des Israéliens. Pour le journal Haaretz, l'objectif de ce « noyau dur » est de « torpiller le plan du gouvernement » (élections dans les territoires et régime d'autonomie, notamment).

Le ministre de la défense lui-même, M. Itzhak Rabin, n'est pas loin de partager cette opinion et évoque « les tentatives de sabotage » d'une initiative gouvernementale dont il est le plus ardent promoteur. A leur façon, les promeneurs de vendredi voulaient aussi manifester leurs réticences à l'égard d'un gouvernement accusé d'aventurisme politique irresponsable et de mollesse dans la répression du soulèvement.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

Paris juge « intéressantes » les déclarations de M. Gorbatchev

La France a jugé « intéressantes et encourageantes », vendredi 30 juin, les déclarations sur le Liban du numéro un soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, qui avait estimé le moment « favorable » pour débattre la situation dans ce pays (Le Monde du 1^{er} juillet). « Ce qu'a dit M. Gorbatchev est intéressant et encourageant. Intéressant en termes de dialogue franco-soviétique et encourageant pour le Liban », a déclaré le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine.

M. Gorbatchev avait annoncé, jeudi, de « très prochains contacts » de l'URSS avec l'Irak et la Syrie sur la question du Liban et avait précisé qu'il évoquerait ce problème avec M. Mikhaïl pendant sa visite d'État en France du 4 au 6 juillet. M. Gorbatchev avait souligné qu'il y avait actuellement des « possibilités de faire déboucher le conflit libanais sur une voie réaliste ».

Asie

L'assemblée générale annuelle d'Interpol maintenue à Pékin

Le comité exécutif de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), réuni à huis clos le mercredi 28 juin à Lyon, a décidé de maintenir son assemblée générale annuelle à Pékin. Ce choix, annoncé lors de l'assemblée générale de Bangkok en 1988, avait été remis en cause après la répression de la révolte étudiante, et de discords négociations s'étaient engagées ces derniers temps afin de faire coïncider la tenue de l'assemblée annuelle et l'inauguration des nouveaux locaux d'Interpol à Lyon. Un vote à bulletin secret vient d'en décider autrement (nos dernières éditions du 1^{er} juillet). Le comité exécutif, qui compte trente membres, s'est réuni à neuf pour maintenir l'assemblée prévue à Pékin. Au siège de l'organisation, on se refuse à commenter cette décision. On explique seulement que le Soudan et la Jordanie se sont excusés et que les représentants du Canada et de la Grande-Bretagne ont quitté la salle avant le vote afin de ne pas « rater l'avion ».

« PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : assassinat d'un ministre. – M. Mello Belskau, ministre des communications, a été assassiné, vendredi 30 juin, par un tireur embusqué qui a fait feu sur son véhicule. Agé de trente-quatre ans, M. Belskau était originaire de la province d'Enga, où des troubles ont éclaté récemment : des commerces et des bureaux ont été pillés et brûlés à Wabag, chef-lieu provincial de Enga. (AFP.)

CHINE

Triste 68^{ème} anniversaire pour le PC

PÉKIN de notre correspondant

Le buste du chef d'orchestre s'élève au-dessus d'une formation philharmonique rassemblée autour d'un piano à queue. La baguette et l'œil sont dirigés vers un marteau et une fusille accrochés dans le coin supérieur droit de la salle. Dans le fond du décor, on distingue la silhouette de Mao Zedong proclamant la République populaire. Le titre de cette peinture dans la meilleure tradition du réalisme socialiste, reproduite samedi 1^{er} juillet par le Quotidien du peuple, est inscrit directement sur l'œuvre : « Sans le Parti communiste, il n'y aurait pas de nouvelle Chine ». Le PC chinois fête tristement son soixante-huitième anniversaire.

Quarante-huit heures plus tôt, toute la haute direction chinoise avait déjà donné à la nation, via la télévision, le spectacle d'une chorale chantant en chœur, à l'unisson de milliers de soldats casqués, ce même aphorisme qui sert de justification au régime, mis en musique sur un air martial, avec la participation d'un orchestre militaire. Le concert destiné à « illustrer les bonnes relations entre l'armée et le peuple » était organisé, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation du parti, par le département général de politique des forces armées. Les

méthodes de communication de la vieille garde chinoise et ses conceptions artistiques, au service de la propagande, rappellent la pesante inspiration maoïste des œuvres « modèles-révolutionnaires ».

Bilan de l'insurrection

La célébration, samedi, de cet anniversaire a coïncidé avec la publication d'un nouveau bilan – le troisième – de l'insurrection du début du mois et de sa répression militaire : « plus de » deux cents morts civils (on en était auparavant à « une centaine ») dont trente-six étudiants, contre « deux dizaines » de morts du côté des soldats et policiers, selon le maire de Pékin, M. Chen Xitong, qui présentait vendredi un rapport officiel sur le drame du début du mois aux membres du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. Le pouvoir n'arrive donc toujours pas à dire exactement combien de soldats ont été tués, un mois après les événements, par crainte sans doute d'avoir à reconnaître qu'un certain nombre d'éléments de la troupe ont choisi de faire défection plutôt que d'obéir aux ordres. Le chiffre des blessés est également révisé à la hausse, avec un total de « plus de » six mille soldats et policiers, contre trois mille civils.

Le Quotidien du peuple a estimé, dans un éditorial commémorant la fondation du parti, que les troubles résultaient du « lénisme » dans ses rangs et appelé à « renforcer l'édification » de cette énorme machine de près de quarante-huit millions de membres. Son organe théorique, le bimensuel Chercher la vérité, a reconnu pour sa part que le parti avait commis au cours de son histoire « des erreurs graves », mais pour aussitôt souligner qu'aucune autre formation politique, dans l'histoire de la Chine de ce siècle, n'avait été aussi étroitement associée à la population.

Sans admettre que la gravité de la crise est due à ce qu'une partie importante de l'appareil soutient le secrétaire général déchu, M. Zhao Ziyang, le PC se crédite lui-même du mérite d'avoir « résolu » les problèmes et répudié les erreurs du camarade Zhao Ziyang consistant à soutenir l'agitation et faire éclater le parti ». Le PC chinois a été sincèrement reconnaissant envers le peuple pour ses critiques bien intentionnées, et les écoute volontiers, mais il va de soi que « la solution des problèmes réside dans le parti lui-même, plutôt que dans un divorce d'avec sa direction ou dans tout autre moyen extérieur, à fortiori dans des troubles ». D'où l'image du chef d'orchestre.

FRANCIS DERON.

Politique

Le comité directeur du PS

L'aspiration au débat se heurte aux logiques de courants

Entre le consensus (mon) et l'annulation (différée) des fausses factures, la politique est proche du degré zéro. Après le point mort atteint la semaine dernière par les « rénovateurs » de la droite, les socialistes ont commencé par tirer un petit feu d'artifice, qui a fait plus de bruit dans le couloir de leur parti qu'à l'extérieur, mais certains d'entre eux se demandent si la fête vaguement espérée n'est pas finie avant même d'avoir commencé.

Premièrement, les bouches s'ouvrent ; deuxièmement, les courants verrouillent : ce pronostic, formulé par MM. Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, et François Hollande, député de la Corrèze, et par quelques autres, risque de se vérifier. Il met en cause la démarche adoptée par M. Pierre Mauroy dans la première phase de préparation du congrès de mars 1990.

C'est en effet le premier secrétaire qui, il y a une semaine, a envoyé aux militants socialistes une lettre les invitant à s'exprimer en « brisant le carcan » des courants, et c'est lui qui, quelques jours plus tard, s'est associé, par proches interposés, à une initiative de M. Lionel Jospin destinée à fixer les mouvements internes au courant dirigeant du PS.

Alors que le premier secrétaire paraissait vouloir se situer au-delà des différents clans et exprimer une aspiration au renouvellement, qui se fait jour, notamment, parmi ceux que l'on appelle les « transcourants », comme M. Hollande, ou qui se montrent depuis longtemps indépendants, comme M. Belorgey, le voilà asso-

cié — sinon enfermé — dans une logique de « sous-courant ». On voit bien ce qui motive cette tactique : alors que M. Laurent Fabius s'affirme décidé à mener sa propre offensive, alors que M. Jean Poperen fait avancer la sienne, alors que M. Louis Mermaz s'est engagé dans une entreprise dirigée contre le premier secrétaire, alors, donc, que les partisans du chef de l'Etat affichent leurs divisions, il fallait réaffirmer un axe autour duquel pourrait se faire, le moment venu, le rassemblement.

Il n'en reste pas moins que la démarche de M. Mauroy contribue à réinstaller les courants et leurs dirigeants dans le rôle — qu'ils n'avaient, à vrai dire, jamais perdu — d'acteurs principaux, voire uniques, des débats au sein du PS. Ceux qui espèrent autre chose, une véritable mise à plat des problèmes auquel le PS doit faire face, ont raison de s'inquiéter. La prépondérance des « éléphants » — les principaux dirigeants du parti, qui se réunissent chaque mardi autour du premier ministre, — ajoutée aux impératifs que dicte l'exercice du pouvoir, risque d'aboutir à paralyser toute activité réelle dans les rangs de la gauche.

Le « non » des Verts

En reprenant à son compte l'idée, qui courait dans les discussions depuis quinze jours, d'une alliance avec les Verts, M. Mauroy a tenté de redonner un intérêt stratégique aux débats de la période qui vient. La

réponse de M. Antoine Waechter, chef de file des écologistes, ne s'est pas fait attendre : c'est « non », du moins jusqu'à la fin de la législature. Ensuite, explique M. Waechter dans un entretien publié samedi par le Figaro, il sera toujours temps de discuter, par exemple, de la modification du mode de scrutin, c'est-à-dire de l'instauration de la représentation proportionnelle « afin, dit-il, de nous permettre d'entrer au Palais-Bourbon ».

Cette question a été, en effet, soulevée par M. Mauroy dans son offre d'alliance aux écologistes. Les jeunes députés qui, autour de MM. Jean-Marie Bockel et Julien Dray, plaident eux aussi pour l'alliance « rose-verts » ne paient pas, dans leur texte commun (Le Monde du 1^{er} juillet) de rétablir le scrutin proportionnel. Or c'est incontestablement la clé d'une alliance possible, dès lors que les écologistes refusent toute perspective d'accord électoral dans le cadre du scrutin majoritaire.

M. Michel Rocard, qui avait quitté le gouvernement, en 1985, parce qu'il rejetait la proportionnelle intégrale, n'est pas davantage aujourd'hui qu'il l'était de ce scrutin. Cette posture de désaccord-là pourrait prendre l'importance des débats à venir. C'est, sans doute, parce qu'il le redoutait que les principaux dirigeants du PS s'efforcent à l'éviter. Il y a, en effet, assez de sujets de désaccord virtuels entre le parti et le gouvernement pour ne pas en ajouter.

M. Jospin a résumé, vendredi soir, au cours d'une réunion des cadres du courant dirigeant, les principes

qui doivent, selon lui, guider celui-ci : derrière le président de la République, au côté du premier secrétaire, avec le gouvernement, a déclaré le ministre de l'éducation nationale pour définir sa propre ligne de conduite, qu'il propose en exemple à ses amis et allies. Le PS, selon lui, ne doit pas avoir d'autre objectif que d'aider le chef de l'Etat à réussir son second septennat. Toute autre perspective est intempestive, et M. Jospin a réaffirmé qu'il ne se place pas, lui-même, dans celle de la succession de M. Mitterrand.

Le propos visait, bien sûr, M. Fabius, ainsi accusé de n'avoir rien d'autre en vue que cette succession. M. Jospin entendait aussi répondre au souci exprimé par M. Mermaz et ceux qui le suivent, ceux qui ne se veulent rien d'autre que des mitterrandistes et reprochent aux autres de se lancer prématurément dans une course à la candidature à l'Élysée. A ceux-là, M. Fabius répond, lui aussi, en reprenant le thème du « grand dessein », qui, selon lui, fait défaut au PS.

Les « éléphants » manœuvrent, les autres s'inquiètent. MM. Belorgey et Hollande proposent une méthode pour éviter le « verrouillage » : discuter sur une série de points précis, allant de la construction européenne au renouvellement de l'Etat, en passant par la politique des revenus, la protection sociale, la précarité et l'environnement. Les questions de méthode ont-elles une chance de s'imposer face aux questions de pouvoir ?

PATRICK JARREAU.

● M. Mauroy : « Nous devons inventer un nouveau modèle de développement »

● M. Emmanuelli dénonce « l'affadissement » de l'identité des socialistes

Le comité directeur du PS, réuni samedi 1^{er} juillet et dimanche 2, a commencé par la lecture du rapport d'activité de M. Henri Emmanuelli, numéro deux du parti. Après avoir observé qu'en termes « stratégiques » les socialistes ont gagné les élections européennes, M. Emmanuelli juge que le comité directeur « marque chronologiquement le début d'une deuxième période importante » pour le PS, car les objectifs du congrès d'Épinay de 1971 ont maintenant été « non seulement (...) atteints mais dépassés ».

Le numéro deux du PS estime que la France est passée d'une « forme infantile » de démocratie à une « forme de démocratie adulte, mature » car, à l'exception du FN, « nul ne conteste plus la légitimité de personne », ce qui fait que cette configuration politique, « conséquence du chemin parcouru par le PS depuis Épinay, répond désormais aux conditions d'une alternance possible et tranquille ».

Après avoir rappelé que l'exercice du pouvoir a constitué pour les socialistes « une rude affaire », M. Emmanuelli affirme : « Nous sommes aujourd'hui (...) à un tournant de notre histoire où il nous faut impérativement repenser nos objectifs, réaffirmer notre stratégie et adapter notre parti pour la mise en œuvre de cette stratégie et la réussite de ces objectifs ».

Tel est, selon l'orateur, l'enjeu du congrès de Rennes du PS.

Le député des Landes continue : « Si notre parti renonçait à sa vocation d'être l'instrument de transformation de la société, avec ce que cela implique de débats idéologiques (...) pour se limiter au gestionnarisme médiocre de défense des droits de l'homme pour sauver la couleur, ce ne serait plus, rapidement, d'un parti socialiste qu'il s'agirait, mais de tout autre chose. Une mouvance « bostonienne », par exemple. Un parti démocrate peut-être. Ou, tout simplement, une impasse. La gestion nécessaire ne peut [pas] constituer à elle seule notre avenir. La culture de gouvernement, il en faut ! Mais pas plus qu'il ne faut ! Sauf à prendre le risque de voir ce bien précieux devenir la jachère du socialisme ».

Deuxième objet de débat pour le congrès, selon M. Emmanuelli, l'« ouverture ». « Rassembler les forces sociales et politiques de progrès », explique le numéro deux du parti, doit constituer la démarche claire et sans ambiguïté du PS. Pour l'orateur, dans la démocratie française parvenue à maturité, « la dynamique de la réflexion et de l'action doit reposer sur une confrontation normale et saine entre forces progressistes et conservatrices ». « Toute autre stratégie, continue-t-il, toute autre conception, notamment celle qui reposerait sur une alliance tactique entre ces deux forces, ne mériterait qu'à l'immobilisme, à l'indifférence, pour ne pas dire à la désapprobation dans les extrêmes auraient dû fait de se saisir pour s'en nourrir ».

M. Emmanuelli juge que le PS et la France ont besoin de « conviction » et fustige « le désintérêt, l'indifférence ou le désarroi de cette thématique de l'ailleurs dont on ne revient jamais, si ce n'est pour servir de suppléant involontaire aux forces qui s'accroissent de l'existence ».

Tout cela implique un « repositionnement engagé (du PS) sur la terrain de grandes luttes sociales et politiques » mais aussi une « adaptation » d'un parti dont l'Etat, selon M. Emmanuelli, « appelle des changements profonds ». Le numéro deux du PS dénonce « l'affadissement de notre identité et de notre capacité

d'action, toutes deux consécutives au déséquilibre qui s'est peu à peu créé entre la nécessité de gérer et la volonté de transformer ». Il définit ainsi les rapports du couple partit-gouvernement tels qu'ils devraient être : « Au parti de susciter et d'accompagner la transformation de la société, le gouvernement doit, par le parti, faire la synthèse entre cette aspiration au progrès et les contraintes du moment ou l'intérêt du pays ».

M. Emmanuelli met ensuite en cause la proportionnelle interne qui génère aujourd'hui un « risque d'inversion », la « filiation croissante » du PS pour rappeler ses positions. Il demande une progression de la démocratie interne dans le PS et

révèle la « vieille lune » de la « neutralité politique de l'action syndicale ». M. Emmanuelli conclut en formulant des propositions, notamment pour mieux associer les sympathisants du PS, renforcer son action internationale, réformer ses structures dirigeantes.

Un triple niveau de débat

« En fait, c'est un modèle de développement que nous devons inventer, souligne ensuite, pour sa part, M. Pierre Mauroy. C'est un nouveau pacte social dont nous devons tracer les contours ».

Le premier secrétaire du PS ajoute : « Au cœur de ce pacte une

idée force : c'est le progrès social qui peut constituer aujourd'hui le principal moteur de la croissance, dans la mesure où il est devenu porteur de compétitivité. Voilà qui devrait être le vrai débat de fond, un débat qui nous fait passer à un triple niveau : celui de l'entreprise, celui de l'Etat, celui de l'Europe. Pour ce qui est de l'entreprise (...) au vieux modèle défini par Taylor, brisant le travail salarié en une multitude d'actes décomposés, faut substituer l'entreprise de la « démocratie salariale » qui fasse de la démocratie économique le moteur d'un dynamisme renouvelé (...) Il nous faut aussi et surtout nous attaquer au problème de la répartition des revenus. Nous

commissions en effet une situation un peu brève comme vient de le montrer les rapports récents de l'INSEE et du CERC. Le pouvoir d'achat des salariés du secteur public et des salariés les plus dévalorisés, c'est-à-dire ceux qui sont payés au SMIC, s'est à peine maintenu ces dernières années. Il s'est même parfois réduit. Et l'on aboutit à cette double aberration : la SMIC ne joue plus un rôle moteur dans la révalorisation des bas salaires, l'éventail des revenus s'est creusé depuis 1984, aggravant donc les inégalités. Dans le même temps, les revenus du capital ont explosé, parvenant à des sommets qu'ils n'avaient jamais atteints (...)

C'est à l'Etat de garantir la cohésion nationale, ajoute M. Mauroy. Alors que la société connaît une menace, je souhaite que les socialistes élaborent et proposent au pays un pacte national pour l'insertion, afin de ne laisser personne au bord du chemin (...). Nous ne pouvons laisser se creuser plus longtemps le fossé entre la ville de toutes les richesses et celle de toutes les misères. Le droit au logement est aujourd'hui au moins aussi important que le droit à l'activité. Car désormais la dignité de chacun dépend autant de son domicile que de son travail (...)

Il faut sans doute qu'en ce domaine l'Etat prenne sa responsabilité. Cela peut être directement par la création d'un droit de préemption sur les terrains ou les immeubles qui pourraient être exercé directement par les préfets dans le cas où la prise en compte de ces problèmes ne se trouverait pas concrétisée par les collectivités locales. Cela peut passer aussi par la redéfinition d'un véritable pouvoir d'agglomération qui obligerait à un meilleur équilibre entre les communes qui pourraient se voir doter d'un véritable droit de municipalisation des sols.

Insistant lui aussi, d'autre part, sur la nécessité de relancer « le débat idéologique », M. Mauroy propose de préparer une « nouvelle version » de la « déclaration de principes » du PS déjà remaniée, naguère, par Léon Blum et François Mitterrand : « Un débat sur la déclaration de principe devrait permettre de réactualiser les thèmes malencontreusement oubliés : la lutte contre les visions technocratiques, l'accès à la responsabilité du producteur du consommateur, de l'étudiant, le poids de l'écologie dominante, la laïcité de l'école et de l'Etat, les limites du réformisme. (...) Il conviendrait aussi d'insister sur le fait que l'humanité est unique et que son destin ne peut être pensé que comme un ensemble. L'écologie n'est qu'une des manifestations les plus spectaculaires de cette prise de conscience ».

A propos de la rénovation du parti, M. Mauroy souhaite un PS « plus ouvert sur les experts et notamment sur les experts régionaux avec lesquels la coordination gagnerait à être renforcée » et « plus ouvert sur l'ensemble de la gauche et des forces de progrès ».

Du Gers aux Côtes-du-Nord

Les rocardiens, tels qu'en eux-mêmes...

AUCH-SAINTE-BRIEUC
de notre envoyé spécial

« C'est vrai que la rentrée sociale sera probablement difficile. C'est pour cela que Michel Rocard s'est peut-être gardé quelque chose sous le pied pour l'automne. Mais c'est vrai que l'augmentation du SMIC n'est pas suffisante et qu'elle est de nature à découvrir une partie de notre électorat ».

« C'est sûr, il y a une attente sur les questions sociales qui n'est pas à ce jour pleinement satisfaite. Il ne faut pas mener une politique casse-cou mais les priorités, à côté de la gestion économique — nécessaire pour se maintenir — sont celles de la demande sociale ».

Les deux premiers secrétaires fédéraux rocardiens — le premier, M. Didier Morin, dans les Côtes-du-Nord, le second, M. Jean-Luc Lacambra, dans le Gers — ne se sont pas donné le mot. Ils ne se répondent pas non plus dans un débat qu'ils auraient à quelques centaines de kilomètres l'un de l'autre. Mais cette parfaite identité de ton ne laisse guère de doute : pour les militants rocardiens, comme pour les autres socialistes, la « question sociale » apparaît comme le point le plus délicat dans la politique menée par M. Rocard.

Bien sûr, à la différence d'autres socialistes, les rocardiens ne méprisent pas leur soutien au premier ministre. Ils ne manifestent ni états d'âme ni amertume, mais une sorte de satisfaction raisonnable, qui n'exclut pas l'attachement. Les militants bretons, sous le crachin de cette fin de juin, semblent plus exigeants que les Gersois sous le soleil du Sud-Ouest. Les rocardiens soutiennent M. Rocard mais ils n'ont pas chassés de godillots. Peut-être parce que la plupart d'entre eux disent adhérer moins à un homme qu'à une idée qu'il porte.

Spontanément, pourtant, avec une sorte de fierté, ils mettent d'abord en valeur la performance personnelle de leur champion. « On a découvert un premier ministre là où certains pensaient qu'il n'y en

avait peut-être pas, observe M. Jean-Pierre Joseph, député du Gers. Pour moi, dans les réunions du jeudi matin (1), cette fermeté-là était déjà apparue. Je m'en souviens parce qu'il n'est arrivé d'en faire les frais... ».

Paradoxalement, c'est la gestion — à critiquer — des conflits sociaux de l'automne 1988 qui a fourni aux rocardiens la meilleure démonstration publique de la maîtrise de M. Rocard. Certes ses partisans, au fond de leur province, ont parfois eu quelques inquiétudes, notamment au moment du conflit des infirmières : « Moi j'ai eu peur, avoue Martine, jeune institutrice du Gers. Devant la télévision, je me demandais : « Qu'est-ce qu'il fait ? Ou il va ? » Les autres militants ont eu peur aussi. Mais finalement les rocardiens, tels qu'en eux-mêmes, « briseurs de rêves », moins soucieux de lyrisme que de réalisme économique et de pédagogie sociale — fût-elle rude — ne critiquent pas la gestion « au coup par coup » des conflits. Du Gers aux Côtes-du-Nord, le chœur s'élève, avec Christian, attaché parlementaire, Gersois de trente-quatre ans : « Il a réussi à faire comprendre aux gens que tout n'était pas possible tout de suite ! ».

« Une période ingrate »

Suit une messe d'arguments que ne désavouerait probablement pas l'allié éternel du patronat social, Jean, cinquante-trois ans, PEGC, ancien premier fédéral du Gers : « Que penseriez-vous d'un premier ministre qui, dès qu'une revendication est posée, y répondrait sans voir la priorité des priorités ? ».

Dans le Gers encore, Marc, quarante-deux ans, inspecteur des impôts : « Il a réussi à avoir la sagesse de l'opinion sans désemparer les enseignants ». M. Lacambra, à propos de la tactique du « pourrissement » utilisée contre les grévistes corse : « Leurs exigences

n'étaient peut-être pas très raisonnables... ».

M. Jean Laborde, député, maire d'Auch : « Michel Rocard a cherché à responsabiliser les Français. Je ne demande si, subconsciemment, ils n'y sont pas sensibles, les manifestants, les révoltés, mais quand même... Je ne vois pas un autre gouvernement qui ait pu faire accepter cela. Tout cela ne peut pas susciter d'enthousiasme. C'est déjà beaucoup que ce soit accepté. C'est une période ingrate. Les périodes de déflation sont toujours difficiles ».

« Il va pouvoir souffler »

Et M. Morin de conclure : « La facilité, c'était de lâcher. Même nous, on aurait bien aimé... ».

Même les calmes militants du Gers se fêtaient à l'évocation de la « gestion » — à laquelle se cantonnerait le premier ministre — opposée à la « transformation », tâche présumée historique des socialistes. Jean, le Gersois, explique : « Ça ne veut rien dire, changer la vie ! Si c'est pour faire des grands slogans, c'est vrai que je n'en ai plus ! Tous, de l'Ouest au Midi, se bousculent pour jurer d'une seule voix que, si l'on veut revenir aux vieux démons de la rupture en 90 jours avec le capitalisme, l'on ne compte pas sur eux ».

Jean-Luc, directeur d'association dans les Côtes-du-Nord, résume crûment : « L'utopie, c'est bien quand on n'a pas à gérer ». Philippe, huissier du Trésor dans le Gers, ajoute : « Le rocardisme, c'est parler vrai et faire ». Marc, inspecteur des impôts du Gers : « Il est difficile d'avoir des projections toutes faites. On a des axes. Il faut que la vie change. Elle change petit à petit ».

Pourtant, même si tous ne l'avaient pas, même si Catherine, enseignante des Côtes-du-Nord, pense comme d'autres que c'est au parti de susciter « un nouvel enthousiasme », le reproche les touche. « Michel Rocard, dit M. Joseph, a eu à gérer un quoti-

dien difficile. Sa politique sur le long terme n'a pas encore donné sa mesure. Maintenant, il y a trois ans sans élections ». Philippe, assistant parlementaire dans les Côtes-du-Nord, renchérit : « Il va pouvoir souffler, mettre à plat l'ensemble de ses réformes. Son premier secrétaire fédéral est plus direct : « Nous souhaitons qu'il dure longtemps. Pour montrer qu'il garde quelque nostalgie des idéaux de sa génération : « Peut-être, dit le maire d'Auch, pourrait-on attendre de lui quelques discours qui secouent les Français ; que, dans ses propos, il essaie d'éveiller, de soulever quelques idées, quelques enthousiasmes. La gestion amène à s'intéresser en priorité aux problèmes quantitatifs. Peut-être gagnerait-il à insister davantage sur la qualité. La vie n'est pas faite que d'indices, d'échelles, de revenus de rémunération. Dans le rocardisme il y avait le réalisme dans la gestion mais aussi la qualité des rapports sociaux. Là, il y a un déficit. C'est l'affaire de nous tous. Mais c'est aussi l'affaire du gouvernement ».

« Le bilan est globalement positif, conclut le premier fédéral des Côtes-du-Nord. Nous ne sommes pas encore des déçus de Rocard. Mais si cela durait encore quatre ans comme cela, ce ne serait pas suffisant ».

Jeudi 29 juin, pendant la garden-party de l'hôtel Maignon, l'un des proches collaborateurs du premier ministre soupçonnait : « Je sais que les rocardiens seraient les plus... ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Avant l'élection présidentielle, M. Rocard réunissait tous les jeudis à 8 h 30, dans ses locaux du boulevard Saint-Germain, une sorte de conseil politique. Celui-ci se réunissait toujours, avec la participation maintenant de quelques membres du cabinet du premier ministre. M. Rocard assiste à ces réunions approximativement semestriellement, une fois par mois.

ÉDUCATION

L'informatique au secours des examens

Bac : « délibération assistée par ordinateur »

Est-ce l'ordinateur qui, cette année, va délivrer le bac ? Au moment d'entrer dans les salles de délibération, mardi 4 juillet, certains membres du jury s'agitent.

Dans la région parisienne, on a demandé aux correcteurs de déposer leurs notes dès lundi 3 juillet, afin qu'elles soient saisies sur informatique par le personnel administratif. Cette rupture dans la tradition qui veut que chaque professeur arrive le jour du jury avec ses notes sous le bras et « décanonne » lui-même les copies suscite quelques étonnements.

Il est vrai que la procédure d'informatisation de la transmission et de l'enregistrement des notes, testée l'an dernier dans une trentaine de centres de la région parisienne, avait connu quelques ratés. Selon les responsables du service des examens et concours d'Arcueil (SIEC), ils étaient dus pour l'essentiel à une difficulté d'adaptation du logiciel aux matériels en place dans les établissements. Depuis, cet inconvénient a été gommé, et la procédure dite *« Délibac »* (délibération assistée par ordinateur) est étendue à plus de la moitié des deux cents centres d'examen parisiens en 1989. Les notes collectées lundi seront éditées et communiquées sous forme de procès-verbal, dès le mardi matin, aux présidents de jury.

Des commissions d'harmonisation

« La délibération sera plus rapide sans être expéditive », explique M. Francis Dur, chef de division au SIEC. Les jurys seront débarrassés des travaux de secrétariat qui leur prenaient beaucoup de temps. « Pour les éviter, la saisie est faite à deux, et les jurys ont tout loisir de vérifier le procès-verbal et d'apporter manuellement les corrections nécessaires », répond M. Francis Dur, convaincu de la fiabilité et de la rigueur du système. Pour lui, la souveraineté du jury est sauvegardée, et l'anonymat des corrections pas plus en danger que dans le système traditionnel.

Les résultats du bac, proclamés mercredi 5 juillet à 8 heures, ne seront donc pas sortis tout droit de

ventre d'un ordinateur. Bien au contraire, le plus grand soin aura été apporté à l'« humanisation » des corrections. Avant même la convocation des jurys, les « commissions d'entente et d'harmonisation » créées en 1987 se sont réunies. Pour après les épreuves, des réunions d'entente ont été tenues dans les centres, afin de déterminer, en fonction des sujets et au vu des premières copies, le champ d'action des correcteurs. Puis, avant la remise des copies, lundi 3 juillet, se sont tenues des commissions d'harmonisation des notations, destinées à gommer les écarts trop discriminants d'un correcteur à l'autre.

Naguère réservé à la philosophie, ce dispositif d'harmonisation a été renforcé et étendu au français, cette année, dans la région parisienne. L'inspection pédagogique régionale avait désigné et informé spécialement des professeurs chevronnés pour la conduite de ces réunions. Pour les autres épreuves, des permanences téléphoniques ont été mises en place afin que les correcteurs puissent s'informer sur les barèmes, et éventuellement se concerter. Un tel dispositif existe depuis 1987. Mais la tentative des académies de Paris, Créteil et Versailles de doubler cette année le système par une consultation ministérielle afin de donner aux professeurs des « impressions de corrections » a échoué. Victime d'un succès de curiosité inattendu, le serveur du SIEC d'Arcueil a été rapidement saturé.

Les soucis, toutefois, n'ont pas manqué aux organisateurs du bac, à commencer par le mot d'ordre de grève lancé par le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC). Après avoir tenté — sans succès... — de perturber le déroulement des épreuves de philosophie le 7 juin, ce syndicat d'enseignants a prévu une nouvelle action pour réclamer la revalorisation du métier d'enseignant. Il demande notamment à ses adhérents de ne pas transmettre les notes des copies qu'ils auront corrigées avant les délibérations et de ne pas participer à ces dernières. Le ciel s'est éclairci en revanche du côté des informaticiens de l'éducation nationale, qui ont renoncé à bloquer la saisie des notes, après avoir obtenu l'ouverture de négociations.

Une incertitude demeure toutefois sur l'attitude des professeurs

réfractaires à l'informatisation : certains ont menacé de n'apporter leurs notes que le jour de la délibération et non la veille, de sorte que le traitement informatique sera impossible. M. Francis Dur met ces états d'âme sur le compte d'une mauvaise information : « Le seul inconvénient du système est d'obliger les professeurs à se déplacer deux fois, le lundi et le mardi ». Un désagrément que ne connaissent pas leurs collègues de la région Rhône-Alpes. La transmission des notes y est assurée par minitel depuis 1984. Cette solution avait été adoptée en raison de la surcharge qui menaçait l'académie d'Aspirin. Depuis, tous les correcteurs passent par le minitel, depuis les centres d'examen ou leur domicile. « Cette année, 1,7 million de notes concernant les CAP, REP, bac et brevets des collèges ont été transmises de cette manière », précise M. Michel Hauw, chef du service des examens de l'académie. Et c'est devant un écran de minitel que siègent les présidents de jury.

La solution Rhône-Alpes intéresse de nombreuses académies. Mais aucune ne s'est encore lancée aussi complètement dans la gestion informatique et télématique des examens. « A Paris, la collecte des notes par minitel aurait nécessité cinq jours pleins d'édition, regrette M. Dur. C'est pourquoi nous avons préféré, dans un premier temps, une saisie décentralisée dans chacun des centres d'examen avec rapatriement ultérieur des disquettes à Arcueil ».

Le temps presse, il est vrai. La fin de la session du bac 1989 a été fixée par décret le 7 juillet au soir. Pour les candidats qui devront passer la deuxième épreuve d'épreuves, l'oral débutera mercredi 12, à 10 heures, ou, dans la plupart des cas, à 14 heures.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

SCIENCES

● Report de lancement d'Arlande. Le treizième lancement d'Arlande, prévu samedi 1^{er} juillet entre 2 h 14 et 3 h 49 (heure de Paris), a été reporté d'une semaine au moins en raison d'un problème technique. Quatre secondes avant l'heure H, l'un des deux bras cryogéniques, qui alimentent le troisième étage de la fusée en oxygène et hydrogène liquides, ne s'est pas écarté. Les techniciens doivent maintenant réviser les réservoirs, avant de remplacer le système défectueux, deux « plaques à clapets ». Un incident similaire avait déjà eu lieu en mars 1988, lors du dix-septième lancement, qui avait été retardé d'une semaine.

● La grève à la Météorologie nationale. — Les forces de l'ordre sont intervenues, vendredi 30 juin, pour évacuer des salariés de la Météorologie, en grève depuis trois semaines, de l'aéroport de Roissy et de Lannion. Ces interventions ont été dénoncées par les syndicats, qui appellent les personnes « régularisées » à une grève générale de protestation dimanche et lundi, contre les méthodes policières.

● Radiosélectivité dans le Seine. — Les mouses aquatiques à hauteur de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine sont anormalement radioactives, a annoncé, vendredi 30 juin, la Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité (CRIRAD). Cet organisme indépendant a mesuré 4 170 becquerels par litre sec en cobalt 60 dans ces mouses, des fontaines, soit deux fois plus qu'en mars 1988, et sept fois plus qu'en octobre 1988. Selon EDF, ce taux est sans risque. Il est normal « en période de rejets annuels autorisés », comme c'est le cas actuellement, et n'a rien de voir avec la prolongation, pour raison technique, de « l'arrêt normal pour rechargement », qui a débuté le 22 avril sur la tranche 1 de la centrale.

● « Traitement privilégié » pour le budget de la recherche. — M. Michel Rocard a affirmé, vendredi 30 juin, que le budget civil de la recherche 1990 fera « l'objet d'un traitement privilégié ». Le crédit d'impôt-recherche, qui a représenté en 1988 « l'équivalent de 2,25 milliards de francs de moins-values de recettes fiscales », pourrait faire l'objet de mesures « susceptibles d'accroître encore le dispositif incitatif du dispositif », a indiqué le premier ministre, qui parlait lors du déjeuner annuel de l'ANRT (Association nationale de la recherche technique).

JUSTICE

Eric Laignel acquitté par la cour d'assises du Val-de-Marne

Le policier et sa victime

Sur sa mine torturée, sur son beau visage amaigri, sur ses larmes et son mouchoir blanc, le policier Eric Laignel a été acquitté, vendredi 30 juin, par la cour d'assises du Val-de-Marne. Après cinquante minutes de délibération, les jurés l'ont déclaré non coupable d'avoir tué d'une balle dans le dos le 31 juillet 1986 le jeune motard William Normand.

Faire le procès d'un gardien de la paix aussi exceptionnel qu'Eric Laignel était, il est vrai, surhumain. A quel condamnerait-on Laignel, l'enfant du Pas-de-Calais, bien élevé, bien mis, bien droit ? L'agent, le bon soldat, médaillé de la défense nationale, Laignel le policier compréhensif qui se préoccupe des jeunes délinquants, le « fils » courageux qui poursuit l'agresseur d'une femme alors qu'il n'est pas en service, le bon et sûr de l'arbre de Noël du commissariat de Fontenay-sous-Bois. Le bon compagne « rend sa liberté » à son amie, compte tenu du drame qui lui arrive. Laignel le tireur qui a eu pour sa vie, qui ne voulait pas tirer, qui n'oublierait jamais et qui demande pardon. Comment lui infliger ne serait-ce qu'une peine avec sursis, pour le principe, alors que M. Henri-René Garnier, son avocat, explique qu'une condamnation entraînerait le paiement des dommages et intérêts, ce qui ruinerait un homme qui a déjà tellement fait de l'ère ?

William Normand, lui, était moins irréprochable. Alors, on a fait son procès, comme s'il n'était qu'un homme, en oubliant qu'il était mort. Un procès plus simple. « Admettons par pure hypothèse que William Normand ait été cet ennemi public numéro un que décrit la défense. Est-il acceptable que l'on condamne à mort sans jugement l'auteur de vols à l'arrache ? », s'est écrié l'avocat de la famille, M. Francis Texier. Les jurés n'ont pas dit oui. Mais, en ne suivant pas l'avocat général Louis Grange, qui avait réclamé une peine, une peine quelconque, avec sursis, mais une peine, sans il est vrai se résoudre à proposer un chiffre, ils n'ont pas non plus répondu que c'était inacceptable.

De la punition que la police judiciaire a couru effectuer chez

une victime dont le corps était encore sur un trottoir de Fontenay-sous-Bois, elle a ramené — effectivement — des briquets, des stylos, des calculatrices qui ont été reconnus — affectivement — par leurs propriétaires légitimes. Sur le motard mort, on a retrouvé, oui, les 6 900 francs belges, les huit billets de 100 francs français, le billet de 200 et le vieux billet de 1 000 francs italiens dérobés une heure avant à M. Maurice Marlot. Sous la selle, on a découvert la plaque minéralogique de la moto de Normand, qui prouvait, manifestement, rouler incognito. La cour a entendu, comme témoins au procès du policier Eric Laignel, douze femmes, victimes éventuelles ou témoins certaines de la dévotion de se trouver en présence de « l'homme à la moto », terror de toutes les polices du département avec sa manière de venir les harceler avant de les laisser sur place grâce à sa Kawasaki 1300.

« Un danger »

Mais ce procès de la victime n'est pas allé jusqu'au bout. En correctionnelle, le voleur de sacs à main William Normand aurait eu droit à certains égards. « Comparaison » mort devant les assises, il n'a pas été condamné. Au fil de l'audience, il a beaucoup été question de son bûche. De ses motivations, jamais, et de sa personnalité, rarement. On aurait bien aimé comprendre davantage, pourtant, ce prophète de malheur de vingt-quatre ans qui fabriquait des couronnes à longueur de journée et qui ne décrochait pas le téléphone pour s'adresser à ses clients. Ce garçon de 101 kilos pour 1,80 m, considéré comme le petit de la famille par une mère possessive, qui, au procès, repousse durement le fils qui lui reste lorsqu'il tente de le consoler. On aurait aussi aimé savoir ce qui a poussé ce motard taciturne à venir à la rencontre du car de police le 31 juillet dans la rue du Clos-à-Oudon, alors qu'il aurait pu facilement s'enfuir par la rue de Joinville. A se glisser dans la rue, en

sous interdit, sous le nez des policiers, dans une sorte de défi. Mais les débats ne sont pas allés au-delà des « considérations » relevées par l'avocat général. On finissait par se souvenir que Normand n'était pas là et que le combat était inégal.

Parmi les mises en accusation menées en marge de l'intenable procès d'Eric Laignel, il y a eu aussi celle de la police. Elle n'a été qu'acquiescée, mais l'avocat général, M. Louis Grange, tout en affirmant qu'il était hors sujet de juger des « symboles », a été très net. Un gardien de la paix de vingt-trois ans, à-t-il dit, doté d'une arme aussi performante que le Manurhin 357 Magnum après un stage en école de six mois et entraîné au tir une fois au plus par an, constitue « un danger ». La police est le seul corps à qui l'Etat confie des armes sans « prendre le soin d'en régler l'usage ». Contrairement aux sentinelles, aux militaires, aux gendarmes, qui relèvent de règlements précis, les policiers n'ont pour les guider que l'article 328 sur la légitime défense — lequel, selon lui, ne s'appliquait pas en l'occurrence au cas d'Eric Laignel. « On modernise la police. On donne des instruments performants. On s'en gargarise. Cela ne donne la chair de poule, a dit M. Grange. Le danger d'accident, le danger de bavure est grave. C'est un danger que l'Etat a créé ».

An bout de tous ces procès, faux et vrais, est finalement venu l'acquiescement. A la lecture du verdict, les policiers, nombreux dans la salle dans leur bonneton du week-end, décorés parfois d'une petite France bien-blanc-rouge à la boutonnière, ces policiers chargés de servir l'Etat impartiallement se sont joyeusement levés. Bruyamment, longuement, debout, ils ont applaudi. Sans attendre d'être au cas d'en face, sans l'ombre d'une quelconque pitié pour la famille Normand. Un instant abstrait, la mère a relevé le défi et elle s'est levée pour applaudir à son tour, avec ses filles et son fils qui a crié : « Je ne suis pas mort, moi ! ». Le père est resté assis.

Eric Laignel, lui, n'a pas eu un sourire, ni même un soupir. Il s'est rasé, assis, assis, et se retire sans avoir montré que davantage à quel point il n'est pas à sa place dans l'ordinaire de la police.

CORINNE LESNES.

Auteur du rapport administratif sur l'affaire Luchaire

Le contrôleur général des armées Barba sollicite sa mise en disponibilité

Le contrôleur général des armées Jean-François Barba, l'auteur du rapport administratif sur l'affaire Luchaire, rédigé en 1987 à la demande du ministre de la défense de l'époque, M. André Girard, a demandé à être placé en disponibilité du corps des officiers généraux français.

Cette demande, qui correspond à un départ anticipé par rapport à la limite d'âge de l'intéressé, a été déposée il y a environ trois semaines auprès de la hiérarchie, le chef du contrôle général des armées. Pour être effective, elle doit être formellement approuvée par le conseil des ministres, sur proposition du ministre de la défense.

Au ministère de la défense, on laisse entendre que la demande du contrôleur général Barba devrait être examinée lors du conseil des ministres du mercredi 28 juin, mais qu'elle ne lui a pas encore été présentée officiellement.

Dans un entretien au *Nouvel Observateur*, M. Michel Légrand, le juge d'instruction qui vient de prononcer un non-lieu dans l'affaire Luchaire, explique que, de son point de vue, le rapport de M. Barba ne contenait que des « suppositions » et des « hypothèses ». Il estime que « cette enquête administrative tiens sur la route ». Il ajoute que « le rapport Barba est un travail de commande qui a été exécuté en quinze jours », parce qu'une délégation tricolore venait alors en visite officielle en France.

L'infirmière n'était pas une « prostituée secrète »
Vingt et une pages de droit de réponse pour un quotidien autrichien

Un journal autrichien à grand tirage, *Kronenzeitung*, a été condamné, le vendredi 30 juin, à Vienne, à publier un droit de réponse de vingt et une pages à la suite d'un article affirmant que Waltraud Wagner, l'une des principales suspectes de l'affaire des meurtres de l'hôpital de Linz, était une « prostituée secrète ». Ce texte, qui représente près de la moitié de la pagination moyenne du

EN BREF

● Action directe-Lyon : dommages et intérêts. Au cours d'une audience civile qui s'est tenue le vendredi 30 mai au palais de justice de Lyon, la cour d'appel spéciale a condamné les cinq membres du noyau dur d'Action directe-Lyon à verser 5 555 710 F à leurs victimes. La plus grande partie de cette somme — 3 678 000 F — revient à l'Etat français, qui s'était porté partie civile après l'assassinat du général de gendarmerie Guy Delfosse, le 27 mars 1984, à Lyon. La famille du convoyeur de fonds Henri Delrieux, le 28 octobre 1980, à Lyon, à qui la cour a octroyé 960 000 F, a décidé de faire appel à la commission d'indemnisation des victimes, les accusés étant insolvable.

● Six personnes inculpées dans un trafic de faux billets à Marseille. — Six personnes ont été inculpées, le vendredi 30 juin, à Marseille, de falsification de documents administratifs et faux en écritures privées, usage de faux, escroquerie et vol, après la découverte, la veille, d'une véritable imprimerie clandestine spécialisée dans l'impression de faux billets de concert, de fausses cartes d'identité, et de faux permis de conduire. Gérard Capella, quarante-huit ans, ancien imprimeur, et Marcel Marzo, quarante-sept ans, propriétaire de l'imprimerie où les policiers ont saisi les faux billets, ont tous deux été écroués à la prison des Baumettes. Deux employés de cet atelier, où ont été notamment saisis six mille faux billets pour le concert des Pink Floyd, le 18 juillet, ont également été incarcérés. Le juge M. Jean-François Sempéti décide en début de semaine prochaine, à l'issue d'un débat contradictoire, d'écrouer ou non les deux revendeurs présumés du réseau.

Au tribunal de Lyon

Ulla gagne contre Ulla

LYON
de notre bureau régional

M^{me} Marie-Claude Peyronnet, plus connue naguère sous le pseudonyme d'Ulla — derrière lequel elle prit, au milieu des années 70, la tête du mouvement de révolte des prostituées lyonnaises — vient d'obtenir la condamnation d'une messagerie rose qui prétendait faire de son « nom de guerre » un nom de code.

Dans un jugement rendu vendredi 30 juin, la première chambre civile du tribunal de grande instance de Lyon, présidée par M. Jean Veyre, a « fait interdiction à la société AGL de la société Marignan-publicité d'utiliser le nom d'Ulla par voie d'affiche et de presse et pour l'exploitation d'un service minitel ». Le défendeur de ces deux sociétés est bien sûr Ulla, « le prénom Ulla, d'origine scandinave, est banal » et qu'il est notamment porté par une récente Miss Monde, le tribunal ne s'est pas laissé convaincre par cette dérobade.

Pour les magistrats, les affiches représentant une femme nue, « à quatre postes et dans une posture avilissante », avec comme légende « Je suis Ulla 36-15 », illustrent la volonté d'attirer une clientèle débauchée « d'assouvir des fantasmes sexuels ». Dès lors, l'utilisation du nom d'Ulla « dans ce contexte, et au surplus dans la ville de Lyon, est de nature à créer dans l'esprit du public une confusion », compte tenu de son « importance notoire » acquise à travers un « combat qui n'était pas contraire aux bonnes mœurs ».

Le tribunal, qui a déféré d'exécution dans un délai d'un mois, a imposé aux deux sociétés une astreinte de 500 francs par jour de retard, les condamne en outre, solidairement, à verser 50 000 francs de dommages et intérêts à la plaignante et aux frais de justice. Celle-ci, quinze ans après avoir pris la tête d'une croisade « pour le droit à la dignité des femmes », dirige en Haute-Loire un centre équestre accueillant des enfants en difficulté.

R. B.

MÉDECINE

Une étude américaine sur la nocivité des cigarettes dites « légères »

Une vaste étude menée aux Etats-Unis par des médecins de la Boston University School of Medicine vient de démontrer que les cigarettes dites « légères », à faible teneur de nicotine, de goudron et de monoxyde de carbone, sont, en tout cas, du point de vue de leurs effets secondaires sur l'appareil cardio-vasculaire, aussi nocives que les cigarettes normales. Pour un risque de 1 chez les non-fumeurs, le risque d'infarctus du myocarde chez les fumeurs de cigarettes normales est de 4,2, et il est de

4,7 chez les fumeurs de cigarettes légères.

Cette étude, menée sur neuf cent dix femmes hospitalisées après un infarctus du myocarde, a d'autre part permis de confirmer que le risque d'infarctus augmente avec le nombre de cigarettes fumées quotidiennement, que ce risque est élevé même chez les gens qui ne fument que quelques cigarettes par jour, mais, que, en revanche, il diminue fortement quelques années après l'arrêt complet du tabac.

Dans un éditorial accompagnant la publication de cette étude, le *New England Journal of Medicine* (1) souligne le risque qu'il y a, par de vastes campagnes de publicité, à encourager le public à consommer des cigarettes légères. Ces campagnes, souligne l'hebdomadaire médical, ont un impact important, notamment auprès des femmes. Inutile, donc, de tergiverser : le seul moyen de contrebalancer les effets nocifs du tabac est d'arrêter de fumer.

F. N.

(1) Daté du 15 juin.

MERCREDI (numéro daté JEUDI)
LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER
Le Monde

Société

Rencontrant à Cambo-les-Bains les élus locaux

MM. Joxe et Chérèque proposent un ensemble de mesures pour le Pays basque

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, et le ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire, M. Jacques Chérèque, ont rencontré vendredi 30 juin, à Cambo-les-Bains, les maires des cent soixante-sept communes du Pays basque français. Plusieurs autres élus de la région, conseillers généraux, sénateurs, députés nationaux et européens, ont participé à cette réunion au cours de laquelle les deux ministres ont, au nom du gouvernement, avancé différentes propositions d'ordre culturel, financier et administratif.

BAYONNE
de notre correspondant

Lors de deux précédentes visites en Pays basque (le Monde des 15 décembre 1988 et 15 février 1989), M. Pierre Joxe s'était entretenu avec des responsables culturels, économiques et avec les représentants des partis nationalistes. Cette fois, il s'agissait d'engager avec les élus « un dialogue

constructif visant à définir une politique régionale pour le Pays basque tant sur le plan de la culture que sur celui de l'économie ». D'où la présence à ses côtés du ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions.

Concernant l'enseignement de la langue basque, revendication première du mouvement culturel, M. Joxe a souligné la rapidité avec laquelle son collègue de l'éducation nationale a su débloquer cinq postes pour l'enseignement public, créer un DEUG de basque et engager le recrutement des enseignants des ikastolas (écoles privées en langue basque). Il a invité les maires à adhérer au projet de Jack Lang de création de deux centres culturels, l'un de type classique comme il en existe dans chaque grande ville, l'autre dédié exclusivement à la culture basque. L'Etat, la région Aquitaine et l'assemblée des élus basques regroupés en SIVOM seraient associés à sa gestion.

Mais point de développement culturel sans développement économique. C'était le sens de la venue de M. Chérèque, qui devait exposer toute une série de mesures visant au développement du Pays basque essentiellement dans sa partie

rurale. Outre les projets retenus dans le cadre du projet de plan entre l'Etat et l'Aquitaine (21 millions de francs pour la pêche et l'extension des ports d'Hendaye et de Saint-Jean-de-Luz, 100 millions pour le tourisme, 13 pour la formation professionnelle, 11 pour l'enseignement supérieur, 83 pour les aménagements routiers), le programme intégré méditerranéen (PIM) devrait financer quatre navires de pêche pour la côte basque, aider, grâce au FEDER, à la construction ou à la modernisation d'équipements touristiques, relier par voie rapide Mauléon à l'autoroute Pau-Bayonne et soutenir l'élevage en montagne. Enfin, le ministre a assuré que l'Etat envisageait sérieusement le prolongement du TGV Atlantique jusqu'à Hendaye. L'équipement « tout temps » de l'aéroport de Biarritz et la création d'une ligne aérienne supplémentaire Biarritz-Rosay.

Une instance régionale

En conclusion à toutes ces mesures, les deux membres du gouvernement ont insisté sur la nécessité impérieuse de la participation des élus basques à la mise en place d'une instance propre à leur région

que ne prend pas en compte le département des Pyrénées-Atlantiques, puisque celui-ci englobe à la fois le Pays basque et le Béarn. Cela constituerait une solution à une revendication fort ancienne d'un département basque, soutenue en 1981 par le Parti socialiste et abandonnée par la suite par Gaston Defferre. Ce conseil de développement, dont la composition resterait à déterminer mais qui pourrait associer élus, socio-professionnels et représentants du monde culturel, serait l'interlocuteur des pouvoirs publics sur les grands dossiers intéressant cette région. En 1982, le gouvernement avait chargé les conseillers généraux des Pyrénées-Atlantiques de mettre en place ledit conseil. Mais craignant peut-être de perdre ainsi une partie de leurs pouvoirs, ceux-ci s'étaient empressés d'enterrer le projet. Aujourd'hui, le ministre de l'intérieur préfère s'adresser aux maires des communes pour constituer une telle instance. Et si sa proposition subissait le même sort que le projet Defferre ? « L'Etat ne fera pas la main de personne », a répondu Pierre Joxe, et le gouvernement a des moyens d'accorder ses crédits à des régions qui veulent s'en servir. »

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

Communication

Les Länder allemands donnent leur feu vert au projet de chaîne culturelle franco-allemande

Les chefs de gouvernement des onze Länder (États régionaux) d'Allemagne fédérale ont approuvé, jeudi 29 juin, à l'unanimité et en présence du chancelier Helmut Kohl, la création d'une chaîne culturelle franco-allemande. Dans une résolution en trois points, les ministres-présidents ont décidé la mise en place d'un groupe de travail chargé d'étudier les conditions de lancement — prévu pour le 1^{er} janvier 1990 — de la future chaîne et se sont mis d'accord sur son financement. Pendant trois ans, ils affecteront exceptionnellement à ce projet 120 millions de deutschemarks par an (405 millions de francs), la France apportant de son côté une somme équivalente. Puis, à partir du 1^{er} janvier 1993, le financement de la chaîne sera assuré par une hausse de la redevance en RFA (contre taxe d'augmentation que tous les trois ans outre-Rhin).

Ce feu vert des Länder met fin aux incertitudes qui planaient sur l'avenir de ce projet créé aux termes d'un accord de principe signé, lors du cinquante-deuxième sommet franco-allemand en novembre 1988, entre le chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand. Pendant plusieurs mois en effet, Länder du Nord et du Sud, Länder sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens, ont laissé entrevoir leurs intérêts divergents. L'organisme de droit français qui gèrera la chaîne — dans laquelle doit se fonder la SEPT — devra s'ouvrir à terme à des nouveaux partenaires. Les télévisions belge et suisse notamment sont déjà sur les rangs.

En attendant son ouverture à d'autres partenaires, la SEPT, diffusée par le satellite TDF 1, étend peu à peu son auditoire potentiel — les abonnés au câble paient ainsi ceux des réseaux boucliers, Neully et Levallois peuvent recevoir la chaîne depuis le 30 juin.

L'insolente vitalité des journaux gratuits

La presse gratuite affiche une étonnante jeunesse. Les 570 journaux de petites annonces et de publicités locales qui inondent chaque semaine les boîtes aux lettres de leurs 40 millions d'exemplaires représentent en 1988 un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de francs (17 % de croissance par rapport à 1987). Les recettes publicitaires de ce média ont progressé de... 106 % en quatre ans.

La source de jeunesse de la presse gratuite, c'est le marché publicitaire local qui ne cesse de croître : les hyper et supermarchés, les petits commerçants, les agences immobilières et les concessionnaires automobiles constituent un fort potentiel d'annonces qui se traduit aux « gratuits » (20 % à 30 %), à la presse quotidienne régionale (25 % à 35 %), aux prospectus et à l'affichage. Les petites annonces ne représentent cependant que 15,1 % des recettes des gratuits, alors qu'elles se sont fortement développées dans la presse nationale.

Le paysage de la presse gratuite s'est profondément transformé en 1988. Restructurations, fusions et rachats ont abouti à une forte concentration.

Les douze plus grands quotidiens régionaux (« Ouest-France », « Sud-Ouest », la « Montagne », etc.) éditent 14 millions d'exemplaires. En 1988, les régionaux ont renforcé leur position sur l'échiquier de la presse gratuite, afin de ne pas laisser échapper cette manne publicitaire. Le « danger minitel » semble écarté, il s'agit pour eux de dompter les gratuits. Cette année, le groupe l'Indépendant-Midi Libre et la Voix du Nord se sont ainsi associés à la COMAREG (Compagnie pour les marchés

Grâce à l'appui de son partenaire Havas (qui déient 52 % du capital), la COMAREG, qui diffuse en 1989 12,6 millions d'exemplaires (soit 1,5 million de plus qu'en 1988), a pris le contrôle de plusieurs petits groupes comme Atlantique-Annonces (La Rochelle) ou Inter 29 (Roubaix, Tourcoing, etc.) et occupe un quasi-monopole sur la région Rhône-Alpes, l'Est et le Nord-Pas-de-Calais.

« Ouest-France », premier quotidien français, qui possède 50 % du capital du Carillon deuxième groupe de journaux gratuits avec 7 millions d'exemplaires occupe une place prépondérante dans la région parisienne, l'Ouest et le Centre. Quant à « Sud-Ouest », il a aussi racheté les 50 % détenus par Havas dans le groupe SG3, qui distribue plus de 1,7 million d'exemplaires dans le Sud-Ouest.

Certains de ces grands groupes d'édition, qui disposent d'imprimeries et de services de distribution intégrés, devraient bientôt entrer en Bourse : c'est le cas de la COMAREG et du groupe SPIR (Provence-Côte d'Azur, Roussillon et Haute-Normandie). Face à ces grands bastions, les petits éditeurs indépendants mènent un combat zone par zone et ville par ville, comme le groupe Telex à Sarreguemines et à Forbach, qui vient de s'enrichir d'une édition à Saint-Avold ou à Paris. Service qui vient de s'étendre à la rive droite de la capitale.

A.-E. A.

En rachetant les actions détenues par La Grande Chaudronnerie lorraine

Le groupe Cora-Revillon prendrait le contrôle de « l'Est républicain »

M. Gérard Lignac, PDG de l'Est républicain, a indiqué, le 30 juin, à son comité d'entreprise que le groupe Cora-Revillon venait d'acquiescer les parts du quotidien de Nancy appartenant à M^{me} Marguerite Puhl-Demange et à M. Claude Puhl par l'intermédiaire de la société La Grande Chaudronnerie lorraine. Le montant de la transaction aurait porté sur 520 000 actions, soit 22 % du capital. Néanmoins, pour être effective au regard de la loi sur la presse, cette cession devrait encore recevoir l'agrément du conseil d'administration de l'Est républicain.

La part des actions de l'Est républicain détenues par La Grande Chaudronnerie lorraine est l'objet d'une intense bataille juridique depuis le rachat de cette entreprise

en 1982 par M^{me} Marguerite Puhl-Demange et M. Claude Puhl, respectivement PDG et directeur général du Républicain lorrain. Si la cession de ces actions était confirmée, le groupe Cora-Revillon, qui contrôle les Éditions mondiales, rachèterait le premier quotidien régional à la première entreprise commerciale de cette région, porte une grave atteinte à l'indépendance de la presse.

EN BREF

● Radio-Orient à Londres. — Ayant obtenu le feu vert de l'organisme britannique ad hoc (Cable Authority), la station privée française arabo-islamique Radio-Orient, émettant à Paris depuis plusieurs années, diffuse désormais ses programmes en français et en arabe à partir de Londres. Elle y ajoutera, à la rentrée, des émissions en anglais. La licence accordée par les Britanniques est valable pour tout le Royaume-Uni. Proche de certains milieux saoudiens, Radio-Orient est dirigée par un journaliste franco-libanais, Raghib El Chamma. Selon celui-ci : « C'est la première fois qu'une station privée de droit français est autorisée à émettre en Angleterre. »

● Antenne 2 et l'INA décernent la bourse Jean-D'Arcy. — La bourse Jean-D'Arcy en hommage au pionnier de la télévision française — est décernée chaque année à un jeune journaliste se destinant à l'audiovisuel, et terminant l'une des sept formations reconnues par la convention collective des journalistes. La lauréate de ce concours (qui mettait en compétition seize candidats) est cette année M^{me} Véronique Gagliardi, diplômée du CELSA. Elle effectuera un stage de trois mois à la rédaction d'Antenne 2, dans la perspective d'un recrutement. TF 1, qui organisait cette bourse depuis son origine en 1984, n'ayant pas souhaité poursuivre cette action, Antenne 2 et l'INA ont repris cette initiative à leur compte.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Sanchez dans l'arène des grandes

Excepté la championne en titre Steffi Graf (n° 1) et la jeune Yougoslave Monica Seles (n° 11), les autres têtes de série des championnats de Wimbledon ont été à la peine vendredi 30 juin.

Martina Navratilova (n° 2), qui tente de porter à neuf le record absolu de victoires en

simple, a bataillé trois manches contre une qualifiée australienne de dix-neuf ans, Kristine Radford; Natalia Zvereva (n° 9) a été éliminée par la Suédoise Catarina Lindqvist; et la dernière championne de Roland-Garros, Arantxa Sanchez, a dû sauver deux balles de match contre l'Italienne Raffaella Reggi.

Reggi. Une partie qui tournait mal pour l'Espagnole. Elle courait, elle tapait de tout son corps. Mais c'était comme si elle était devant son miroir. L'Italienne courait tout autant, et frappait de même. Avec plus de rage peut-être, l'impact à tout propos de jumeaux à terre restait au corps de garde. Bref, c'était un combat féroce, sans trace de grâce, tout de hargne et de sueur.

Et à ce jeu Reggi semblait la plus forte. Elle servait d'ailleurs pour le match : 40-15. Que pouvait faire Sanchez? La logique aurait voulu qu'elle ne prit pas de risque, qu'elle attendait que Reggi fit la faute dans l'échange, qu'elle jouât la prudence dans la pendule. Mais que connaît de la logique cette bête de match, cette polka de nerfs, la brumette dynamite de Barcelone?

En fait, Arantxa n'est pas le temps de réfléchir à ce qu'elle allait faire. Le coup sorti de sa raquette presque par réflexe, parce qu'il lui est naturel : une amortie! Au lieu d'une balle à trajectoire d'obus, c'était une feuille morte qui allait s'écraser derrière le filet. Reggi s'attendait à tout, sauf à cette « carotte ». Elle bondit de la ligne de fond comme Florence Griffith lors de la finale du 100 mètres olympique à Séoul. Peine perdue. Elle avait gâché sa première balle de match.

Le rush qu'elle dut alors faire avait-il épuisé toutes ses réserves physiques et nerveuses? Raffaella Reggi baissa la tête pour ne pas voir

sa deuxième chance de victoire être soufflée comme une chandelle par le courant d'air : elle était à 3 mètres de la balle que Sanchez venait de foudroyer de toutes ses forces. Une nouvelle fois, l'Espagnole avait pris un risque fou, alors que la sagesse aurait voulu qu'elle n'en prit aucun.

Aurait-elle eu ce culot si elle n'avait pas gagné Roland-Garros, si, porte d'Antenit, elle n'était pas trouvée exactement dans la même situation (5-3 au troisième set service adverse à venir)? Il y a gros à parier que non. Cette audace est l'apanage de ceux et de celles qui ont dépassé leurs limites, qui ont outrepassé leurs émotions. Et Reggi n'a jamais été dans cette position.

Les résultats

SIMPLE MESSEURS

● Deuxième tour. — Van Rensburg (Af. Sud, 28) b. Laurenden (Can, 105) 3-6, 7-6 (7-3), 6-2, 6-2; Svensson (Suisse, 30) b. Limberger (Aut., 136) 6-4, 6-3, 7-6 (7-1); Fitzgerald (Aus., 41) b. Leventisier (EU, 97) 4-6, 6-3, 3-6, 6-3, 6-4; Stollenberg (Aut., 119) b. Camporese (It., 52) 7-6 (7-4), 6-2, 1-6, 6-3; CHANG (EU, 9) b. Agnelli (27) 4-6, 6-2, 6-1, 7-5; Schepers (PB, 78) b. Gomez (Equ., 29) 2-6, 7-6 (7-3), 7-5, 3-6, 6-3; S. Davis (EU, 84) b. Stosz (RFA, 32) 7-6 (7-4), 6-2, 6-4; BIERE (Suisse, 3) b. Woodbridge (Aut., 236) 6-4, 6-1, 1-6, 7-6 (7-5); Fato (EU, 146) b. Nijssen (PB, 117) 6-4, 2-6, 1-6, 7-6 (9-7), 15-13.

Les résultats

FEMMES

● Troisième tour. — Lundgren (Sue, 22) b. Fies (EU, 268) 6-2, 6-7 (3-7), 6-3; Goldie (EU, 47) b. Meier (Aut., 48) 7-6 (7-3), 7-6 (7-1), 3-6, 7-6 (7-5); LENDI (Tch., 1) b. Caruana (Esp., 37) 7-6 (7-2), 6-4, 6-2; Zvonozova (You, 59) b. MÉRIT (Tch., 10) 6-7 (2-7), 6-1, 7-5, 6-3; KRICKSTEIN (EU, 15) b. Kuhn (RFA, 49) 4-6, 6-3, 6-3, 6-2; Chamberlin (EU, 85) b. Fulwood (GB, 260) 3-6, 7-6 (7-3), 6-4, 6-2; BECKER (RFA, 2) b. Gummerson (Suisse, 56) 7-5, 7-6 (7-1), 6-3; Shiras (EU, 139) b. CURREN (EU, 17) 4-6, 6-3, 5-7, 7-6 (6-6), 6-3.

RUGBY : la Nouvelle-Zélande bat la France 34-20

La défaite et le doute

L'équipe de France de rugby s'est inclinée (34-20), samedi 1^{er} juillet à Auckland (Nouvelle-Zélande) lors de son second test match face aux All Blacks. Cette défaite logique confirme l'échec de Jacques Fouroux qui n'a pu constituer un nouveau groupe en prévision de la Coupe du monde en 1991.

Jacques Fouroux affiche la mine rongée des mauvais jours. Des jours de défaite et de doute. Blotti dans l'incertitude d'une tribune du stade d'Auckland, l'homme de terrain du XV de France a beau retourner le problème dans tous les sens, le triturer comme un ballon au cœur de la mêlée, rien n'y fait. Le constat reste le même. La tournée de l'équipe de France en Nouvelle-Zélande a été un échec. Parti pour les antipodes en quête de certitudes à deux ans de la Coupe du monde, il en revient plus inquiet.

La défaite consécutive samedi 1^{er} juillet lors du second test match face aux All Blacks (34-20) n'a fait que multiplier le nombre des problèmes qu'il lui reste à résoudre. Car autant la première défaite (25-17), samedi 17 juin à Christchurch (le Monde daté 18-19 juin) avait laissé bien des espoirs, après une superbe seconde période française, autant celle d'Auc-

kland ne laisse planer aucun doute sur la supériorité des « Blacks ».

Bien sûr, les Français ont été courageux, résistants physiquement à la puissance de leurs adversaires tout de noir vêtus. Bien sûr, Serge Blanco a réussi quatre coups de pied de pénalité, se montrant ainsi beaucoup plus efficace que les trois-quarts agaçants, Philippe Bérat, quinze jours plus tôt. Bien sûr, Marc Coillon et Philippe Roug-Thomas ont incarné deux essais méritoires. Mais tout cela n'a fait qu'entretenir l'illusion. Comme pour bien peuvier le côté « trompe l'œil » de ces subreptifs, les Né-Zélandais se sont employés à riposter par des coups d'accrocher époustouflants de talent et d'énergie, qui ont fini par épuiser les Français.

Le physique plutôt que la technique

Surtout, comme cela a souvent été le cas ces dernières années, l'équipe de France a, une nouvelle fois, largement contribué à sa propre défaite. Jacques Fouroux persiste en effet à demander à ses joueurs de privilégier la physique au détriment du technique, à préférer le poids au talent, bref à jouer contre nature. Et du talent il en est. Ils l'ont prouvé à plusieurs reprises face au Né-Zélandais. Mais ils sacrifient dans

ce combat « d'hommes » tout leur potentiel de lincité. A force de ruser dans d'obscures lures d'avants, ils en oublient leurs qualités premières, celles du rugby d'instinct, du jeu en mouvement que la presse néo-zélandaise qualifie de « french flair ». Et toute la différence avec les « Blacks » est bien là. Car les Né-Zélandais, eux, sont capables d'enchaîner la plus acharnée des mêlées, la plus musclée des regroupements, et une série de cinq ou six passes menant à l'essai. Les Français en sont incapables. N'ont-ils pas attendu la dernière minute de jeu pour signer enfin quatre passes consécutives?

Une telle situation a de quoi inquiéter. Surtout lorsque l'on se souvient des trois essais du premier test ou de la dernière finale du championnat de France remportée par Toulouse sur Toulon, 18-12 (le Monde du 30 mai). Seulement voilà : Jacques Fouroux s'obstine. Un seul joueur ayant participé à la finale, le Toulonnais Philippe Roug-Thomas, était présent sur le terrain.

Mais sur ce même terrain, les Né-Zélandais ont également pu retrouver de vieilles connaissances : les groupards du rugby français que sont Rodriguez, Garret, Ondarts ou Condom. Une nouvelle fois, Jacques Fouroux avait fait appel à sa vieille garde. En privilégiant ainsi l'expé-

rience sur la nouveauté, il avait déjà à moitié reconnu l'échec de sa tournée. A l'origine, le but du voyage était en effet de constituer un groupe nouveau en prévision de la prochaine Coupe du monde, d'incorporer de jeunes joueurs. Certains, comme le troisième ligne d'arrière Olivier Roumat, le demi d'ouverture toulonnais Philippe Roug-Thomas ou le talonneur d'arrière Dominique Bouet, ont effectué des débuts satisfaisants, mais aucun ne s'est véritablement imposé.

Jacques Fouroux revient donc de Nouvelle-Zélande avec autant, si ce n'est plus, de points d'interrogation qu'avant son départ. Quatre victoires (contre des sélections régionales...), quatre défaites (dont deux tests) et bien peu de satisfactions en dehors de vingt minutes de beau jeu lors du premier test. Le public néo-zélandais, lui, n'a sans doute pas retrouvé le XV de France de Jean-Pierre Rives victorieux à Auckland le 14 juillet 1979 (19-24).

Quant aux « Blacks », qui n'ont pas eu à forcer leur talent pour s'imposer, ils se trouvent renforcés dans leur position de champions du monde, et l'on voit mal comment les Français, surtout s'ils persistent dans la voie du muscle, pourraient contester cette suprématie à l'automne prochain, lors de leur venue en France pour une tournée « revanche ».

Ph. Br.

DANSE

La version Nijinski du « Sacre du printemps »

Les battements du cœur de la terre

Grâce au Festival de Grenade on a pu voir en Europe l'étonnante reconstruction d'un chef-d'œuvre que l'on croyait perdu. Nijinski fut bien le premier chorégraphe moderne de ce siècle.

Stravinski, qui était une peau de vache, n'a pas contribué à tailler une bonne réputation à Nijinski chorégraphe. Dans *Chronique de ma vie*, il parle de l'« incompétence » avec laquelle Nijinski monta le *Sacre du printemps*, de son incapacité à s'assimiler et s'approprier les idées révolutionnaires de Diaghilev, de son « impuissance » à rendre d'une façon intelligible l'essence de la danse sacrée qui terminait l'œuvre et qu'il compliquait « par maladresse ou manque d'entendement ».

Sa langue s'agissait encore dans *Souvenirs et commentaires*. « Nijinski ne connaissait pas son alphabet musical. Il ne comprit jamais les mètres en musique et il n'avait pas un sens bien assuré du tempo. On peut donc imaginer le chaos rythmique que fut le *Sacre du printemps* ». Il faut dire aussi que Stravinski avait ses propres conceptions chorégraphiques : « Dans les Danses des adolescents, j'avais imaginé une rangée de danseurs presque immobiles : Nijinski en fit un grand match de tous ».

La création du *Sacre du printemps* par les Ballets russes, le 29 mai 1913 au Théâtre des Champs-Élysées, déclencha un scandale historique que plusieurs témoins ont raconté. Hurllements, injures, hulements, sifflets, gifles, pugilats, et la vieille comtesse de Pourtalès debout dans sa loge, le diadème de travers, toute rouge, criant que c'était la première fois qu'on osait se moquer d'elle. Pendant ce temps, Nijinski, debout sur une chaise ou comble, vociférait des comptes que les danseurs n'entendaient pas.

Bien sûr survint la rupture entre Diaghilev et Nijinski, dont les ballets furent retirés de l'affiche. Lorsqu'on voulait reprendre le *Sacre* en 1920, personne ne se souvenait plus de la chorégraphie et Diaghilev commanda une nouvelle version à Massine. Préface à une longue série de versions du *Sacre* : quarante à ce jour dont celles de Maurice Béjart, John Neumeier, Pina Bausch, Sola Balanchine, pourtant familiers avec tout l'œuvre de Stravinski, n'y toucha jamais. Il affirmait qu'on pouvait danser sur toutes les musiques de toutes les époques, excepté sur le *Sacre du printemps*. Pourquoi ?



HERBERT MINGOUL

« Parce que tout est dans la musique, inutile d'en rajouter. »

Il se trouva pourtant un homme pour ne pas se résigner à la disparition de la chorégraphie de Nijinski. C'était l'Américain Robert Joffrey, directeur jusqu'à sa mort, l'an dernier, de la troupe de ballet qui porte son nom. En 1956, il va voir à Londres Marie Rambert, qui fut l'assistante de Nijinski précisément pendant les répétitions du *Sacre*. La vieille Rambert lève les bras au ciel, répond que seul un historien pourrait tenter la tâche impossible d'une reconstitution. Joffrey trouva une historienne : Millicent Hudson, étudiante à Berkeley. Il la persuada de faire sa thèse sur le *Sacre*.

Pendant sept ans, elle va traquer à travers le monde, dans les musées, les bibliothèques, les collections privées, tout ce qui peut ressembler à un croquis, une photo, une description du *Sacre*. Elle découvre des cahiers de notes où les rythmes étaient indiqués pour les danseurs. Elle soumet à la question une

dizaine de survivants des Ballets russes. Pendant ce temps, son mari, Kenneth Archer, se livre au même travail de détective pour retrouver les costumes et les décors de Nicolas Roerich.

Au bout de sa longue quête, Millicent Hudson est en mesure de décrire, un par un, tous les mouvements du *Sacre*. Et le Joffrey Ballet ressuscite le « trésor perdu » le 30 septembre 1967, à Los Angeles. Grâce à la poigne de fer de sa fragile directrice Maricarmen Palma Claudin, le Festival de Grenade a pu le faire venir pour deux représentations — sans les décors, hélas impossibles à accrocher dans le théâtre de verdure aménagé dans les jardins du Généralife. Signaux au passage que Grenade présente aussi, jusqu'au 2 juillet, une passionnante exposition de la Vicomte Garcia-Marquez sur les Ballets russes et l'Espagne.

Selon Gerald Arpino, actuel directeur du Joffrey Ballet, ce *Sacre* est à 92% du pur Nijinski, les 8% restants étant le plâtre avec lequel on remplace les morceaux man-

quants d'un vase grec. Il convient de rester prudent devant toute « reconstitution ». Mais devant l'évidence d'un chef-d'œuvre qui nous stupéfie et nous bouleverse, de deux choses l'une : ou Nijinski est bien là, et il avait du génie, ou c'est Millicent Hudson qui en possède, et elle doit de toute urgence se consacrer à la chorégraphie. Optons pour l'hypothèse Nijinski.

Le *Sacre du printemps* est soustrait à « Tableaux de la Russie primitive en deux actes ». L'argument très simple imaginé par Stravinski et Roerich met en scène une tribu primitive se livrant à des rites de fertilité. La première partie est « l'Adoration de la Terre » : danses d'allégresse, simulacres de combat, entrée d'un vieux sage à barbe blanche, soutenu par deux anciens. La deuxième partie, « la Sacrificence », montre l'élection d'une jeune vierge offerte au dieu Soleil ; elle doit danser jusqu'à la mort.

Danseur virtuose et danseur classique, Nijinski refuse ici toute virtuosité et tout code classique : ses paysans russes pèsent de tout leur poids sur le sol, genoux et pieds tournés en dedans, coudes caressés, poings fermés. Il dessine des rondes asymétriques (de trois, de cinq ou de neuf danseurs) qui se fondent les unes dans les autres et se reforment, occupant l'espace avec fluidité. Il choisit un vocabulaire de base dont il ne s'écarte guère : piétements, trépidations, sauts de profil avec les jambes repliées, tête de face. Sa chorégraphie a la violence tellurique de la partition de Stravinski, où l'on entend battre à grands coups le cœur de la Terre. Sa jeune Elise est poignante, qui reste longtemps paralysée de terreur avant de se livrer à sa danse mortelle.

Ample tunique blanche ou rouge brodée, hauts bonnets bordés de fourrure, lamères rouges croisées sur les jambes, bandeaux d'or sur les fronts des filles aux longues tresses, les costumes de Roerich sont d'une beauté à tomber raide, et plus beaux encore lorsqu'on a le privilège de les examiner de près : ils sont en soie sauvage, leurs broderies sont toutes différentes, et certains détails — c'est le luxe suprême — sont à peu près invisibles de la salle, comme les dessins baroques sur les chaussons ou les pantalons bouffants cachés sous les tuniques.

Au lecteur averti, il est temps de donner la mauvaise nouvelle. Le Joffrey Ballet aurait dû venir avec ce *Sacre du printemps* à Paris, l'hiver prochain, dans le cadre du Festival international de danse. Sa venue vient d'être annulée. Faute d'argent.

SYLVIE DE NUSSAC.

MUSIQUES

« Fraternités plurielles » d'Alain Savouret, à Fontainebleau

La Révolution au château

Harmonies, batteries-fanfares, chorales constituées, enfants des écoles... Les 514 municipalités de Seine-et-Marne se sont mobilisées autour d'un projet fraternel d'Alain Savouret. Manière de célébrer la Révolution, au château de Fontainebleau, sur le thème rousseauiste de la « volonté générale ».

Combien seront-ils exactement au bout du compte ? Quinze chorales, dix-sept harmonies, seize batteries-fanfares, quatre cent cinquante enfants des écoles, au dernier recensement. Cela pour le quartier des amateurs. Car l'armée des professionnels réunira l'ensemble de Melun-Sénart, le Concert royal de Meaux, l'Orchestre de Fontainebleau... Pourquoi, d'ailleurs, parler de camps ? L'idée de cette célébration orphéonique à l'occasion du Bicentenaire est celle d'un grand rassemblement de toutes les forces musicales d'un département (77 : Seine-et-Marne, à l'est de la capitale).

Amener pour l'occasion le château de Fontainebleau n'a pas semblé antirévolutionnaire aux organisateurs, bien au contraire. Mais, comme plus de dix mille personnes sont attendues pour le concert qui clôturera cette grande soirée de musique à ciel ouvert, un plancher de bois recouvrira la pelouse de la cour du Cheval-Blanc, pour éviter le suicide des jardiniers... Pour en finir avec l'horticulture, précisons que la soirée débutera à 17 heures par la remise symbolique d'un Arbre de la liberté aux cinq cent quatre-vingt municipalités du département. Ce n'est qu'en novembre — mois des semailles — que le symbole deviendra réalité : cinq cent quatre-vingt mille arbres (autre incroyable, sémaphore et mystique) seront alors plantés dans ces terres balthiques.

Tout différencie cette célébration des défilés, spectacles laser, son et lumière, que la France attend en juillet : l'esprit (s'approcher au plus près de l'esprit des fêtes révolutionnaires), la durée.

Tout a commencé — inespéré ! — par la bonne entente d'un administrateur et d'un créatif. Créatif dans les Landes, Pierre-Marie Chuy était alors délégué départementale à la musique. Alain Savouret, compositeur (de musique électroacoustique, officiellement) avait quitté les rives plus ou moins dorées de la musique savante pour instrumentaliser pour se lancer dans la mobilisation des amateurs et semi-amateurs locaux autour d'un projet à long terme. Ce fut le *Roi Arthur*, né dans les écoles d'un PAE (projet d'action éducative) et auquel participa, par exemple, un groupe de musique gasconne. Nommé à l'ADAM de Seine-et-Marne, Pierre-Marie Chuy se souvient de Savouret lorsqu'il s'agit de coordonner les fêtes républicaines de l'ensemble du département. Un troisième homme se joint à eux : un agrégé d'histoire, chercheur au CNRS, spécialiste dans l'archéologie préhistorique, Alain Savouret y met sa musique, accessible, lisible, par l'armée énumérée ci-dessus.

Fraternités plurielles, les vingt minutes de célébration chorale et orphéonique résultant de cette collaboration à trois, s'intercalent entre la *Symphonie funèbre et triomphale* de Berlioz et, dans la transcription du même, l'indivisible *Mars* de Ravel. Il y aura aussi des *Ombres et lumières* sur la cité et autres *Aubades d'enfants* dans le jardin de Diane. En tout, près d'un an et demi de travail auprès d'interprètes dispersés, dispersés aux quatre coins du département et au savoir musical pour le moins inégal.

« Pouvait-il y avoir mobilisation civique à la veille du Bicentenaire ? Notre réponse est ce projet d'action culturelle, dit Alain Savouret. Tout

le contraire d'un « coup » médiatique : une sorte d'utopie en temps réel dont les répercussions, auprès des conservatoires et des harmonies enfin réconciliés, devraient se faire sentir à long terme. Nous avons joué franc-jeu avec le conseil général, qui, pourtant, politiquement ne se situe pas précisément de notre côté. Il nous a donné une carte blanche absolue. Cette opération fera, je l'espère, jurisprudence. Elle m'a permis, pendant près d'un an et de recevoir comme salarié 10 000 F par mois. Une véritable commande-mission ainsi que Maurice Fleuret les concevait, en 1981. Sauf que l'Etat est incapable de les assurer aujourd'hui ».

Personnellement, je trouve important de démontrer que l'on peut faire de la musique très savante avec des musiciens tous à fait amateurs. L'essentiel est de les laisser dans leur rôle, avec leur son particulier, comme des personnages dans une action théâtrale. Les conservatoires recrutent plutôt dans la bourgeoisie, les harmonies et fanfares municipales dans la prolétariat. Il était important d'opérer une liaison entre ces deux milieux traditionnellement éloignés l'un de l'autre : la qualité musicale des harmonies pourrait ainsi progresser, et les conservatoires s'habituer à une pratique sociale de la musique.

Cette pratique sociale, personnellement, m'a beaucoup manqué. Certes, il m'est indifférent de pouvoir m'isoler six mois dans un studio pour signer une œuvre qui m'appartienne. Mais j'ai l'impression que le « compositeur de musique contemporaine », tel qu'il travaille aujourd'hui, est un pseudonyme, un fournisseur pur et simple, un soldat incapable de participer à la vie musicale d'une localité. J'ai trouvé dans les musiques du passé la confirmation de mes intuitions : au onzième siècle, les compositeurs s'employaient à rendre harmonieux des éléments conflictuels, qu'il s'agisse de textes écrits en latin d'églises ou de textes profanes ou de textes coquins. Il s'agit peut-être aujourd'hui, comme l'écrit Valéry, d'entrer dans l'avenir à reculons. »

ANNE REY.

★ Célébration orphéonique à l'occasion du Bicentenaire : samedi 1^{er} juillet, à partir de 17 heures, palais de Fontainebleau. Tél. : 64-39-01-00. A lire à ce sujet l'ouvrage de Alain Savouret, *Les Travaux d'Orphée*, cinquante ans de vie musicale amateur en France. Harmonies, chorales, fanfares, Anbier, 1987.

Hélène Martin met du théâtre dans ses chansons

Après le chant, Hélène Martin se lance dans le théâtre, mais celle qui a mis des textes d'Audubert, de Char, d'Aragon ou de Giono en musique n'oublie pas ses racines : il s'appellera le Théâtre du chant et sera « un lien entre tous les arts, la musique, l'audiovisuel et les arts plastiques », affirme-t-elle. Installée dans une chapelle baroque à Gordes, sa petite troupe souhaite faire du pays d'Art un lieu de création d'objets expédiés des spectacles « chef en main » en France ou en Europe.

Le Théâtre du chant fera tout d'abord la fête pendant tout l'été. Le coup d'envoi de l'aventure sera lancé le 22 juillet par Jeanne Moreau avec le projet de l'un de ses films, *Mademoiselle de Jean Richard*, sur un scénario de Jean Genet. Le lendemain, Hélène Martin chantera une *Lettre ouverte à Jeanne Moreau*. Une exposition rassemblera des photos de Berthe Judet qui retraceront trois années de travail et des voyages de la comédienne.

Le Théâtre du chant organisera également des animations dans les rues ou une soirée autour des *Mille et une Nuits* avec le conteur Nacer Khemir (le 9 août). A la rentrée, la troupe créera une pièce inédite de Jean Giono, *Un défilé*, et une cantate qu'Hélène Martin et Jean Cohen-Solal ont composée d'après des textes d'Aragon. *Celui qui dit les choses sans rien dire...*

B. M.
★ Théâtre du chant. Tél. : 90-76-84-37 et 90-75-28-10.

EN BREF

● Nouvelle défection pour « Carmen » de Nijinski. Le ténor américain Neil Shicoff a déclaré forfait pour raison de santé pour les 3 et 7 juillet, dans le rôle de Don José. Il sera remplacé par le ténor italien Giorgio Aristo. Ce retrait survient à Nîmes après celui de la mezzo-soprano américaine Lenore Burby, remplacée par la Hongroise Livia Budai.

● « Canto Brasil » en Europe. — La tournée « Canto Brasil », qui réunira João Bosco, Caetano Veloso et José Gilberto, arrive en Europe. Elle sera le 5 juillet à Bruxelles, le 8 à Paris (jardin des Tuileries), le 10 à Montreuil (festival), le 13 à Vienne, le 15 à San Sebastian, le 16 à Madrid, le 18 à Carcassonne, le 19 à Nîmes et le 21 à Antibes-Juan-les-Pins. Pour compléter ce panorama de la musique brésilienne, une série de disques de Maria Bethânia, Caetano Veloso, Sérgio Mendes et Louisa, arrivent sur le marché français.

● Chris Kilip, lauréat du Grand Prix Henri Cartier-Bresson. — Le photographe britannique Chris Kilip a obtenu, mardi 27 juin à Paris, le premier Grand Prix Henri Cartier-Bresson décerné par le Centre national de la photographie. Agé de quarante-six ans, Chris Kilip est connu pour ses reportages sans complaisance sur le Nord-Est de l'Angleterre.

ARTS

Les dessins d'Ingres à Paris

La hanche et le buste

Où l'on vérifie que les dessins d'Ingres sont d'admirables morceaux d'erotisme retenu.

Ingres, étant né à Montauban, eut à la fin de sa vie la générosité de donner à sa cité natale sa collection d'antiques, quelques tableaux et d'innombrables dessins. La ville ne se montra point trop ingrate en baptisant son musée — et un lycée — de son illustre rejeton. Mais elle ne sut comment montrer les dessins, leur abondance et leur fragilité étant devenues sources d'embarras. Les conservateurs successifs du musée avaient inventé un système d'exhibition partielle et changeante qui était à vrai dire plus partielle que changeante et laissait l'amateur venir à passablement frustré. Il pouvait certes voir l'illustration violente et le *Songe d'Ossian*, mais pas les études pour le *Bain turc* ou la *Grande Odalisque*. Il ne pouvait en somme vérifier la réputation d'Ingres dessinateur.

Immense et juste. L'exposition parisienne, si elle est aussi partielle, n'en reste pas moins purement

voluptueuse. Non qu'elle permette découvertes et révélations, car la plupart des feuilles qui la composent ont été publiées depuis longtemps parce qu'elles se rapportent aux tableaux et décors les plus célèbres de leur auteur. Mais parce qu'Ingres est tout simplement l'un des meilleurs dessinateurs de l'art français, et l'un de ceux dont le sentiment, comme l'on écrit jadis, se livre avec la plus stupéfiante adresse.

Ce sentiment, d'ordinaire, est de convoitise et de désir. Des modèles, enroulés de modèles. Des nus, renversés, ployés, impudiques, livrés, abandonnés et scandalusement abandonnés aux fantaisies de l'artiste, voilà ce que l'on voit. Fant-il encore le rappeler ? Ingres n'est pas un « intégriste ». Par bonheur, il ignore tout de la morosité correcte et contrainte de messieurs Flaminin et autres, ses bons élèves stricts. Il n'est ni archaïsant, ni académique, ni bien pensant. Surtout pas bien pensant. Mais insinuant et scabreux.

A quelle inspiration croit-on qu'obéissent les déformations anatomiques, les hanches étirées, les bustes étirés aux seins haut placés, les épaules rondes, que les critiques

et les historiens ont observées depuis qu'Ingres a peint ses odalisques ? A une singularité optique ? Sûrement pas. Au désir de la forme simple et achevée ? Sans doute. Mais plus encore au plaisir d'exalter le corps de la femme, à un érotisme qui se dissimule à demi dans les peintures et se révèle à peine dans les dessins. S'il désarticule un peu nymphes et amoureuses, son trait se fait plus charmeur, son geste plus équivoque.

Il représente moins le corps qu'il ne le carresse de la pointe du crayon. Picasso, qui lui doit tant, l'avait si bien compris qu'à la fin de sa vie, il a gravé quelques planches où un homme grave, qui ressemble à Ingres, s'introduit dans une maison close et connaît toutes les satisfactions du voyeurisme. Monsieur Ingres, cet homme digne, ce membre de l'Institut qui peignit une Jeanne d'Arc de tête pour mieux tromper son temps, était un libertin dans son atelier. Les preuves qu'il a données de ce détestable penchant sont proprement admirables.

PHILIPPE DAGEN.

★ Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, jusqu'au 3 septembre.

14 JUILLET ODÉON — 14 JUILLET BASTILLE — 14 JUILLET PARNASSE — 14 JUILLET BEAUGRENELLE

UN FILM DE SATYAJIT RAY
GADASHATRU
UN ENNEMI DU PEUPLE
Sélection Officielle Cannes 89

Samedi 1^{er} - Dimanche 2 juillet

17 à 30. dim. Dir. Jacques Gruber
Bret. "Water Music", « Royal Festival
Music» de Hansel, Dans le cadre
du Grand-Horloge.

ECLUSE AMERICAINE DES PARES (7)
Santaviva Silva, David Howie. 18
dim. Chir. piano, Guitare de Schmitt
Bret. "The Good-Bye, Kobay".

ECLUSE DES BELLETTES (4) . (42-
06-37). Chœur de l'Église de Hallogrim
17 h. dim. (Guevres de Bach, By-
Lassus, Purcell, Grign. Dans le cadre
du Grand-Horloge.

ECLUSE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE
(5) . (42-62-40-65). Les trompettes
Vessillière. 21 h. a.m. dim. Guevres
de Bach, Beethoven, Liszt.

ECLUSE SAINT-LOUIS-EN-LEULE (4)
Orchestre de chambre Jean-Jacques W-
derker. 21 h. a.m. dim. Amos Wiedekind
(42-63-04-63). Guevres de Bach, Mendels-
sohn, Debussy, Vivaldi. Dans le cadre de
Fête musicale en l'île. Téléphone local
n° : 45-23-18-23.

ECLUSE SAINT-MEUS (4) . Billy El-
mer. 21 h. a.m. dim. Daniel Fournier.
11 dim. Pissio, coll. 11 Guevres de Boc-
viana, Poulenc, Prokofiev, Brigitte Wied-
erker. 21 h. a.m. dim. Guevres de Rodri-
guez, Pärt, Liszt.

MUSEE D'URVILLE (7) Amisick Chir.
Danceur. 16 h. dim. Pissio, on le trouva
Chateaux (Pissio), Emmanuel Casque-
ville, Pissio, coll. (cello), Accés au
le billet d'entrée au musée.

ECLUSE NOTRE-DAME DE PARES (4)
William Jeunen. 17 h 45. dim. Guevres
de Guevres de Duraffé, La Montagne.

SALLE BRASILLIA (11) . (48-37-02-10)
Mariko Terashi. 20 h. a.m. Pissio
Guevres de Debussy, Chopin, Carulli
Zygmunt Biazynski, chants népharés
et potées.

JAZZ

ARIACO (45-35-43-10). Caris Carvalli
21 h, a.m., dim.

BANIER SALLE (42-33-37-11). Luiz Am-

Jazz

RENÉ : *Le grand amour de sa vie* (20 h 30, dim. 19 h 30).

MOÏSE : *Des balles* (43-36-37-27).
Chanté Besson : 20 h 30, Salle des troïades du rez : 22 h 30.

SEPTIÈME : *Le Rat-Martin* (43-08-21-93). *Quelle Chance* : 21 h.

LE DIXIÈME : *LA MAIN FRIÈRE* (44-05-67-89). *Salle I. Prête pour un homme noir* : 21 h. *Salle II. L'Esclave des jours* : 22 h.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). *Le Nouveau Menzoua* : 20 h 30, dim. (dernière) 17 h.

THÉÂTRE DE PARIS (43-80-95-30).
Du : 15 h à 20 h 30, dim. 19 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE : *TAMBOUR. ROVAZ* (44-06-73-34). *Narcisse on l'Amant de lui-même*, et *Augustine de Vilsbielchue* ou *le Stratagème de l'ensor* : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). *Changement de registre* : 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (44-10-10-75). *Boudiniquement Morny Pythou* : 17 h et 20 h.

THÉÂTRE MONTORGUEUX (42-33-80-78). *Les Héros de l'air II* : 18 h 30. *Tu ne vois pas que je dors*, *non ?* : 21 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). *Dialogues masqués* : *Le temps pressé*, *Monsieur Franchello* ont demandé au 196-22-15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). *Grand Théâtre*. *Lapin-Chasseur* : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (GRANDE SALLE). *Alfresco* *serviteur* du *cheu Frédéric Alfresco* *serviteur* de deux maîtres : 20 h 30.

TINTAMAKRE (43-87-33-52). *Phébus* (A repasser) : 20 h 15.

TOURCOUR (44-37-82-48). *De l'orchestre* *l'autre* *orchestre* *tout* : 19 h. *Betty* : 20 h 30. *La Voix humaine* : 22 h.

TRISTAN-BERNARD (42-25-06-40). *Le Contrat* : 17 h et 21 h. *►* Dim. *Tol et mol* : 17 h. *►* *Paris* : 15 h.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (43-62-69-75). *Deven exécuté*, *je l'ai rencontré* : 20 h 30. *Somper chez Feydeau* : 22 h. *J'ai nu trou* : 22 h.

BLANCS-MANTEAUX (44-57-15-84). *Salle L. Arco* : MC 2 : 20 h 15. *Les Espis noirs* : 21 h 30. *1000's Polymérida* : 22 h 30. *Les Espis noirs* : 22 h 30. *Les Espis noirs* : 22 h 30. *J'ai pas d'énigme* : 21 h 30.

CAFÉ PEDGAG (43-20-85-11). *Envoyez la parée* : 20 h 15. *Mangeuses d'algues* : 21 h 30. *Jeanine Truchot* : 22 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-53-51). *La Belle Cour* : 20 h. *Alain Bernard* : 20 h.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). *C'est*

non. 22 h 31, ann. (de
non.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)
Les Dileux du balais : 20 h 30.

Région parisienne

17 h. Matinée de Samedi : 20 h 30, dim.

DAUNOU (42-61-69-14). Tu m'es passé
le vin : 21 h, dim. 15 h 30.

DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-30). Le Ver-
dun au Comman' sur un débaras-
ser : 20 h 30, dim. 15 h 30.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-67-47-67). Ar-
mor sans amour : 20 h 30, dim. 16 h.

DRUNOES (44-74-72-00). La Vie d'Am-
Calin : 18 h. A démissionnaires prochains
17 h, 17 h 15.

DUMAS (42-61-69-14). Métemorphoses d'une mé-
tèque : 20 h 30, dim. 15 h 30.

EDGAR (42-45-85-11). Les Bonnes
Craies : 20 h 30. Nous on fait ça on
s'est fait de la fièvre : 22 h.

**FONDATION DEUTSCHE DE LA
CROIX-ROUGE (42-68-24).** Zister-
re : 20 h 30, dim. 17 h.

FONTAINE (48-74-74-00). Mirabeau et
le Débarquement comique : 20 h 30, dim.

**GAITE-MONTFARNISSE (43-22-
16-15).** Tentative de suicide en train de
suicide : 21 h, dim. 15 h.

théâtre

tout du croquigno : 22 h.
THEATRE CASSINO (42-78-34-50). Je suis de
 Polytechnique. Vous n'êtes que bacheliers ?
 21 h. Nougat, au menu : 22 h. 30.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Pascal
 Contat : 18 h 30. Eric Thomas : 20 h.
 Non des fois peut décroître : 21 h 30. Ma
 robe s'en louchent en ce je fais :
 22 h 45. Vous avez dit Bigard : 24 h.

Les concerts

**CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA
 SAPIENTIERE** (39). Trio à cordes et
 hautbois. 16 h 30. 21 h. Chœurs de
 C. B. 21 h. 30.
**COEUR D'HEUNIQUE DE LA SO-
 BONNE** (39). (42-62-71-71). Orches-
 tre de Paris-Sorbonne. 21 h. sam.

SPECTACLES

(Les jours de première
 et de répétition sont indiqués
 entre parenthèses.)

**NOCOMEDIE OU LA LUNE OU
 LA REVOLUTION PACIFIQUE**
 Brezillon (47-00-50-12) (dim. soir,
 C. B. 21 h., dim. 11 h. 30.)
LA BELLE CARLO (Café de la Gare
 42-78-52-51) (dim., 11 h., 20 h.
 24.)
LES EAUX ET FORETS. Lucernaire
 Forum. Théâtre noir (45-44-57-34)
 (dim.) 20 h. (29.)

SPECTACLES NOUVEAUX

Bal tango, 17 h. dim. Anîmé par Carme
d'Angier, Victor Cornalia.

Région parisienne

AMEBAUX (64-34-30-11). Moueux en marche
vous les fibérat : 22 h 30.

MONTREUIL (SALLE MERKIDOL)
LA FEMME DE LA RUE par Yves Lenoir.
toujours voula venir... sur le Petit Cha-
teau rouge sans que le demandeur : 16 h
et 20 h 30, dim. (décembre) 16 h.

ANTHONY (CINÉMA DES ÉTOILES)
LES AMANTS (47-78-70-98). Les Amants nuptiaux
20 h 30, dim. (décembre) 17 h.

VERSAILLES (PARC DU CHATEAU)
LE NEPTUNE (39-50-
36-22). Grande fête de Versailles
Le Printemps de la Révolution : 21 h 30.

NOUVEAUX

NUN ! NUN VOUS PAS QUE JE DORS,
NUN ! Théâtre Montgouffry (42-33-
60-78) (dim., lun.) 20 h 30 (1-7).

CÔTE D'AZUR (CINÉMA COUTILLIÈRE)
Théâtre de la Main d'Or (49-05-
67-89) 18 h 30 (3).

LES PASSÉS-MÉNAGES. Théâtre
Mogador (42-33-60-78) (dim.,
lun.), 22 h 30 (4).

L'INCROYABLEMENT. Bureau du
Nord (42-39-34-50) (dim., lun.),
20 h 30 (17 h.).

PORTRAIT OF VINCENT. Mario
Szostak (42-09-17-80) (dim., lun.)
18 h 30 (4).

هكذا من الأصل

Informations « services »

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-matin. Signification des symboles : * Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; Film à éviter ; On peut voir ; Ne pas manquer ; en Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 1^{er} juillet

TF 1
20.35 Jeux : Intervenir. 22.35 Série : Dans la chaleur de la nuit. 23.35 Magazine : Formule sport. 0.25 Journal. 0.45 Série : Drôles d'histoires. 1.10 Série : Moustik.

A 2
20.40 Variétés : Lesons fait l'œil à Marigny. 22.00 Documentaire : Les grandes batailles. 23.50 Journal. 0.05 Solennité second. 0.10 Le Journal de Tour de France (rediff.).

FR 3
20.35 Samedi. 21.50 Journal. 22.15 Magazine : Le diva. 22.35 Magazine : Moustik. 23.35 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS
20.30 Téléfilm : Le sergent de Billy. 22.05 Documentaire : L'Amérique dans les yeux du Sud. 0.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 0.55 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 2.40 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 4.20 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 5.50 Chiffres : Les chiffres de l'actualité.

Dimanche 2 juillet

TF 1
6.35 Série : Drôles d'histoires. 7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. 7.45 Magazine : Bonjour l'Europe. 8.10 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 8.55 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 9.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 10.00 Pas de télé pour les croisés. 10.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 11.00 Magazine : Auto-mote. 11.30 Magazine : Téléfoot. 12.30 Jeu : Le juste prix. 13.00 Journal. 13.25 Série : Un fils dans la nuit. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur. 15.05 Série : Commissaire Moulin. 16.30 Téléfilm : Salut-Clovis. 16.40 Série : Tomme réconcilié. 17.20 Documentaire : Les animaux du monde. 18.35 Série : Vivement lundi. 19.00 Magazine : 7 sur 7. 19.15 Philippe Séguin. 20.00 Journal. 20.40 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 0.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité.

A 2
8.30 Magazine : Cilla-matin. 9.00 Émissions religieuses. 12.05 Spectacle : Il était une fois le cirque. 13.00 Journal. 13.25 Série : Privé de choc. 14.10 Documentaire : La planète des animaux. 15.00 Téléfilm : Deux garçons et une fille. 16.30 Cyclisme : Tour de France. 18.10 Série : Papa catcheur. 18.40 Magazine : Stade 2. 19.10 Le Journal de Tour de France. 19.30 Série : Les pique-assiette. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Le retour de Lemmy Caution. 22.15 Magazine : Édition. 23.05 Journal. 23.45 Magazine : Moustik. 0.05 Solennité second. 0.10 Le Journal de Tour de France (rediff.).

FR 3
7.00 Magazine : Sports 3 (rediff.). 8.00 La méthode Victor. De 8.15 à 9.00 Amuse 3. 9.00 Magazine : Remontez. 10.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 10.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 11.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 11.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 12.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 12.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 13.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 13.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 14.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 14.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 15.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 15.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 16.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 16.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 17.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 17.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 18.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 18.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 19.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 19.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 20.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 20.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 0.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité.

CANAL PLUS

7.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 8.35 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 9.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 9.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 10.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 10.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 11.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 11.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 12.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 12.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 13.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 13.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 14.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 14.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 15.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 15.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 16.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 16.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 17.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 17.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 18.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 18.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 19.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 19.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 20.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 20.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 0.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité.

CANAL PLUS

7.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 8.35 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 9.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 9.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 10.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 10.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 11.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 11.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 12.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 12.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 13.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 13.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 14.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 14.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 15.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 15.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 16.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 16.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 17.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 17.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 18.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 18.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 19.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 19.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 20.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 20.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 0.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité.

CANAL PLUS

7.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 8.35 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 9.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 9.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 10.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 10.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 11.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 11.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 12.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 12.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 13.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 13.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 14.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 14.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 15.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 15.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 16.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 16.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 17.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 17.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 18.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 18.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 19.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 19.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 20.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 20.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 21.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 22.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 23.30 Chiffres : Les chiffres de l'actualité. 0.00 Chiffres : Les chiffres de l'actualité.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5035

HORIZONTALEMENT

I. Engagé à ne pas l'engager. S'obtient pour presque rien. — II. Le chagrin le rend belle. Il faut lui apporter pour qu'elle donne. — III. Que l'on a souvent à la bouche. Préfixe. — IV. Quartier de Paris. Va à la terre. Mieux vaut ne pas le manger par les racines. — V. Fait cesser l'ameusement. Tel que d'aucuns ne peuvent pas se faire entendre. Cité de la dévotion. — VI. On l'on est amant à passer l'éponge. Quelqu'un qui veut en finir au plus vite. — VII. Changement de dessous. Fil acte de soumission. — VIII. Comme celui par qui le scandale peut arriver. Source de danger. — IX. Telles qu'il n'y a plus à chercher la petite bête. Démonstrateur. Cité sippone. — X. Fume beaucoup. Fait des fleurs. Qui n'est pas leur mot à dire. — XI. Faire comme le feu dans la cheminée. Est taillé en pointe. — XII. Nota. Travailleuses avec précision. Porteurs de charge. — XIII. Avait de l'inspiration. Pour les fins bouches. Pris en main pour mettre sur pied. — XIV. Préposition. Avec lui, il y a de l'abus ! On le fit beaucoup changer. — XV. Contribue à faire bouger les choses. Mot d'enfant. Bon débarras.

VERTICALEMENT

1. On n'est pas rare que l'on travaille pour des princes. Faire grand bruit. — 2. Occasion de mêler les torchons et les serviettes. Fait tarder à agir. — 3. A échappé à la défaite. Quelqu'un qui peut avoir un pavé entre les mains. — 4. Obtenues parfois avec des baguettes. On le voit régulièrement. — 5. Peut en avoir plein le dos. Employée à la direction. Est en nous. — 6. A de beaux restes. Pas en mesure de donner sa parole. Démonstrateur. — 7. Pousse un cri. Tel qu'il ne veut mieux se passer un mot. Ne saurait nous faire passer un mauvais quart d'heure. — 8. Pas rouillé. Un qui est bien placé pour mettre les voiles. — 9. Apprit à

aimer la terre. De quoi se laisser aller. Dans le titre d'une œuvre existentialiste. — 10. Qui amène le dépôt. Lettre grecque. — 11. A beaucoup à rejeter. Qui a donc été à l'origine d'une séparation de corps. Pas pour tout le monde. Possessif. — 12. Susceptible d'être bien vu. Lieu d'élevage. — 13. Une certaine allure. Est bien formée. Un peu d'esprit. — 14. A fait naître maints rêves. Une vraie tête de cochon. S'exprimait avec force. — 15. Avoir quelque chose à cacher. Ont rempli des escarcelles. Moyen de soulagement.

Solution du problème n° 5034

Horizontalement

I. Ragondin. — II. Ecru. — III. Peine. Son. — IV. Erre. Ours. — V. Regrets. — VI. Na. Al. — VII. Oie. Égale. — VIII. Intérêt. — IX. Rôt. Rôt. — X. Eau. Idée. — XI. St. Feu. Se.

Verticalement

1. Répertoire. — 2. Acéré. Inouï. — 3. Ginguette. — 4. Orner. — 5. Nio. Énergie. — 6. Dé. Otage. Dû. — 7. Issu. Atte. — 8. Or. Alerte. — 9. Ensilé. Asc.

GUY BROUTY.

« Vacances 1989 »

L'opération interministérielle « Vacances 1989 », devenue de tradition, couvrira cette année trente-huit départements touristiques. Outre les contrôles de la qualité des produits (105 000 contrôles en 1988), de l'attribution des prix, M^{me} Véronique Nélitz, secrétaire d'État à la consommation, qui coordonne les actions de dix administrations, a mis en place cette année plusieurs systèmes d'information : — 36-16 CONSOM donne sur minitel, des informations sur les prix et des conseils. — 36-15 IDEAL, toujours sur minitel, informe sur la qualité des eaux de baignade. — Un numéro vert (gratuit) : 05-26-25-24, répond en trois langues (français, anglais, allemand) aux touristes français et étrangers qui ont à résoudre un problème de la vie quotidienne en vacances. On trouvera sur minitel (36-14 CONSOM) la liste des 1 500 hôtels associés à l'opération « Les prix passent à l'ombre », lancée par la Fédération nationale de l'industrie hôtelière, avec des prix inchangés par rapport à l'an dernier. Enfin un dépliant, tiré à 500 000 exemplaires et repartant les informations utiles, sera distribué dans les offices de tourisme, syndicats d'initiative, aéroports, stations d'essence... — Les institutions de prévoyance des salariés, CTIP, 10, rue Cambacérès, 75008 Paris, tél. (1) 47-42-85-11.

Un annuaire des institutions de prévoyance

Onze milliards de francs : c'est ce que les institutions paritaires de prévoyance des salariés ont encaissé comme cotisations en 1986 pour les risques qu'elles couvrent directement (c'est-à-dire hors des opérations qu'elles font pour le compte de compagnies d'assurances). Le Centre technique des institutions de prévoyance (CTIP), qui réunit la plupart d'entre elles, couvrant 90 % du chiffre d'affaires total, vient de réaliser pour le ministère de la solidarité (interprofessionnelles, professionnelles ou, plus rarement, d'entreprise). Sur les 76 répondant aux définitions du code de la sécurité sociale, 64 versent des capitaux en cas de décès, 60 des rentes d'invalidité, 53 des assurances en cas d'incapacité, 35 une couverture complémentaire en cas de maladie et une propose un plan d'épargne en vue de la retraite (PER). Pour chacune, l'annuaire indique ses administrateurs, le secteur qu'elle couvre, les risques qu'elle est autorisée à assurer. Il comporte aussi les textes législatifs et réglementaires définissant ces institutions. — Les institutions de prévoyance des salariés, CTIP, 10, rue Cambacérès, 75008 Paris, tél. (1) 47-42-85-11.

EN BREF

● « Guide des relations presse 89 ». — Instrument de travail à avoir sous la main pour un usage quotidien, le Guide des relations presse 89 vient de paraître. Cette sixième édition s'enrichit. Plus de cinq mille responsables de la communication dans tous les secteurs : administrations, ambassades, firmes économiques, institutions publiques et privées de onze pays européens ou personnalités du monde de la culture et du spectacle. — A commander à Edilivre, 125, avenue de Wagram, 75017 Paris. Tél. : 42-27-79-73. Prix : 199 F + 25 F pour frais d'envoi. — ● OPÉRATION « PARIS ROULE-T-IL ? ». — Du 3 au 17 juillet, Radio-Tour Eiffel (95.2) deviendra la radio-circulation des parisiens. De 6 heures à 20 heures, un système opérationnel de radio-guidage sera mis en place pour éviter les embouteillages et trouver des itinéraires de déviation. Les auditeurs pourront donner leurs informations au 42-36-24-00. — ● Nocturnes du Mont-Saint-Michel. — Jusqu'au 10 septembre,

de 21 heures à minuit, Le Mont-Saint-Michel ouvrira ses portes au nocturne. Ces soirées permettront aux visiteurs de traverser les allées abbatiales illuminées et sonorisées sur un itinéraire de plus de 1 kilomètre. (Entrée : 40 F ; 30 F pour les groupes de vingt-cinq personnes ; gratuits pour les moins de douze ans.) — ● SOLIDARITÉ. — Si vous avez plus de dix-huit ans vous pouvez devenir pour trois ou quatre semaines, en juillet ou en août, accompagnateur au sein d'un séjour de vacances organisé pour des personnes handicapées physiques, par l'Association des paralysés de France. Qualités appréciables : musique, sport, animation. Le voyage, l'hébergement, la nourriture et la sécurité sociale seront pris en charge par l'association. — ● Renseignements auprès de Jacques Oublier, service vacances, Association des paralysés de France, 17, boulevard Auguste-Blanc, 75013 Paris. Tél. : (1) 45-80-52-40 (poste 373 ou 340, le matin seulement, de lundi au jeudi).

Le Carnet du Monde

Décès

— Le 3 juillet 1974,

Isabelle LEVY

Le temps, qui, depuis, m'était apparu comme immobile, solide et opaque, se reconstruisait, son mouvement. La force qu'elle m'a donnée a failli avoir raison de moi. Son souvenir restera présent, dans ma mémoire. La vie est plus forte.

Soutenances de thèses

— Université Paris VII, le mercredi 5 juillet, à 10 heures, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M^{me} Anne Le Gall, épouse Juranville : « La femme et la masculinité ». — Université Paris-I, le mercredi 5 juillet, à 14 heures, salle C 22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. Gilbert Cotte : « Les degrés d'utilisation des facteurs de production : l'exemple de la durée d'utilisation des équipements ». — Université Paris-III, le mercredi 5 juillet, à 14 heures, salle Bourjain, M^{me} Brigitte Couraud, épouse Anghel : « Pratiques théâtrales des adolescents en milieu scolaire ». — Université Paris-I, le jeudi 6 juillet, à 14 h 30, salle 6 (Panthéon), M. Arsh Belkacem : « Les conflits de lois relatifs à la conclusion et aux effets personnels du mariage en droit international privé algérien et comparé ». — Université Paris-X-Nanterre, le jeudi 6 juillet, à 16 heures, salle 614 (bât. G), M. Ricardo Verges-Escuin : « Le capital-logement en France ». — Université Paris-I, le vendredi 7 juillet, à 9 h 30, salle C 22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. Mahmoud Douchine-Karidi : « L'impact socio-économique des crises pour l'alimentation animale dans les exploitations de polyculture-élevage françaises ». — Université Paris-X-Nanterre, le vendredi 7 juillet, à 14 heures, salle C 24, M. Maji Abdallah : « La Région (Liban) : étude de géographie humaine ». — Université Paris-VII, le vendredi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M^{me} Françoise Faugeras, épouse Chenev : « Victor Hugo, le Rhin, et le problème du pouvoir ». — Université Paris-Val-de-Marne (Crétail), le vendredi 7 juillet, à 15 heures, salle des thèses, bâtiment P, M. Alain Rodin : « Potentiel d'électrode de platine ou épuration biologique ». — Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le samedi 8 juillet, à 9 heures, salle Bourjain, 17, rue de la Sorbonne, M. Carlos Alberto Campos : « Des hommes et des stéréotypes : événements historiques et changements perceptuels ainsi qu'on le voit illustré par le rapport présumé entre les grandes découvertes géographiques des quinzième et seizième siècles et l'émergence de l'homme scientifique ». — Université Paris-X-Nanterre, le samedi 8 juillet, à 9 heures, salle C 24, M^{me} Simone Roux, née Frayssé : « Le quartier de l'Université à Paris du treizième au quinzième siècles : étude urbaine ». — Université Paris-Val-de-Marne (Crétail), le lundi 10 juillet, à 10 heures, salle des thèses, bâtiment P, M. Didier Candau : « Caractérisation de polymères absorbant la lumière ultraviolette. Étude des relations entre la conformation en solution et l'absorption ». — Université Paris-Val-de-Marne (Crétail), le mardi 11 juillet, à 10 h 30, salle des thèses, bâtiment P, M. Yassine Brahimi : « Traitement des données échocardiographiques. Analyse automatique des tracés mode M et utilisation dans un modèle de ventricule gauche ».

— M. Sauveur Baranès, son épouse, M. Jacques Baranès, son fils, et son épouse, M. Michel Baranès, son petit-fils, et son épouse, Les familles Baranès, Sala, Sarfati, Talch, Yana et Younés, ont la douleur de faire part du décès de

Ota BARANÈS, née Sala. Les obsèques ont eu lieu à Jérusalem, le 26 juin 1989.

23, rue Washington, 94187 Juvignac, Israël. — MM. Khalid et Tariq Kabbage ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

M^{me} KARRAGE, née Marie-Éléonore Fleury, survenue le 25 juin 1989 en son domicile à Amzou-Agadir, Maroc.

— M. Philippe Tanguoudeau, M^{me} Sylvie Tanguoudeau, M. Jacques Tanguoudeau, M. Pierre Tanguoudeau, M. Ulysse Mounoz, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère et grand-mère,

M^{me} Jeanette TAUGOUDEAU-LANTZ, maîtresse de conférences à l'Université de Paris, docteur en sciences, lauréate de l'Institut, survenue le 29 juin 1989.

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 juillet, à 10 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc, Paris (16^e).

— M. Michel Vilain, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Toute la famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel VILAIN, née Renée Delange, survenue au Touquet (62), le 30 juin 1989, dans sa soixante-huitième année, réconfortée par le sacrement des malades.

La messe des obsèques sera célébrée le lundi 3 juillet, à 15 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc au Touquet.

Réunion à la chapelle de l'église à 14 h 45.

L'offrande triduaire des condoleances. L'inhumation se fera en cimetière de Clichy (62), dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 68, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Anniversaires

— Le 29 juin 1986 décédait le professeur Pierre DUBOIS, docteur en sciences. Une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue. VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (taux normal)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	280 F
2 mois	260 F	480 F
3 mois	360 F	700 F

* TAUX PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 45-47-89-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____ N° _____ RUE _____ CODE POSTAL _____ VILLE _____ PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Avec Le Monde sur Minitel.

POLYTECHNIQUE

GRANDES ÉCOLES

3615 LEMONDE

Régions

Auvergne

Le deuxième prix Blaise-Pascal

Pour la deuxième fois, la ville de Clermont-Ferrand et le Club des Ouvriers ont décerné le prix Blaise-Pascal, d'un montant de 100 000 F, à Rémy Chauvin, pour son livre *Dieu des Fourmis, Dieu des Étoiles* paru aux Éditions du Pré-aux-Clercs.

Décerné chaque année le 19 juin, jour anniversaire de la naissance de Blaise Pascal, ce prix est financé par la ville de Clermont-Ferrand et des entreprises de la région.

Limousin

Limoges plus près de Paris

8,4 kilomètres d'autoroute viennent d'être ouverts à la circulation à la sortie nord de Limoges, ce qui supprime un passage de la RN 20 particulièrement difficile et dangereux.

À l'automne, cette chausée autoroutière sera prolongée de 19 kilomètres vers le nord; au printemps prochain la mise en service des 5,5 kilomètres qui compléteront la déviation de Limoges-ville portera à quelque 50 kilomètres la liaison rapide interrégionale dans la traversée de la Haute-Vienne.

L'ouverture de cette sortie nord de Limoges, jointe à l'inauguration du tronçon autoroutier Salbris-Vierzon-Bourges (A-71, Orléans-Clermont-Ferrand), raccourcit d'une demi-heure la liaison entre Limoges et Paris. Deux tronçons d'une quinzaine de kilomètres au total vont en outre être mis en circulation dans l'Indre ces prochaines semaines.

La transformation de la N 20 en liaison autoroutière gratuite entre Vierzon (sortie de l'A-71) et Brive (raccordement à l'autoroute Clermont-Brive-Toulouse) devrait, si les délais sont tenus et si le Conseil d'État donne finalement un avis favorable à cette transformation (équité à l'automne, décision définitive au printemps 1990), être terminée en 1996.

Trois points noirs toutefois: la déviation de Châteauneuf dans l'Indre; celle du site très pittoresque et très tourmenté d'Uzerche en Corrèze; la traversée du Lot enfin: un comité anti-autoroute s'est constitué pour la défense de «la terre des merveilles» (Padirac, Rocamadour) que, estiment les associations, le passage d'une autoroute défigurerait.

LE CONTROLE DES CENTRALES NUCLEAIRES

Golfech sous surveillance départementale

À l'ombre des imposants bâtiments de la cité de l'agriculture, à Montauban, le laboratoire vétérinaire de Tarn-et-Garonne. C'est dans des locaux tout neufs qu'une toute petite équipe de spécialistes met en place un dispositif d'analyse et de contrôle des rejets de la centrale nucléaire de Golfech. Sur un plan de travail, au sous-sol du local, des carottes, des lattes, du lait, de l'eau, des feuilles d'arbres, des artichauts... Un vrai état de mensurage.

Ces produits, prélevés selon un schéma précis dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale, vont servir à déterminer le «point zéro», c'est-à-dire le niveau de radioactivité naturelle de la zone, afin de pouvoir évaluer les mesures ultérieures. «Nous travaillons sur la flore, la faune, l'eau, l'air, la sécurité de la chaîne alimentaire», explique la directrice du laboratoire.

Dans quelques mois, les deux tranches de la centrale de Golfech, en Tarn-et-Garonne, seront mises en service. Elles étaient inscrites dans le plan Messmer, qui prévoyait en 1974, deux cents centrales nucléaires en France. Celle de Golfech est installée sur la Garonne, à quelques kilomètres de Moissac, haut lieu du miel chassais. À l'origine, le projet portait sur quatre tranches de 1 300 mégawatts de la filière PWR.

Aujourd'hui, Jean-Michel Baylet, maire de Valence-d'Agen, président du conseil général de Tarn-et-Garonne, et secrétaire d'État aux collectivités locales, est convaincu que la décentralisation donne aux élus des compétences qu'ils doivent assumer pleinement. Cette logique l'a conduit à vouloir casser, dans le domaine du nucléaire, le monopole d'EDF et de l'État sur l'information.

Depuis 1956 existe en effet un Service central de protection contre les rayonnements ioniques (SCPRI) dépendant du ministère de la Santé et qui a pour mission de faire respecter la réglementation de radioprotection. Pour cela il effectue des relevés et des analyses régulières sur les sites.

L'EDF et le CEA ont d'autre part leurs propres services de protection. L'originalité de l'initiative de Jean-Michel Baylet réside dans le fait que, pour la première fois en France, une collectivité territoriale met en place ses propres instruments d'analyse et de contrôle.

Leur mise en place fut momentanément gelée en 1981, l'agitation continuant, sporadique, parfois violente.

Le chantier s'achève. Les éléments du premier réacteur sont déjà en place. Le «patron» du département a bien conscience d'entrer dans une ère nouvelle. De

d'information de Golfech, où siègent toutes les parties prenantes à la centrale, y compris des écologistes.

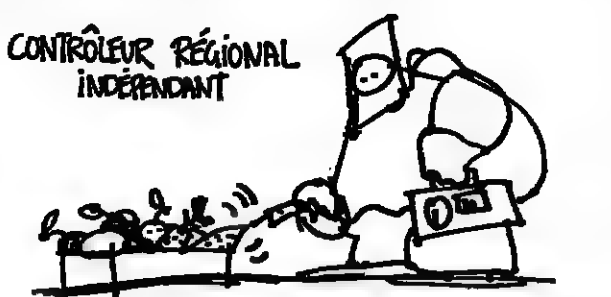
Une balise atmosphérique sera installée au mois de septembre au cœur de Valence-d'Agen. Cette machine servira à analyser l'air et sera directement reliée au laboratoire vétérinaire dont l'équipement en instruments de mesure (spectromètre gamma notamment) est en cours de réalisation. Au total, le conseil général aura investi dans cette action plus de 1 600 000 F, auxquels il faut encore ajouter les coûts de formation du personnel et le coût de fonctionnement du dispositif.

Une information diversifiée

«Toutes nos mesures seront rendues publiques», explique Jean-Michel Baylet. L'Alsace, le département de la Drôme, la ville d'Annecy, s'intéressent de très près au travail du Tarn-et-Garonne. Des conventions sont même envisagées qui permettraient entre toutes ces collectivités territoriales d'échanger en temps réel les informations dont elles pourraient disposer sur la radioactivité. Tchernobyl a servi de leçon. L'État, pas plus qu'EDF, n'a réagi devant cette volonté d'autonomie... «L'information doit être diverse, nous confrontons nos résultats, cela permet de cerner la vérité», se contente de dire le maire de Valence-d'Agen.

La sécurité n'a pas de prix, dit-on; l'information non plus. Mais Jean Cambon, vice-président du conseil général, chargé de ce dossier, compte bien valoriser le savoir-faire tarn-et-garonnais dans l'analyse de la radioactivité pour aider les agriculteurs à commercialiser leurs productions: certains pays interdisent en effet les importations qui n'offrent pas de garanties sur le taux de radioactivité naturelle. Il est vrai que, seul site électronucléaire de Midi-Pyrénées, le Tarn-et-Garonne est d'abord le verger de la région.

GÉRARD VALLÉS.



Tâche qui sera confiée, dans ce cas, au laboratoire vétérinaire du département.

«On ne va pas revenir sur les débats du passé. Ils ont été ardues, parfois tendus, explique aujourd'hui Jean-Michel Baylet. La décision politique a été prise. Il y aura deux tranches à Golfech. Depuis, le rôle des élus est de gérer la dimension économique de ces travaux et maintenant de gérer l'après-chantier. Si l'opposition à la centrale est aujourd'hui circonscrite à quelques irréductibles, elle fut naguère massive et déterminante, autour des associations de défense de l'environnement, soutenues par nombre d'élus locaux, dont Jean-Michel Baylet, alors député et maire de Valence-d'Agen. Jusqu'à l'ouverture du chantier, dont les travaux

nouveaux problèmes se posent aux vingt et une communes du district et le conseil général devra d'ici l'automne répartir la taxe professionnelle de la centrale, une manne pour le Tarn-et-Garonne.

Pour autant, Jean-Michel Baylet ne se rend pas: «Tout ce que nous avons dit à l'époque sur la nécessité de mieux informer et sur les dangers des centrales resta toujours vrai. C'est le reconnaître que des progrès ont été faits dans le sens de la transparence, qu'EDF a moins la religion du secret. Mais, en dix ans, le monde a aussi appris que la théorie de l'accident impossible était à ranger au rayon des idées mortes. «Il est donc de notre responsabilité de prendre en charge les problèmes d'environnement et de sécurité», explique l'élu local, qui vient de relancer la commission

Les Japonais préfèrent la Bretagne

LA firme japonaise Canon, dans le cadre de sa stratégie de développement en Europe, a installé, en 1973, une usine à Giessen, en Allemagne fédérale, et, en 1984, une usine à Liffé, petite ville de 4 200 habitants située en Ille-et-Vilaine, près de Rennes. L'établissement de Bretagne emploie cinq cent dix personnes et fabrique des photocopieurs, des machines à écrire électroniques, des imprimantes à laser... Sa construction a représenté un investissement de 170 millions de francs.

Au cours d'une rencontre organisée récemment sous l'égide de la DATAR, un représentant de la direction de Canon a expliqué les raisons de son implantation en Bretagne où, a-t-il dit, la société a trouvé «un climat plus doux que dans le reste de la France», des salariés «hautement motivés»,

un environnement d'industries spécialisées dans l'électronique et la communication, de bonnes facilités de transport et un «accès facile à Paris».

Le porte-parole de la firme a aussi donné des éléments permettant de comparer le comportement et le coût de la main-d'œuvre en France, en RFA et au Japon. Contrairement à une idée bien reçue, on s'aperçoit ainsi que les Bretons travaillent davantage et coûtent moins cher que les Japonais ou les Allemands...

Est-ce les mêmes motifs qui ont poussé une autre société japonaise, Mitsubishi, à décider de s'installer prochainement en Bretagne, à Etreilles, toujours en Ille-et-Vilaine, où seront employées, dans un premier temps, trois cents personnes?

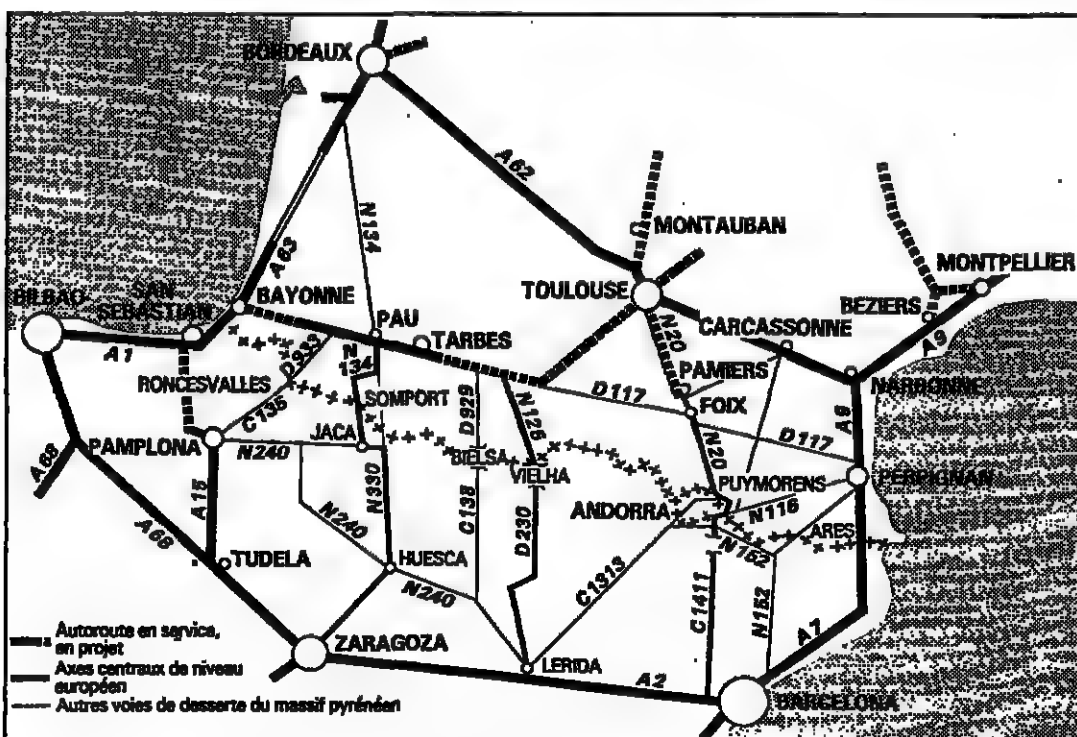
Trois usines, trois bilans

	Toride (Japon)	Giessen (RFA)	Liffé (Bretagne)
Nombre d'heures de travail par jour par personne (1)	7 h 45 m	7 h 30 m	7 h 48 m
Nombre de jours de travail par an	245	252	254
Absentéisme annuel: en pourcentage d'heures d'absence	0,02	12	4,4
Nombre d'heures supplémentaires	244	30	21
Nombre d'heures de travail annuelles par personne	2,104	1,495	1,729
Âge moyen des personnes	30,9	35	25
Pourcentage de salariés hommes	62	50	42,5
Dépenses salariales annuelles (2)	100	79	69
Dépenses salariales par personne et par heure (2)	100	111	84

(1) Toutes ces données, portant sur l'année 1988.

(2) Base 100 au Japon.

De nouvelles percées dans les Pyrénées



LES Pyrénées ont traditionnellement constitué une barrière physique et stratégique entre la France et l'Espagne. Elles sont désormais un lien non plus d'affrontement mais de rapprochement. A preuve le colloque qui vient de réunir durant deux jours à Jaca, au sud de Pampelune, des experts, des personnalités espagnoles, françaises et européennes, dont le ministre espagnol des transports, M. Cosculluela, et le ministre français de l'aménagement du territoire, M. Chèrègue, sur le thème du développement de la coopération transfrontalière entre les deux pays.

Avant même l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, un accord gouvernemental de coopération a été signé, en décem-

bre 1985, qui prévoit une réflexion commune sur la façon d'améliorer les communications et de favoriser le développement du massif. Deux groupes de travail fonctionnent depuis cette date, et c'est un bilan de leurs actions et propositions qu'ont dressé les participants au colloque de Jaca.

Retenons seulement le chapitre qui intéresse les communications.

Le groupe de travail piloté par le ministre espagnol des transports et de l'urbanisme et la Datat a permis de définir quatre grands itinéraires internationaux franchissant les Pyrénées: deux itinéraires côtiers et deux itinéraires centraux: Toulouse-Barcelone par le Puy de Sarrats et Pau-Saragossa par le Somport (1). Le percement du tunnel

du Puy de Sarrats est décidé. Les responsables des deux pays ont convenu d'accélérer les études techniques, juridiques et financières pour le percement du tunnel du Somport et voudraient «présenter un projet définitif pour la fin de cette année».

L'aide financière de la CEE sera sollicitée, comme elle l'a été pour le tunnel du Puy de Sarrats, mais, au-delà, les deux pays sont convenus de présenter conjointement à la Commission de Bruxelles un programme de coopération transfrontalière pour l'ensemble du massif, qui devrait, compte tenu de son originalité, pouvoir, lui aussi, bénéficier d'un soutien européen.

(1) Un itinéraire interrégional Toulouse-Saragossa par le val d'Arzac doit également être aménagé.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Pêche au gros

Le Pyramides thon club de La Grande Motte, dans l'Hérault, vient d'inaugurer le premier centre français de formation de pêche au gros qui a obtenu l'agrément et l'homologation de la «FFPM» (Fédération française de pêche en mer). En accord avec le ministère de la Jeunesse et des sports, des stages de formation à la pêche en mer, ouverts à tous, jeunes et moins jeunes, seront désormais possibles.

Ces stages seront donnés à bord d'une péniche aménagée ancrée dans le port de La Grande Motte.

HAUTE-NORMANDIE

Les Bruyères hors courses

La Haute-Normandie rêve d'un nouvel hippodrome régional. «Les Bruyères», à Saint-Etienne-Rouvray, dans la banlieue sud de Rouen, ne font plus l'affaire. Les tribunes sont vétustes et les structures ne correspondent plus aux exigences des autorités hippiques.

La Société des courses rouennaises ne devrait pas se faire trop de souci pour trouver un site de remplacement. Elle a déjà deux candidatures dans ses cartons: l'une à Tourville-la-Rivière, près d'Elbeuf, l'autre à Barentin, au nord-ouest de Rouen. Dans les deux cas, le projet est séduisant. Bonne desserte autoroutière, équipements permanents somptueux pour les entraîneurs. De quoi accueillir des amateurs de courses du nord-ouest de la France.

Curieusement, le Pays de Bray, zone rurale sensible du département de Seine-Maritime, à qui le ministre de l'Environnement vient d'interdire la construction d'une piste de course automobile, n'est pas candidat pour organiser des courses... de chevaux.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Des autoroutes en pleine lumière?

À l'issue de l'Assemblée générale de la Fédération régionale des travaux publics «Région Nord-Pas-de-Calais», Philippe Levaux, président de la Fédération nationale des travaux publics, a proposé de lancer un programme d'éclairage public des autoroutes.

Il s'appuie sur les enquêtes qui révèlent qu'il y a autant d'accidents sur les autoroutes la nuit que le jour, alors que le trafic de jour est quatre fois supérieur au trafic de nuit, et propose que l'autoroute A 1 joue un rôle pilote dans la mise en œuvre d'un programme expérimental d'éclairage public.

Le trafic de l'A 1, a-t-il expliqué, devrait prochainement dépasser les 50 000 véhicules par jour, seul obligeant, selon les textes en vigueur, à installer des aménagements d'éclairage (circulaire du 25 avril 1974). Les calculs les plus récents montrent que, sur Paris-Lille, l'éclairage de l'autoroute représenterait à peine 5 % du coût actuel du péage pour un véhicule particulier et 3 % pour un poids lourd.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Repreneurs anglais pour Zygoles

Zygoles, le parc d'attractions de Nice, qui avait été mis en faillite après quelques soubresauts financiers, a été racheté 50 millions de francs par un financier britannique, Paul Bloomfield, PDG du groupe Alton Towers International, qui exploite, près de Liverpool, sur deux cents hectares, un parc d'attractions réputé comme étant le premier d'Europe.

Baptisé Alton Park, «Zygo», qui restera fermé jusqu'à Pâques 1990, va être repensé et agrandi. Coût prévu des travaux, qui commenceront à l'automne: 200 millions de francs.

Une équipe de «designers» anglais et américains va se mettre incessamment à l'ouvrage pour donner un nouvel aspect aux installations et notamment à l'environnement végétal, qui laissait beaucoup à désirer. Moyennant quoi Alton Park, qui serait ouvert toute l'année et emploierait sept cents personnes à plein temps, pourrait devenir — le nouveau propriétaire l'affirme en tout cas — le centre de loisirs le plus attractif d'Europe du Sud.

Cette page a été réalisée par nos correspondants: Étienne Bannet, Georges Chastin, Jean-Pierre Rouger, Michel Vivès.

Coordination: Jacques-François Simon

L'accord-cadre doit être ratifié avant le 5 juillet

Médecins et caisses d'assurance-maladie renouvellent leur convention

Les caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) et les trois syndicats médicaux représentatifs se sont mis d'accord, vendredi 30 juin au soir, sur un « avenant » modifiant la convention de 1985. Cet avenant devra être ratifié par les différentes instances de chacune des parties en présence d'ici au mercredi 5 juillet et sera complété ultérieurement.

Sur deux des points majeurs en discussion, un accord de principe était déjà acquis. Pour la maîtrise des dépenses, des « références » nationales donneront des objectifs « médicaux » à atteindre et permettront d'établir des « contrats » locaux précis et chiffrés, portant sur des actes ou des prescriptions. Ces contrats permettront aussi de rémunérer des actions de prévention ou d'éducation sanitaire ; ainsi, espèrent-ils intéresser collectivement les médecins, comme les assurés, au succès, sans constituer des primes individuelles.

Caisses et syndicats médicaux vont s'associer aussi pour développer une formation continue des médecins, portant à la fois sur l'actualisation des connaissances médicales, les

stratégies des diagnostics et des soins, les prescriptions et l'économie de la santé. Cette formation sera financée par une contribution des caisses et des cotisations des médecins. Les praticiens suivant ces formations seront indemnisés (le chiffre envisagé est de l'ordre de 1 200 F par jour, correspondant à quinze consultations de généraliste), pour une formation de deux jours au minimum.

Le point le plus difficile était le problème posé par l'augmentation du nombre de médecins autorisés à fixer librement leurs honoraires, dans certaines spécialités et dans certaines villes, ne laisse pas le choix aux assurés sociaux. Là-dessus, deux logiques s'opposaient : celle des médecins pour qui le problème serait résolu si l'on améliorait la situation des médecins conventionnés respectant les tarifs ordinaires ; celle des caisses qui souhaitent, comme les syndicats de salariés et le ministre de la santé, écarter strictement les honoraires libres.

En fait, pour l'instant, on s'est contenté d'une sorte d'affirmation de principe, demandant aux médecins pratiquant les honoraires libres d'appliquer les tarifs conventionnels pour une partie de leurs activités et envisageant de limiter les dépense-

ments de tarifs. Médecins et caisses s'engagent à trouver, avant la fin de l'année, des modalités pratiques satisfaisantes, les systèmes de contingentement envisagés jusqu'à présent ayant été considérés comme générateurs d'effets pervers ou ayant été rejetés par l'une ou l'autre des parties. Ainsi donne-t-on satisfaction à M. Ervin, qui avait réclamé des dispositifs sévères de maîtrise des dépenses (notamment celles de prescription) et des garanties d'accès aux soins pour tous les assurés.

Si l'avenant est ratifié, d'autres protocoles devront, d'ici la fin de l'année, préciser la mise en œuvre des contrats locaux, l'organisation de la formation continue, celle des contrôles médicaux, ou prévoir l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation des soins, par exemple la formule d'abonnement, dite de « contrat de santé », préconisée par les généralistes de MG France. On parlera alors chiffres : les discussions s'engageront parallèlement avec le gouvernement sur les réajustements tarifaires possibles et sur d'éventuels aménagements fiscaux ou sociaux pour les médecins conventionnés. L'ensemble entrera alors en application au 1^{er} janvier 1990.

GUY HERZLICH.

La petite guerre des grands corps

(Suite de la première page.)

En privé, les grands patrons du Corps ne cachent pas leur colère. « Je suis mortifié, ce texte traduit exactement la pensée de nombreux camarades. C'est épouvantable », expose le responsable d'une grande entreprise publique.

Depuis plusieurs années, le corps des Mines ne cesse de perdre du terrain par rapport à ses concurrents de toujours, les Ingénieurs. Le premier revers cuisant remonte à 1977, lorsque M. Valéry Giscard d'Estaing imposa M. Albin Chalandon, ancien élève de l'Ecole nationale d'Administration, à la tête d'Elf-Aquitaine au remplacement de M. Pierre Guillaumet, chef historique du Corps, lui-même « M. Raymond Lévy, X-mineur, son successeur naturel.

La liste des « défaits » n'a cessé de s'allonger, chaque exercice de nominations à la tête des grands établissements publics, depuis 1982, provoquant de nouvelles pertes : tour à tour les présidences de Total, de Gaz de France, de CDF-Chimie, de Pechiney, de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche), de la Cogecem (holding des PTT), et la direction générale de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie ont échappé au Corps, pour ne citer que les plus importantes. Enfin ces derniers jours, ce fut Elf qui, reconquis en 1983 au profit de M. Michel Pecqueur, vient d'être à nouveau perdu avec la nomination de M. Le Floch Prigent... Demain le CEA.

La crème des polytechniciens

De là à parler de crise, d'absence de débouchés et de désaffection des jeunes, il y a un pas. Le corps des Mines, s'il a perdu quelques-uns de ses postes phares, en a aussi gagné ou reconquis d'autres comme Renault, la sidérurgie, les Charbonnages de France ou l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Son pouvoir reste énorme et il attire toujours la crème des polytechniciens de chaque promotion. « Nous recrutons toujours dans les onze premiers ; le jour où nous serons obligés de nous contenter du cent-vingtième, on pourra parler de crise de vocation », explique M. Pistre.

Cette baisse d'influence, relative mais indiscutable, en réjouit plus d'un, tant agaçait cette « franc-maçonnerie » des grosses têtes. « Je ne crois pas que des postes doivent être réservés au corps des Mines, à l'inspection des finances ou aux anciens de la maternité d'Ivry ! note ironiquement un ancien corysard. Cela a été dans les habitudes jusqu'à une époque récente, je ne crois pas que ce soit la meilleure formule de gestion dans un monde en pleine mutation.

Plus épineux que les autres corps (Ponts et Chaussées, conciliateurs d'Etat, Telecoms, etc.) qu'il écartait de son orgueil de premier de la classe, le corps des Mines a toujours été son « chapelain » et ses chasses gardées comme une caste, voire une vraie mafia. Le Conseil général des mines, officiellement chargé de cette tâche ingrate, connaît tout de ses troupes : cursus, épousés, enfants, religion, hobbies, amitiés, qualités ou tares cachées... et avec les « patrons » du Corps, il promeut,

soutient, déplace, mais ne « lâche » jamais personne.

Le recul de cette pratique, typiquement française mais un peu archaïque, peut paraître heureux. L'ennui est que le pouvoir des clans n'a pas totalement disparu : un corps chasse l'autre ; les inspecteurs des finances repoussent les « mineurs », lesquels, à leur tour, déplacent les « ponts », qui délogent les ingénieurs des Télécoms, etc.

Surtout, l'affaiblissement des corps a entraîné deux évolutions majeures de la société française : l'empire croissant des finances et des « financiers » sur l'industrie et les ingénieurs, d'une part ; la crise

sante mathématique. On leur apprend l'art de démontrer, pas celui de convaincre. Or, à la tête d'une grande entreprise comme d'une administration aujourd'hui, vous ne pouvez vous passer de cet art. Il faut motiver les hommes », explique M. Bernard Pache, le président des Charbonnages de France. « Les ingénieurs ne savent souvent pas parler ni se mettre en valeur. C'est un handicap énorme dans une société de plus en plus médiatisée », renchérit un ancien ministre, membre éminent du Corps.

La banque et le privé

Outre ces difficultés spécifiques, le malaise du Corps relève aussi d'une désaffection globale envers la fonction publique française. Si on trouve de moins en moins de candidats à la tête des grands groupes publics ou de la haute administration, c'est aussi parce que les meilleurs ne veulent plus y entrer. Pour le CEA, confie un responsable, il y avait, dans le privé, une bonne trentaine de membres du Corps capables de tenir le poste, mais ils ne se battaient pas pour y aller. « Les cadres les plus brillants sont dans la banque et le privé », explique un « mineur » de quarante-cinq ans.

« Il n'y a plus de hauts fonctionnaires ! » regrette un « ancien ». Ce n'est pas un hasard : faire carrière dans la haute administration relève aujourd'hui presque de l'apostrophe : avec un salaire trois fois moins élevé que dans le privé, on risque néanmoins d'être « remercié » au bout de trois ans, à l'occasion de la démission rituelle « valse des péchés » d'entreprises et organismes nationaux.

La politisation croissante des responsabilités a été à la fonction publique l'un de ses traits traditionnels : la permanence et la garantie de carrière. Il est loin le temps où, comme sous la III^e et la IV^e République, les hauts fonctionnaires duraient plus que les ministres.

Ce n'est pas un hasard si le corps des Mines, traditionnellement apolitique et mal représenté dans les rangs des ministres — contrairement aux énarques — a particulièrement souffert depuis quelques années et mal traversé les alternances politiques. Il est de plus en plus cantonné dans des rôles techniques, et absent des coulisses du pouvoir. Ce qui était son honneur est devenu sa faiblesse. « Les cabinets ministériels sont remplis aujourd'hui de jeunes gaisards carriéristes et incapables », peste un ancien haut fonctionnaire.

Plus que tout, le mode du libéralisme a jeté une suspicion permanente sur le rôle de l'Etat et dévalorisé le service public... des infirmières jusqu'aux corpsards. « Si un jeune dit qu'il veut faire une carrière au service de l'Etat, il passe quasiment pour un dément », s'indigne M. Pistre. « La réputation a toujours été très inférieure, note le même ancien haut fonctionnaire, mais elle était compensée par le prestige. On avait le sentiment d'être quelque chose ! A l'époque, le directeur des carburants était un grand personnage... »

VÉRONIQUE MAURUS et ERIC LE BOUCHER.

Après une année exceptionnelle

La Compagnie générale des eaux s'attend en 1989 à des « progrès modérés »

Exceptionnelle, l'année 1988 l'a été au moins à trois titres pour la Compagnie générale des eaux. Le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 61 % pour atteindre 85,2 milliards de francs grâce essentiellement à l'entrée dans le périmètre de consolidation financière de la SGE, l'une des principales entreprises de bâtiment et de travaux publics. Les investissements, pour leur part (14,6 milliards), ont été multipliés par trois en trois ans. Enfin, le cours de l'action (800 francs en 1985) est monté à 1 595 francs en 1988 et à même grimpé à 1 900 francs à la fin mai de cette année (1).

Ce « prodigieux bond en avant » en France et à l'étranger, surtout en Grande-Bretagne et en Espagne, selon l'expression employée par le président de la compagnie M. Guy Dejouany, devant l'assemblée générale tenue le 29 juin, ne devrait évidemment pas se renouveler en 1989 : « Nous devons nous attendre cette année à des progrès modérés », a-t-il précisé, avec un chiffre d'affaires un peu supérieur à 90 milliards.

Parallèlement aux faits marquants de l'année passée sur lesquels il insistait le PDG, on retiendra que la SGE a retrouvé, en même temps qu'elle rejoignait le groupe, une situation bénéficiaire (105 millions et 250 à 300 millions d'excédents cette année). Elle a pris le contrôle de la société britannique Norwest Holst et du portugais Hagen. M. Dejouany a déclaré : « Nous voulons donner à la SGE en quelques années la situa-

tion de premier groupe d'entreprises européennes de grands travaux.

Dresser un bilan exhaustif d'une galaxie industrielle, financière et de services aussi complexe, qui regroupe quelque huit cent quatre-vingt-dix sociétés dont cent cinquante à l'étranger, relève de la mission impossible. Mais sur deux sujets d'actualité, M. Dejouany a apporté d'utiles précisions.

Un défi à Francis Bouygues

Premier secteur promis à des développements rapides : le radiotéléphone cellulaire. Les réseaux se multiplient au rythme d'une région équipée chaque mois et d'un commutateur installé : Toulouse, Bordeaux, Nantes et Rouen seront équipés avant la fin de l'année, 85 % de la population française devraient être convertis dans trois ans. La compagnie s'est, d'autre part, portée candidate avec d'autres sociétés en concurrence pour équiper la RFA des mêmes réseaux de téléphones mobiles. Les offres industrielles seront remises à l'automne.

Quant à la distribution des images par câble (un secteur critiqué par la Cour des comptes), la compagnie ne cache pas qu'on n'est encore qu'au tout début de son développement et que l'optimisme, si optimisme il doit y avoir, doit être tempéré par ce que M. Dejouany appelle, dans une formule elliptique, « les difficultés de croissance et la nécessaire prise en compte de la dimension du temps ». Selon lui, des

difficultés réelles restent encore sans solution, malheureusement : déserte des immeubles collectifs, adaptation des prestations (c'est-à-dire des programmes codés ou du nombre de canaux) aux besoins de la clientèle.

Il est nécessaire d'adapter, voire de modifier, les orientations premières du plan câble, qui avaient été conçues il y a sept ans, et notamment de changer les sites géographiques initialement retenus. Quoi qu'il en soit, le nombre d'abonnés de la Générale des eaux au titre des sites du plan câble — ou de nouveaux sites géographiques comme Nice, la banlieue de Lille et bientôt Sète, Charenton ou Le Kremlin-Bicêtre — est actuellement de soixante-neuf mille, et devrait atteindre en fin d'année cent mille.

On allait oublier, la Générale des eaux est d'abord un distributeur d'eau potable auprès de trente millions de personnes, dont un tiers en France (voir à ce sujet les critiques de la Cour des comptes). Un secteur qui a procuré à la compagnie 13,7 milliards de chiffre d'affaires l'an dernier. Et, selon son président, « un certain rebondissement des ventes d'eau peut être espéré en 1989 » en France, mais aussi en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Espagne et à Gènes en Italie.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) En réponse à une question d'un actionnaire, les dirigeants de la Générale des eaux ont indiqué qu'il n'était pas question pour le moment d'opérer un fractionnement du titre, il est vrai très cher. En revanche, à l'automne, ils sont disposés à examiner la question de la distribution d'actions gratuites.

La loi sur le logement

Vives réactions des propriétaires et professionnels de l'immobilier

Comme on pouvait s'y attendre (le Monde du 1^{er} juillet), propriétaires et professionnels de l'immobilier s'élèvent avec plus ou moins de véhémence contre la nouvelle loi sur les rapports entre bailleurs et locataires, adoptée définitivement par l'Assemblée nationale jeudi 29 juin.

Pour l'UNPI (Union nationale de la propriété immobilière), ce texte « va mettre un frein à l'expansion de la construction locative privée et figer la situation du parc existant » et la possibilité donnée au gouverne-

ment « de pouvoir plafonner pratiquement tous les loyers dans les zones jugées par lui menacées est aberrante ».

La CNAB (Confédération nationale des administrateurs de biens), qui estime que le problème foncier est la clé des problèmes du logement, considère que « la raison est sacrifiée sur l'autel de l'idéologie ». « Une concentration de pure forme a été engagée, conclut le communiqué, mais c'est la logique interventionniste à court terme qui, hypothé-

quant lourdement l'avenir, a pré-

vu. M. Jacques Longuet, président de la FNAM (Fédération nationale des agents immobiliers) déclare que « ce texte est loin de nous satisfaire » et les agents immobiliers vont suivre l'évolution du secteur locatif et observer les conséquences inévitables qu'il aura sur le marché locatif, comme la loi Quilliot. « Nous n'envisageons cependant pas de faire une campagne aussi agressive contre la loi Quilliot. »

Une enquête de l'INSEE

Les Français craignent une accélération de l'inflation

Le climat de confiance qui existait en France depuis quelques années en matière d'inflation semble s'être très sérieusement dégradé ces derniers temps. Si l'on en croit l'INSEE qui dispose de nombreuses années, même des enquêtes régulières auprès de milliers de ménages (6 745 entre le 24 avril et le 18 mai), les Français sont beaucoup plus nombreux à dire que les hausses de prix se sont accélérées fortement depuis six mois. Cette appréciation prolonge celle faite par les commerçants et les industriels au début de l'année.

Mais surtout les ménages ont une vision plus « inflationniste » de l'avenir : un tiers seulement d'entre eux pensent que les hausses vont se ralentir, ce qui nous ramène très loin en arrière — ou à peu près, — lorsque fut annoncé par le gouvernement la libération totale des prix des services et des produits industriels. L'INSEE, d'habitude très circonspect dans ses jugements, n'hésite pas à écrire que semble prendre fin « un climat de confiance affiché depuis le début de 1988 ».

La crainte d'une accélération des hausses de prix — très liée, semble-t-il, à la remontée des cours du pétrole enregistrée au début de l'année — n'empêche pas les Français de se montrer de plus en plus optimistes quant à leur niveau de vie. Du coup, les intentions d'épargner davantage se confirment, avec le souci nouveau de se prémunir contre l'inflation, que les placements soient immobiliers ou boursiers.

RAYONNAGES
BIBLIOTHEQUES A VOS MESURES



• PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.-M. Levy, Editeur - 204, r. de Maine,
75014 Paris. M. ALEX - TEL : 45-40-57-40

CORRESPONDANCE

Elf répond à M. Michel-Edouard Leclerc

A la suite de l'entretien avec M. Michel-Edouard Leclerc que nous avons publié dans le Monde du 29 juin, la société Elf nous a fait parvenir une lettre indiquant notamment : M. Leclerc fait état de refus de vente explicite de la part de compagnies pétrolières en s'appuyant sur une lettre qui lui a été envoyée par Elf. Cette lettre, dont le texte est tronqué, concerne une réponse d'Elf-France à M. Leclerc faite en avril 1989. Les explications qu'Elf avait données alors à M. Leclerc sur les problèmes de fabrication, et donc de disponibilité de supercarburant sans plomb d'indice d'octane 98, ne peuvent en aucun cas être interprétées comme un refus de vente.

En mai, M. Leclerc a écrit au groupe Elf-Aquitaine pour lui proposer une collaboration dans différents domaines. Il a été répondu par écrit à M. Leclerc en lui proposant, s'agissant de produits pétroliers, de prendre contact avec Elf-France.

Ce jour, la direction générale d'Elf-France n'a pas été contactée par M. Leclerc.

Dans ce contexte, les termes repris dans l'interview de M. Leclerc n'appartiennent à une proche attention vis-à-vis d'Elf-France. Il n'est pas possible d'accepter sans réagir une alléguerie qui tend à laisser penser qu'Elf-France aurait une politique commerciale établie au mépris de la législation.

SOCIAL

Le conflit se durcit aux impôts

Ve-t-on vers un durcissement du conflit entre le ministre du budget M. Charasse et les agents grévistes des impôts ? Les fédérations CGT, CFDT et FO des finances appuyées par le SNUI (syndicat autonome des impôts) ont décidé vendredi 30 juin de faire du mardi 4 juillet une journée nationale d'action avec appel à la grève générale dans les services fiscaux. Une manifestation est prévue devant le ministère des finances à Bercy.

Le mouvement semble s'étendre : une cinquantaine de départements sont touchés quoique de façon très inégale. Le mécontentement de la base paraît grandir contre M. Charasse.

Les instructions transmises le 30 juin aux directeurs départementaux des impôts, demandant la suspension des congés d'été des agents grévistes « pour nécessité de service », n'ont pas arrangé les choses. Une délégation FO repue jeudi 29 juin au cabinet du premier ministre a fait état de ses préoccupations quant à la tournure que prend le conflit. En privé, certains syndicalistes se disent prêts à suspendre le mot d'ordre du 4 juillet, si se mani-

festes d'ici là « une volonté de négociation » de la part du gouverne-

ment. Le ministre délégué au budget aurait fait savoir vendredi soir que les suspensions des congés d'été pourraient être levées, à l'exception de celles concernant les grévistes des Bouches-du-Rhône. D'autre part, les fédérations des finances et du SNUI ont été invitées le 11 juillet au ministère pour discussion.

Grève des pilotes de la compagnie UTA. — La compagnie UTA annonce une perturbation de son trafic en raison d'une grève décidée par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), du samedi 1^{er} juillet au jeudi 6 juillet à 2 heures du matin. Elle annonce la convocation d'un comité central d'entreprise pour le 1^{er} juillet afin de le consulter sur un projet de chômage technique. Dans un communiqué, la direction déclare que « cette nouvelle grève des pilotes d'UTA a pour prétention de s'opposer à l'emploi temporaire de pilotes étrangers sans lesquels la compagnie ne pourrait assurer ses vols et faire face en même temps à un important programme d'embauches, de formation et de promotion justifié par sa croissance ».

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

La reprise prometteuse de la semaine dernière, durant laquelle la Bourse avait gagné 2 %, n'a pas été confirmée. Bien au contraire, elle a largement été entamée avec le recul de 2,47 % de l'indice CAC en termes de cinq séances toutes orientées à la baisse. La déception a été de taille, d'autant que plus d'un intervenant espérait voir le baromètre de la place franchir pour la première fois de son histoire le cap des 500 points. Au fil des jours, il s'en est éloigné, le CAC revenant à 476,13 vendredi.

L'investissement de la semaine aura été double et concentré sur une seule journée, celle de jeudi. La méthode démonte mal avec la publication du déficit commercial français de mai : 6,63 milliards de francs contre 3,69 milliards de francs un mois auparavant. Ce chiffre, le plus mauvais depuis août 1988, a été une totale découverte pour les opérateurs, inquiets de cette dégradation générale des échanges. En début d'après-midi, à l'issue de son conseil, la Bourse a connu un relèvement d'un demi-point de ses taux directeurs. Ce qui redonnait le marché depuis le début de la semaine se concrétisait donc, entraînant immédiatement une hausse similaire du foyer de l'argent sur d'autres places européennes et notamment en France.

La Bourse, qui s'était effritée doucement depuis lundi en perdant quotidiennement près de 0,3 %, virait alors résolument au rouge. L'indicateur instantané perdait jusqu'à 1,6 % avant de revenir en fin de séance à - 1,25 %. La réaction, bien qu'apparemment épidermique, perdait le lendemain mais de façon plus atténuée. La dernière séance verra l'indice revenir de - 1,04 % à - 0,29 %.

La prudence reste de mise sur les marchés surtout après la lecture des Perspectives économiques publiées par l'OCDE. Ce bilan deux-ans-avantage une croissance soutenue dans les vingt-deux pays industrialisés membres de l'Organisation mais avec des risques d'inflation rampante se précisent. A la veille de cette période estivale, les boursiers sont sur la réserve, hésitant à investir les importantes liquidités provenant des dividendes reçus mais certains espèrent, comme chaque année, la traditionnelle « reprise d'été ».

Cette fin de semestre aura été marquée par le regain des appels publics à l'épargne. Cette semaine, la plus importante des annonces revient à Havas qui lance une émission de 1,58 milliard de francs en ABSA (actions à bons de souscriptions d'actions). L'opération se fera en deux tranches, l'une réservée aux investisseurs français, l'autre aux souscripteurs étrangers. Un délai de priorité est accordé aux actionnaires actuels, à compter du 3 juillet jusqu'au 17 juillet, à raison d'une action nouvelle pour huit

Sourde déception

possédés. Le prix d'émission est de 1 000 francs pour une action avec bon et le prix d'exercice du bon de 1 100 francs.

Le groupe agroalimentaire Saint-Louis s'apprête pour sa part à collecter en montant quel montant pour l'opération d'OSBA (obligations à bons de souscription d'actions) proposée par priorité aux actionnaires du 3 au 21 juillet. 267 860 obligations de 5 000 francs nominal ayant un taux de 7,50 %, assorties chacune de 3 bons de souscription d'actions de 200 francs, seront émises. Un bon sera nécessaire pour souscrire jusqu'au 8 août 1994 une action nouvelle au prix de 1 500 francs. L'émission d'OSBA a également été retenue par Métalcorp, pour un montant de 306 millions de francs.

La réforme en court

En revanche, l'introduction en Bourse de nouvelles sociétés, nombreuses en mai et au début du mois de juin, s'est faite plus rare. Seul le promoteur et fabricant de véhicules, Göttsche PLC, est arrivé sur Vieux-Lundi. Ce jour-là, plus de 650 000 titres ont été échangés à un cours de 54,50 francs. Cette firme britannique est désormais cotée simultanément sur trois places : Londres, Dublin et Paris. L'exemple sera suivi par un de ses compatriotes, Steetley PLC. Ce producteur de matériaux de construction accède à la cote officielle dans les semaines à venir et pourrait procéder à un placement d'actions ordinaires nouvelles en représentant pas plus de 5 % de son capital.

Son arrivée sera sans doute moins remarquée que celle du groupe Yves Saint Laurent, le 6 juillet. YSL propose 400 000 titres représentant 11 % du capital au prix unitaire de 853 francs. Cette procédure constitue la dernière étape d'un processus qui, en l'espace de six mois, a abouti à la transformation juridique et financière complète de la maison de couture créée en 1961 par M.M. Yves Saint Laurent et Pierre Bergé.

Sur le second marché, la semaine aura été marquée par la confirmation de deux procédures de liquidation de cours dans le cadre de RES (reprises de l'entreprise par ses salariés). Du 28 juin au 19 juillet, la Financière Sisco s'est engagée à racheter sur le marché toutes les actions de Sisco au prix de 250 francs. Dans le cas de Latécoère, le

montant de cours a été fixé à 310 francs par titre jusqu'au 20 juillet. Les cotations de Classe Mendet ont été suspendues mardi dans la perspective du rachat par le groupe de mécanique Lagris Industries de 76,91 % de ce fabricant de robinetterie pour le gaz et le matériel de chauffage. Cette vente sera réalisée au prix de 200 francs par titre.

Sur le marché à règlement mensuel, peu de valeurs auront vraiment marqué ces cinq séances. A l'exception peut-être de Michelin. Le titre a fortement baissé lundi, cédant 7,4 % après avoir progressé durant les séances précédentes dans la perspective de l'assemblée générale du 23 juin. Selon certains analystes, la réunion annuelle des actionnaires a déjà. La décision de reprendre à un coût élevé le premier distributeur de pneumatiques en Grande-Bretagne leur aurait été. D'ici le mouvement d'ensemble. Toutefois dans le secteur des équipements automobiles, on notait la suspension des cotations d'Epica-Bertrand-Terre par fusion avec son holding Gtfin. Durant cette opération, une procédure de garantie de cours sera instaurée. Des mesures seront prises pour que le titre Epica ne s'établisse pas au-dessous de 1 350 francs du 3 au 7 juillet, avant le détachement du coupon de dividende, et de 1 335 francs du 10 au 24 juillet.

« Nous avançons très vite, nous n'avons pas le choix. » Cette déclaration du président de la SBF (Société des Bourses Françaises), M. Régis Romelle, évoquant la réforme des marchés financiers, trouve actuellement sa parfaite illustration. La semaine prochaine, trente-huit valeurs inscrites à la cote officielle ou au second marché seront transférées sur le système CAC (cotation assistée en continu). Ainsi TF 1, Radial, Datalis ou encore Sorbis seront négociés directement par l'intermédiaire d'écrans informatiques.

La Bourse vivra dans le même temps une étape supplémentaire du processus de libéralisation avec la suppression des tarifs de courtage fixes. Si, dans un premier temps, le prix des facturations évoluera peu, la situation changera rapidement après un round d'observation dont personne ne peut prévoir la durée. L'intensification de la concurrence rendra peut-être difficile la situation de certaines sociétés de Bourse jusqu'à leur relative protection par un monopole centenaire. D'ores et déjà, des ex-chargés d'agent de change connaissent des difficultés. C'est le cas actuellement de la société Boursier, après que le CAC-Paris ait renoncé à son engagement, pris voici plus d'un an, d'en prendre le contrôle majoritaire.

DOMINIQUE GALLOIS.

Semaine du 26 au 30 juin

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Wall Street, qui avait atteint de nouveaux records la semaine précédente, s'est effrité durant ces cinq séances par crainte d'une récession. L'indice Dow Jones est tombé sous le barre des 2 450 pour la première fois depuis le 12 mai, terminant en retrait de 91,80 points par rapport à la clôture du vendredi 23 juin. Il s'agit d'un recul de plus forte valeur hebdomadaire depuis le 25 mars 1988. L'annonce que l'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer la conjoncture aux États-Unis, avait chuté de 1,2 % en mai, a jeté un froid. Ce recul important pourrait laisser présager une déflation trop rapide de la croissance susceptible de mener à la récession. Cette crainte était accentuée vendredi par la diminution de 2,5 % des commandes passées à l'industrie en mai. Après avoir perdu 40 points dans la séance, l'indice limitait ses pertes à 18,21 points à la clôture.

Indice Dow Jones du 30 juin : 2 440,06 (contre 2 531,86).

	Cours 23 juin	Cours 30 juin
Alcoa	69 1/4	64 1/8
AT&T	37	35
Banque	31 3/4	31
Bell	38 5/8	36 1/4
Chrysler	111 3/8	108 3/4
Eastman Kodak	48 3/8	46 7/8
Ford	44 5/8	44 1/2
General Electric	54 7/8	51 5/8
General Motors	41 3/8	41 5/8
Goodyear	54 7/8	52 1/4
IBM	111 1/8	111 7/8
ITT	59 7/8	56 7/8
Mobil Oil	49 3/8	49 3/8
Pfizer	59	59
Schlumberger	38 3/4	39 3/4
Tenneco	49 7/8	50 1/2
UAL Corp. (ex-Allegis)	137 1/2	139 1/2
Union Carbide	28	27
USX	37	34 1/2
Westinghouse	64 1/4	62
Xerox Corp.	64	62 3/8

LONDRES

Intégrité

L'avance acquise en début de semaine après l'annonce d'une forte réduction du déficit de la balance des paiements courants britanniques en mai à 1,32 milliard de livres a été effacée à la suite du relèvement du taux d'escompte, jeudi, par la plupart des banques centrales européennes. L'attention s'est alors portée sur le marché des changes où l'affaiblissement de la livre libérale a entraîné une hausse des taux en Grande-Bretagne. L'indice Footsie a terminé la semaine en baisse pour la première fois depuis trois semaines. Les valeurs exportatrices ont particulièrement souffert des pertes enregistrées sur la place new-yorkaise.

Indice « FT » du 30 juin : 100 valeurs, 2 151 (contre 2 167,5) ; 30 valeurs, 1 784,5 (contre 1 797,7) ; fonds d'investissement, 192,81 (contre 192,81) et mise d'or 223,5 (contre 223,5).

	Cours 23 juin	Cours 30 juin
Beecham	625	624
Bovril	483	481
BP	282	1/2
Charter	537	536
Comptel	339	351
De Beers	15 7/8	—
First Gold	7 5/8	—
Glen	13 59/64	13,61
GUS	16	16
ICI	13	12,62
Rochem	816	790
Shell	409	416
Unilever	577	588
Victoria	216	212
Warren	37 5/16	37,562

(*) En dollars.

FRANCFORT

Passe

Après une persistance des records dont le dernier a été enregistré le 28 juin, le marché des valeurs s'est accordé une pause en fin de semaine. Le relèvement des taux décidé par la Bundesbank jeudi a été accueilli sur les marchés.

Indice du 30 juin : DAX : 1 473,72 (contre 1 491,20) ; Commerzbank 1 825 (contre 1 844,3).

	Cours 23 juin	Cours 30 juin
ABG	214	211
BASF	314,98	292,68
Boyer	301,28	293,59
Commerzbank	254,98	248
Deutschebank	591	600
Hochst	383	386
Karstadt	568	557
Messerschmidt	265	252,50
Siemens	582,50	578,50
Volkswagen	424,50	435

TOKYO

Baisse

Semaine terminée au Kabuto-Cho durant laquelle l'indice Nikkei a perdu plus de 502 points. Les investisseurs sont restés à l'écart du marché, redoutant les incertitudes politiques à la suite du scandale sur la vie privée du premier ministre. Indicateur du 30 juin : Nikkei 32 948,69 (contre 33 534,71), Topix 2 449,38 (contre 2 486,23).

	Cours 23 juin	Cours 30 juin
Aihit	1 080	1 060
Bridgeport	2 000	1 790
Cazen	3 410	3 400
Fuji Bank	1 950	1 890
Honda Motor	2 400	2 330
Mitsubishi Heavy	1 250	1 170
Sony Corp.	7 880	7 650
Toyota Motor	2 710	2 530

Bâtiment, travaux publics

	30-6-89	DIF.
Auril. d'entr.	1 823	- 31
Bouygues (1)	678	+ 13,75
Ciments Frang. (2)	1 456	- 89
Dumez	967	- 38
GTM	1 475	+ 45
J. Leclercq	1 475	+ 45
Lafarge	1 625	- 64
Maison Pénin	97,60	- 2
Polet et Chausson	715	- 35
SCREO	970	- 30
SGE-SB	253	- 12

(1) Coupon de 8,75 F.

(2) Coupon de 25 F.

Les banques françaises relèvent leur taux de base

Les principales banques françaises ont décidé le 30 juin un relèvement de leur taux de base bancaire (TBB) de 8,8 à 10 %. Cette mesure, effective à partir du 1^{er} ou du 3 juillet selon les établissements, fait suite à la hausse des taux intervenus sur le marché de l'argent à court terme et décidée le 29 juin par la Banque de France.

La Société générale a été la première à lancer le mouvement, bientôt suivie par d'autres banques privées - Crédit commercial de France, Paribas, Crédit du Nord, - puis par des établissements nationalisés - Crédit industriel et commercial, BNP, Crédit lyonnais.

Le TBB, qui avait déjà été relevé le 23 janvier de 8,25 à 8,80 %, concerne les particuliers pour les crédits type revolving et les découverts, et les petites entreprises pour leurs crédits à court terme. Les grandes entreprises ont en effet directement accès aux marchés monétaires pour leur financement. Au total, selon les banques, le TBB sert de référence à environ un quart des crédits consentis. Son relèvement devrait satisfaire les autorités monétaires nationales, préoccupées ces derniers temps par le développement du crédit en France.

Prêts bonifiés à l'agriculture : 13,8 milliards de francs en 1989

Le gouvernement a fixé, vendredi 30 juin, à 13,8 milliards de francs le montant de l'enveloppe des prêts bonifiés à l'agriculture pour l'année 1989, contre 13,45 milliards de francs en 1988. Cette somme sera répartie entre les prêts aux jeunes agriculteurs (5 milliards de francs), les prêts spéciaux de modernisation (5,1 milliards de francs), les prêts au machinisme agricole (700 millions de francs) et à l'élevage (1,6 milliard de francs), les prêts pour les productions végétales spécialisées (700 millions de francs), les prêts fonciers (650 millions de francs) et les prêts aux départements d'outre-mer (50 millions de francs).

Métallurgie

construction mécanique

	30-6-89	DIF.
Alpi	361,28	+ 7,20
Avions Dassault-R.	696	- 29
De Dietrich (1)	1 339	- 74
FAACOM	1 206	- 49
Fives Lille	297,90	+ 5,20
Mariano Wendel	440	- 10
Penhoët (2)	435,60	- 13,40
Poussot SA	1 113	- 3
Sageon	1 456	- 39
Sautouy-Châtillon	289,90	- 10
Stratier (3)	1 108	- 38
Valco	818	- 9
Valmex	424,90	- 7,10

(1) Coupon de 34 F.

(2) Coupon de 11 F.

(3) Coupon de 16 F.

Valeurs diverses

	30-6-89	DIF.
Accor	724	- 16
Ajard	2 546	- 49
Bis	748	- 1
Bis	585	- 1
CGIP	1 541	- 70
Club Méditerranée	636	- 23
Entier	3 240	- 73
Europe 1	723	- 15
Groupe Ciel	3 350	- 30
Hachette	393	- 12,80
HAVAS	941	- 29
L'Air liquide	611	- 28
L'Oréal (1)	4 045	- 35
Navigation Marse	1 002	- 16
Nord-Est	135	- 8,40
Saint-Gobain	3 028	- 3
Sano	890	- 5
Sita Rosignol	1 181	- 31

(1) Coupon de 50 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	30-6-89	DIF.
PMI 104 % 1976	101,36	- 0,29
8,80 % 1977	125,73	- 0,31
10 % 1978	102,20	- 0,20
9,80 % 1978	101,75	- 1,75
9 % 1978	100,73	- 0,00
10,80 % 1979	104,70	- 4,70
16,20 % 1982	103,42	- 0,26
16 % 1982	106,20	- 0,08
15,75 % 1982	101,31	- 0,15
CNE 3 %	3 886	+ 6,00
CNB 5 000 F	101,45	+ 0,21
CNB 10 000 F	102,20	+ 0,17
CNB 50 000 F	102,20	- 0,20
CNI 5 000 F	101,30	- 0,36

Matériel électrique

	30-6-89	DIF.
Alcatel (1)	3 623	- 16
Alstom (2)	391	+ 8,50
CGE (3)	425	- 13
Crouzet	664	- 6
CSRH (ex-Sigmap)	495	- 28
Electricité de France	1 984	- 9
IBM	735	+ 6
Intertechnique	1 410	- 68
ITT	386	- 13
Legrand	3 853	- 143
Leroy-Somer	1 963	- 35
Lyonnais des Eaux	1 810	+ 17
Matra	353,50	- 6,50
Médiatech	4 143,50	- 150
Moniteur	1 680	- 50
PM Latéral	388	- 32
Radiotechnique	262,50	+ 5,50
Schneider	2 115	- 6
Siemens	1 958	- 6
Thomas-CSF	212	- 9

(1) Coupon de 75 F.

(2) Coupon de 16,50 F.

(3) Coupon de 9 F.

Alimentation

	30-6-89	DIF.
Bégain-Say	666	- 25
Boulogne	2 994	- 69
BSN	662	- 28
Carrefour	3 049	- 32
Cassio	241	- 5,30
Carrefour	2 715	- 75
Guyenne et Gasc	597	- 20
Mont-Hennessy	4 155	- 88
Nestlé	30 858	+ 240
Océid. (Ole)	677	- 18
Olefin-Caly	390	- 30
Paro-Ricard	1 398	- 65
Premoda	3 090	- 10
St-Louis-Bouillon	2 415	- 53
Sources Pétrole	1 522	- 84

Produits chimiques

	30-6-89	DIF.
Ind. Mélior	6 580	- 300
Labo. Bell	2 994	- 48
Rhône-ULAF	1 815	- 48
BASF (1)	1 080	- 47
Bayer	1 806	- 19
Flouck	1 077	- 15
Imp. Chimie	123,50	- 3
Novak Hydro	155	- 4

(1) Coupon de 31 F.

Filatures, textiles, magasins

	30-6-89	DIF.
Agache (Fin.)	1 518	+ 5
BHV	627	- 1
CEAO	2 171	- 89
Danar	2 565	- 35
DMC	525	- 35
Galerie Lafayette	762	- 4
La Redoute	3 170	- 15
Neufville Galeries	591	- 35
Printemps	780	- 6
SOCA	79	- 6,85

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Poussot SA	394 631	677 854 545
ELF Aquitaine	338 272	400 067 342
ELF Aquitaine	709 236	380 533 504
CGE	1 338 466	370 253 296
Michelin B	1 830 426	367 009 772
Navis. minto	295 138	301 781 849
Saint-Gobain	472 238	298 334 284
ESN	326 481	218 415 169
Pochonnet CIP	339 325	213 950 665
Suez financière	382 876	199 067 087
Médoc	400 401	195 745 745
Bon marche	326 038	191 324 294
Lafarge-Capex	112 829	188 308 595

(*) Du vendredi 23 juin au jeudi 29 juin.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TELEMATIQUE
3 Soudan : après le coup d'État. - Namibie : début de la campagne électorale. 4 Cuba : ouverture du procès du général Ochoa. 5 Grèce : les communistes et leurs alliés soutiendront un gouvernement minoritaire de droite.	6 La réunion du comité directeur du Parti socialiste. 7 Le projet de loi d'amnistie à l'Assemblée nationale. - Le Pen et les euro-péenns. - « Livres politiques », par André Laurens.	8 Le policier Eric Laignel acquitté par les assises du Val-de-Marne. 9 MM. Joxa et Chénieux au Pays basque. - SPORTS : les internationaux de tennis de Grande-Bretagne. - Le défilé de l'équipe de France de rugby.	11 Reconstitution de la version Nijinski du Sacre du printemps. - Ingres au Pavillon des arts. 9 COMMUNICATION : accord pour une chaîne culturelle franco-allemande.	15 Médecins et caisses d'assurance-maladie renouvellent la convention médicale. - La loi sur le logement : réactions des propriétaires et des professionnels de l'immobilier. 16-17 Crèches, changes et grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 13 Météorologie : la grêle se poursuit. Mots croisés 13 Radio-Télévision 13 Spectacles 12	Les corrigés du bac 3615 tapes LMSAC Les grandes écoles 3615 tapes LEMONDE

Les effectifs salariés ont augmenté de 0,4 % au premier trimestre

L'industrie recommence à créer des emplois

L'augmentation des effectifs salariés au premier trimestre de 1989 a bien été de 0,4 %, a indiqué, vendredi 30 juin, le ministère du travail qui confirme ainsi les résultats provisoires publiés précédemment (Le Monde du 3 juin). Selon l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, 50 000 emplois ont été créés au cours de cette période, pour un effectif global de 13 864 400. L'INEDIC, plus optimiste encore, parle sur une croissance de 1,1 %, représentant 130 000 emplois supplémentaires.

Le phénomène le plus remarquable, dans le mouvement général de reprise de l'emploi qui se poursuit, réside dans le retournement de tendance dans l'industrie. Après le ralentissement des pertes d'emplois industriels, tout au long de l'année 1988, le premier trimestre de 1989 permet d'enregistrer, enfin, une augmentation des effectifs de +0,3 %.

Par secteur, la progression est encore plus sensible puisqu'il n'y a plus que dans les industries de biens de consommation que le nombre de salariés diminue (-0,1 %). En recul, jusqu'à présent, les industries de biens d'équipement ont accru leur main-d'œuvre de 0,3 % au cours du trimestre et les industries de biens intermédiaires, qui avaient été les premières à reculer de l'emploi, exposent littéralement. Pendant les trois premiers mois de l'année, l'emploi salarié y a augmenté de 1,1 %, contre 0,4 % au dernier trimestre de 1988. La hausse est même de 2,2 % sur les douze derniers mois ; c'est-à-dire supérieure à la moyenne de l'ensemble des secteurs d'activité, hors agriculture.

Dans le tertiaire, l'accroissement des effectifs est de 0,5 % en trois mois. Mais, hormis pour les institutions financières (+0,4 %), son rythme de progression n'a pas, voire régresse, comme dans le cas des services marchands (+0,6 % contre +1,4 % au dernier trimestre de 1988). Ce qui n'empêche pas les commerces (+2,1 %) et surtout les services marchands (+3,8 %), de connaître une forte hausse sur les douze derniers mois, cette fois. Quant aux bâtiments et travaux publics, ils poursuivent leur ascension. Les effectifs se sont accrus de 0,7 % en trois mois et de 2,1 % en un an.

A. L.

M. Pöhl émet des doutes sur la nécessité d'une banque centrale européenne

M. Karl Otto Pöhl estime, dans un entretien publié dans le *Financial Times* du 1^{er} juillet, que la création d'une Banque centrale commune n'est pas nécessaire pour atteindre l'union monétaire européenne.

Le président de la Bundesbank déclare également que le gouvernement allemand sous-estime beaucoup les difficultés qu'il y aura à créer un tel organisme et se demande si le Parlement accepterait les transferts de souveraineté qu'implique une politique monétaire commune, étape nécessaire à une banque centrale européenne. Il s'interroge enfin sur la ville qui abriterait la Banque centrale, question « extrêmement importante ».

Le *Financial Times* souligne les différences de positions qui apparaissent de plus en plus clairement au sein des pouvoirs publics en RFA. M. Helmut Kohl étant partisan d'une banque centrale européenne modérée sur la Bundesbank pour son indépendance et son souci de stabilité des prix.

IRON NEZ-VOLZ REIRON NEZ-VOLZ

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

L'affaire des fausses factures de Nancy

Un inculpé met en cause des personnalités politiques

Le dossier des fausses factures qu'instruit depuis dix-huit mois le juge Gilbert Thiel est entré en politique. Le vingt-quatrième inculpé, entendu le 1^{er} juin par le magistrat après que les policiers de la section économique et financière de SRPJ de Nancy étaient allés l'interroger à Paris, a été fort disert. M. Pierre Le Corre, ancien constructeur d'hypermarchés, spécialisé dans les tractations avec les municipalités, a révélé au juge comment fonctionnait le système des fausses factures. Il a cité des noms.

NANCY
de notre correspondant

Si le promoteur parisien Pierre Le Corre a été très loquace, en revanche, l'entrepreneur de Toul André Gussat, inculpé « pivot » du dossier, est resté fidèle à sa ligne de conduite vendredi matin 30 juin chez le juge : il n'a rien à voir avec ces affaires. Pourtant, il est nommé en cause par M. Le Corre, dont le juge lui a lu la longue déposition enregistrée le 1^{er} juin. Celle-ci contient de quoi inquiéter la classe politique lorraine. De nombreux élus se trouvent aujourd'hui éclaboussés par l'affaire, ainsi que la Commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC) chargée de décider de l'implantation des grandes surfaces.

Pierre Le Corre aurait révélé en effet au juge par quels moyens les partis politiques alimentaient, chacun à sa manière, leurs caisses et comment, pour décrocher des autorisations d'implantation d'hypermarchés, il allait... démarcher les élus membres de la CDUC afin de les convaincre du bien-fondé de ses projets. Il a donné pour exemple le cas de cet hypermarché de la banlieue

nancienne où, travaillant pour le groupe Continet, il s'était trouvé face au géant de l'Est Cora. C'est à coups de centaines de milliers de francs glissés dans des enveloppes à l'adresse des maires des communes concernées et d'André Gussat qu'il aurait essayé d'emporter le marché.

Exercice d'équilibre

Il aurait encore expliqué comment André Gussat l'avait mis en contact avec des élus de la CDUC et notamment M. Jacques Gosset, maire RPR de Toul et membre de la commission. Une accusation qui fait rire aujourd'hui l'élus toulousain : « Cet homme-là ne m'a pas semblé flâbler. Je l'ai effectivement rencontré en 1984, sur l'initiative du maire de Champagnelles mais j'avais pris mes renseignements sur lui, et, à l'époque, il ne m'avait pas semblé quelconque », dit-il.

Des accusations, en toute hypothèse, que le juge devra vérifier. Tout comme il s'attachera prochainement à déterminer la nature des contacts entretenus par Pierre Le Corre avec MM. Guy Corbiat, ancien maire RPR de Lunéville ; Georges Rollin, ancien conseiller général CNI de Toul-Sud ; Maurice Chappert, conseiller général divers droite de Thionville ; Claude Wild, maire PC de Froard ; Charles Kautz, maire de Champagnelles, ainsi que d'autres élus qui étaient cités dans sa déposition. Ceux-ci ont-ils, sous couvert de travaux fictifs, de pseudo-études réalisées par des sociétés-écrans, perçu le produit des fausses factures, ou bien cela s'est-il traduit par la création d'équipements collectifs pour leurs communes ? Tout cela reste à vérifier.

Le juge devra aussi vérifier le bien-fondé des accusations portées par Pierre Le Corre à l'encontre d'un adjoint au maire de Lille, du

Deux anciens éducateurs d'un centre du Jura inculpés d'attentats à la pudeur

Deux anciens éducateurs du Centre éducatif et professionnel (CEP) de Vers-sous-Montagne (Jura), en fonctions au moment des faits, accusés d'être inculpés, par M. Catherine Desrousseaux, juge d'instruction au tribunal de Dole, d'attentats à la pudeur sans violence par une personne ayant abusé de l'autorité qui lui confère ses fonctions. Il s'agit de MM. André Jannet, âgé de vingt-neuf ans, restaurateur, et René Millé, âgé de quarante-cinq ans, brocanteur.

Cela porte à cinq le nombre de personnes inculpées dans cette affaire, qui met en cause ce CEP,

formé en juillet 1987 par la Vie au grand air pour l'enfance, fondation qui en était propriétaire, après qu'il eut été constaté « un climat de trouble et d'insécurité », réfugiée aux adolescents en grande difficulté que cet établissement accueillait (Le Monde du 29-30 janvier). Trois autres personnes, extérieures au CEP, avaient, en effet, été auparavant inculpées de détournement de mineurs : MM. Bernard Gazon, âgé de trente-huit ans, magasinier, Didier Brin, âgé de trente-neuf ans, exploitant forestier, et Dominique Blangin, âgé de vingt-six ans, ouvrier boulanger.

EN BREF

● Le PDG de Time reconduit par ses actionnaires. — Les actionnaires du groupe américain Time ont réélu les quatre administrateurs sortants dont le président, M. Richard Murdoch. Ce dernier a réaffirmé son opposition à l'OPA lancée sur Time par Paramount pour 12,2 milliards de dollars et a maintenu sa volonté de fusionner avec le groupe Warner en le rachetant pour 12,4 milliards de dollars. De son côté, Paramount ne cède pas et a annoncé qu'il avait obtenu auprès de huit banques un prêt de 8 milliards de dollars pour financer l'OPA sur Time. D'autres établissements devraient rejoindre ce pool bancaire pour apporter les 15,6 milliards de dollars nécessaires à Paramount pour mener à bien l'opération et refinancer ses dettes.

● Le journal du Parti socialiste autrichien vendu à M. Robert Maxwell. — Le *Neue Arbeiterzeitung*, organe du parti socialiste autrichien, serait sur le point d'être cédé à M. Robert Maxwell. Le magnat de la presse britannique rachèterait 45 % des parts du journal, qui a connu ces dernières années de grosses difficultés financières. Les négociations, qui, selon un porte-parole du Parti socialiste, seraient sur le point d'aboutir.

● L'ARB revendique un statut commun en Ile-de-France. — Un correspondant anonyme se réclame de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB), a revendiqué auprès de l'Agence France-Presse, à Rennes, l'attentat à l'explosif qui a provoqué, vendredi 30 juin, d'importants dégâts matériels dans une agence du Crédit agricole, à Châteaufort (Ile-de-France). Selon l'interlocuteur de l'AFP, l'ARB entend dénoncer ainsi « la politique du Crédit agricole visant uniquement à multiplier ses profits et ceux des super-agriculteurs, au détriment du tissu rural de la Bretagne et de son économie ».

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} juillet 1989 a été tiré à 529 385 exemplaires

A C D E F G H

Selon un ancien collaborateur de M. Reagan

Un prêt occidental à la RDA aurait été utilisé par la Libye pour financer le terrorisme

Un prêt de 800 millions de dollars consenti en 1985 par des banques occidentales à la République démocratique allemande (RDA) a abouti en Libye, et une partie de la somme a été utilisée à des fins de terrorisme, a affirmé un ancien collaborateur du président Reagan, membre du Conseil national de sécurité américain.

Participant à une émission de télévision sur la chaîne PBS, qui doit être diffusée le 12 juillet, M. Norman Bailey a affirmé que quelques 50 millions de dollars ont été déboursés entre la Fraction armée rouge de RFA, l'IRA, provoque d'attitude du Nord et le groupe de guérilla M-19 de Colombie.

« Nous avons été en mesure de suivre une piste financière (...) et celle-ci a abouti à la mort de « marines » américains dans une discothèque de Berlin et de Libyens dans le bombardement américain de la Libye » en 1986,

a déclaré M. Bailey. Les États-Unis avaient bombardé Tripoli et Benghazi en représailles à l'attentat à la bombe perpétré à Berlin-Ouest et dans lequel un militaire américain et une femme de nationalité turque avaient été tués.

Le prêt en question avait été arrangé par le First National Bank de Chicago en liaison avec la Banque internationale du Japon, a déclaré un porte-parole de la Banque de Chicago, M. Tom Lindeman. Une cinquantaine de banques de plusieurs nationalités avaient contribué à ce prêt.

Selon M. Bailey, « l'argent est allé à la Hausbank de Berlin avant d'être dispersé vers plusieurs sociétés-boîtes à lettres à travers le monde. Puis il a été de nouveau concentré en Libye et a été enfin versé sur divers comptes contrôlés par des organisations terroristes. » — (AFP.)

Au Sénat

Un ensemble de textes sociaux définitivement adoptés

Le Sénat a définitivement adopté vendredi 30 juin, les textes suivants précédemment approuvés par l'Assemblée nationale :

● Le projet de loi relatif au congé parental et à diverses validations, reportant la date d'entrée en vigueur de la réforme des modalités de liquidation et de versement aux instituteurs de l'indemnité communale représentative de logement.

● La proposition de loi tendant à modifier jusqu'au 31 décembre 1991 le régime des sanctions prévues par la loi de mars 1984. Les SARL auront jusqu'à la fin de l'année 1991 pour porter leur capital à 50 000 F sous peine d'être dissoutes.

● Sur conclusion de la commission mixte paritaire, le projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers à leur domicile, et à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes.

● Les projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1986 et de 1987 (le PC votant contre et le PS s'abstenant).

● Le projet de loi portant diverses dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurance de travailleurs privés d'un emploi, l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, les cotisations du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin. A la demande du gouvernement, qui avait recouru au vote bloqué, le Sénat a approuvé l'ensemble du texte, seul le PC votant contre.

● Le Sénat, après échec de la CMP, est revenu à la version qu'il avait adoptée précédemment du projet modifiant le code du travail pour ce qui est de la prévention du licenciement économique et du droit à la conversion. Enfin, le Sénat a modifié le projet portant diverses dispositions relatives à la Sécurité sociale et à la formation continue des personnels hospitaliers. A l'occasion de ce texte, MM. Claude Huriet (Un. com., Meurthe-et-Moselle) et Francis Sérésat (PS, Rhône) ont pris l'initiative de faire voter, contre l'avis du gouvernement et celui du PC, une série d'amendements complétant la législation sur la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales, législation dont les deux sénateurs avaient pris l'initiative lors de la session parlementaire d'automne.

L'insécurité dans les transports parisiens

M. Blanc, PDG de la RATP, annonce un plan contre la délinquance

Nommé président du conseil d'administration de la RATP à la mi-février, M. Christian Blanc assume désormais cette fonction avec celle de directeur général. Le nouveau PDG a présenté, vendredi 30 juin, au conseil d'administration de la Régie les grandes orientations de sa politique où la sécurité occupe la première place.

M. Christian Blanc n'accepte pas l'insécurité qui règne dans les stations, dans les couloirs du métro et dans les bus parcs qu'elle fait fuir les voyageurs et qu'elle plonge les agents de la RATP dans un climat de crainte.

Aussi s'est-il demandé une enquête sur la situation, qui se révèle préoccupante. « Les menaces évoluent, deviennent multiformes dans les transports urbains en particulier, et nous répondons comme nous le pouvons, sans anticipation », reconnaît-il.

Le président de la RATP a donc dressé un plan d'action de dix-huit mois, avec le concours du contrôleur général, M. Denbel, mis à sa disposition par le ministre de l'Intérieur. Dans les zones sensibles mille caméras de surveillance seront reliées à un poste central où un res-

ponsable « sécurité » officiera en permanence. Deux ordinateurs seront utilisés pour établir une carte de risques à partir des statistiques. Un personnel renforcé et formé par la police sera affecté aux trente points noirs du réseau. Deux véhicules équipés de gyrophares amovibles seront acquis ainsi que des postes de radio portatifs. Deux escadrons de gendarmerie assureront une présence semi-permanente dans les endroits difficiles.

En outre, M. Blanc a déposé auprès des ministères concernés un projet rétablissant le droit de saisir les marchandises exposées illégalement à la vente dans le métro. Il entend « traiter avec humanité, certes, mais sans faiblesse, le problème des mille à deux mille sans-abri qui vivent dans le métro, avec la volonté de mettre en œuvre une politique d'assistance à la hauteur du problème et de notre société ».

Enfin, il annonce que la RATP va reprendre la situation en main dans le domaine des grèves et faire preuve d'une « énergie farouche pour lutter les griffes ».

On notera dans les propos du PDG de la RATP deux innovations. Le ton, tout d'abord, qui est impérieux : M. Blanc sait ses arrières politiques assurés. Il a demandé et obtenu d'être l'unique responsable de la Régie.

Il parle donc avec une assurance inconnue chez les présidents de la RATP. Son prédécesseur immédiat, M. Paul Reverdy, se réjouissait volontiers derrière les ombres du ministère de l'économie et des finances ; M. Blanc, lui, ne se laissera pas enfermer dans les « contraintes annuelles des négociations budgétaires ».

Enfin, le nouveau patron des bus et des métros parisiens s'affiche de gauche. Il veut prouver que le service public n'est pas ringard, à condition de savoir faire rimer qualité de service et dialogue social, augmentation de la productivité et formation des hommes. Il souhaite que la RATP devienne, sous sa responsabilité, une référence de cette « modernité publique » qu'il croit capable de donner à Paris et à l'Ile-de-France les transports en commun sans lesquels il n'est pas de cité vivable.

ALAIN FALLIAS

Au nom des chasseurs et pêcheurs

M. Goustat saisit le Conseil d'Etat

M. André Goustat, tête de la liste Chasse, pêche, tradition, qui avait obtenu 4,13 % (749 741 voix) des suffrages exprimés aux élections européennes, a déposé, jeudi 29 juin, auprès du Conseil d'Etat une requête en annulation des résultats du scrutin.

M. Goustat attribue à « diverses anomalies importantes » le résultat qui a empêché sa liste de franchir la barre des 5 %, condition pour obtenir des élus.

Le président de la fédération des chasseurs de Dordogne estime dommageables les conséquences qu'aurait entraînées l'annulation à l'émulsion « l'heure de vérité » sur l'absence de M. Antoine Wacziarg, tête de liste des Verts, ainsi que le débat télévisé sur TF 1, le 3 juin, de six têtes de liste au nombre desquelles figuraient MM. Wacziarg et Jean-Marie Le Pen, président du Front national. Selon M. Goustat, la présence de ces deux derniers, dont les listes ne correspondaient à aucun groupe parlementaire existant, « a constitué une discrimination ».

M. Goustat souligne, par ailleurs, « l'absence de bulletins dans certains bureaux de vote » et « la publication illégale » d'un sondage des renseignements généraux.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15

LE TUDHANT

كتاب النظم

هكدام النحل

TÉLÉMATIQUE	
Les corrigés du bac	3615
Les grandes écoles	3615
3615 15 par LEMO	

TÉLÉMATIQUE	
Les corrigés du bac	3615
Les grandes écoles	3615
3615 15 par LEMO	

son ex-collaborateur de M. Reagan

Un prêt occidental à la RDA aurait été utilisé par la Libye pour financer le terrorisme

Le 1000 dollars de prêt occidental à la RDA, qui a été utilisé par la Libye pour financer le terrorisme, a été découvert par un journaliste de l'Associated Press. Le journaliste a découvert que la Libye avait utilisé le prêt pour financer le terrorisme. Le journaliste a découvert que la Libye avait utilisé le prêt pour financer le terrorisme. Le journaliste a découvert que la Libye avait utilisé le prêt pour financer le terrorisme.

TP, menace d'urgence

Le TP, menace d'urgence, a été découvert par un journaliste de l'Associated Press. Le journaliste a découvert que le TP était une menace d'urgence. Le journaliste a découvert que le TP était une menace d'urgence. Le journaliste a découvert que le TP était une menace d'urgence.

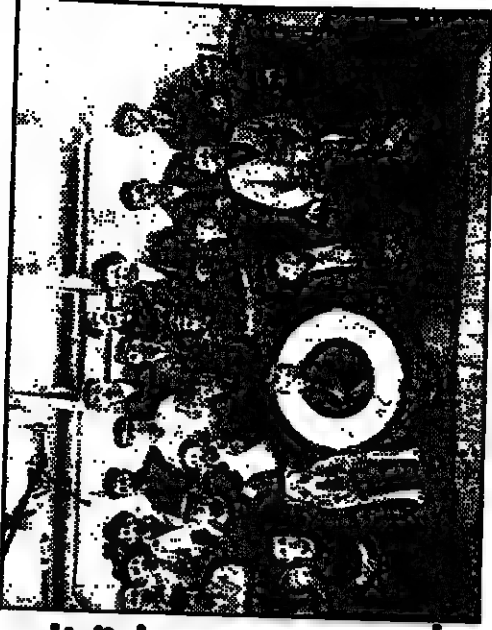
Le TP, menace d'urgence, a été découvert par un journaliste de l'Associated Press. Le journaliste a découvert que le TP était une menace d'urgence. Le journaliste a découvert que le TP était une menace d'urgence. Le journaliste a découvert que le TP était une menace d'urgence.

FAIRE AVEC
BANS LE BAC?
3615
MATHÉMATIQUES

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION



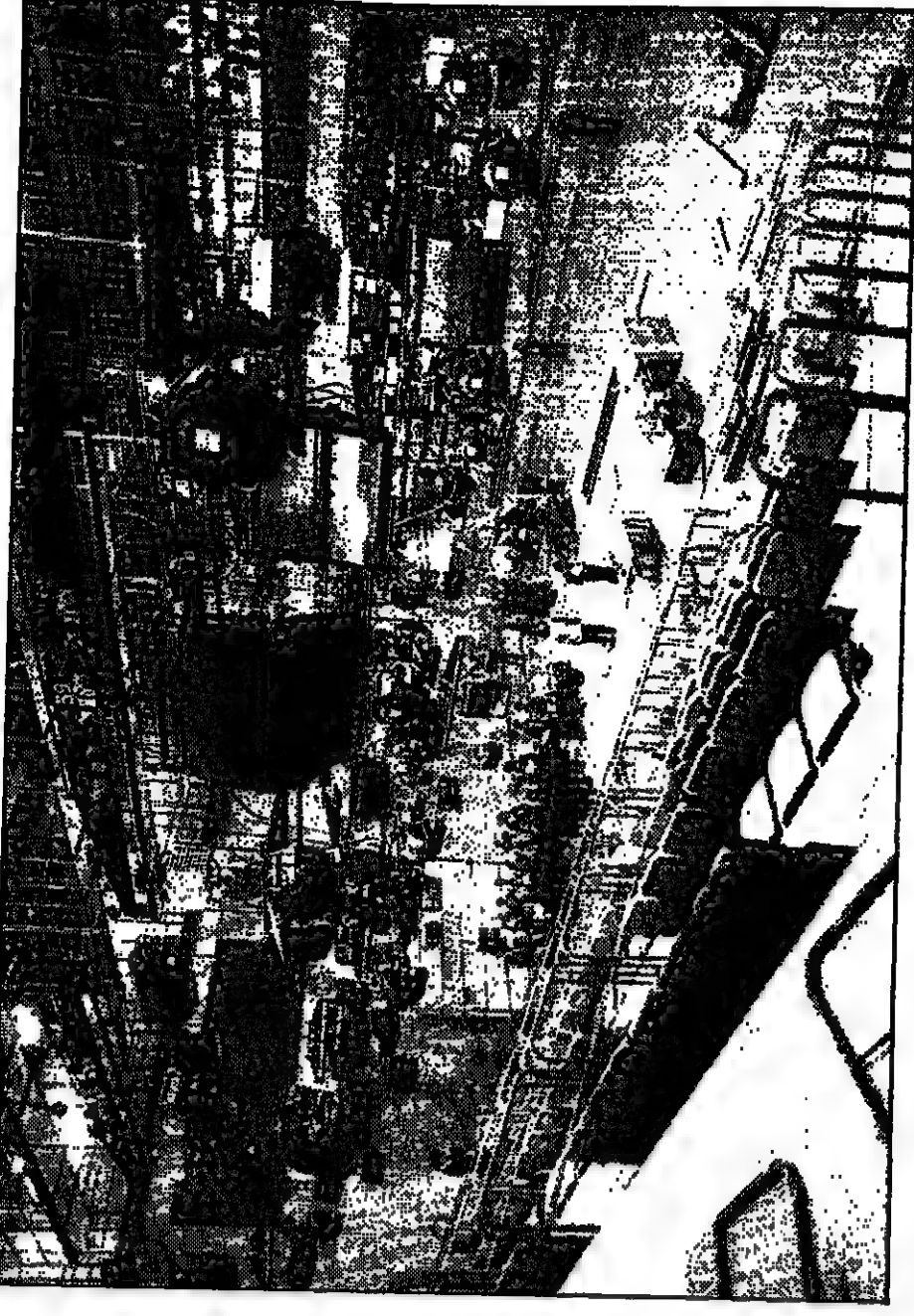
Thalassa :
les derniers forçats
de la mer



La perle noire :
Gentleman Granger

ESPAGNE

TV 3, la catalane



Supplément au n° 13618. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 2 - Lundi 3 juillet 1989.

Le Monde DE L'EDUCATION

N° juillet/août
132 pages - 17 F
En vente chez votre
marchand de journaux



DOSSIER SPECIAL LES PREMIERES INSCRIPTIONS EN FAC

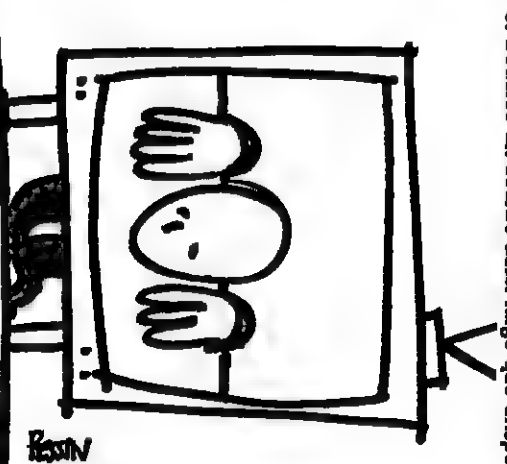
- PARIS-PROVINCE : OÙ ET QUAND S'INSCRIRE
En province : les modes d'inscription. A Paris, par fac, la liste des places disponibles.
- LES PIÈGES À ÉVITER
Les procédures d'inscription varient selon les filières et les disciplines. Les méthodes de sélection des facs.
- EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUX
Établissement par établissement, les résultats dans six disciplines : droit, sciences éco, administration éco et sociale, langues étrangères appliquées, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.
- LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES
Beaucoup d'étudiants ne terminent pas les études qu'ils entreprennent. Le Monde de l'éducation a voulu savoir pourquoi et analyser les efforts des universités pour remédier à cette situation.
- ENQUÊTE : LES MIRAGES DE LA COMMUNICATION
Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. Attention aux filières miroirs aux alouettes.

Le Monde DE L'EDUCATION
POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS.
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.

Les rendez-vous

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
	3 juillet	4 juillet	5 juillet	6 juillet
TF1	<p>20 h 30 FEUILLETON</p> <p>La comtesse de Chénery Le pils de la Basille.</p> <p>22 h MAGAZINE</p> <p>Super sexy Les « meilleures » séquences.</p>	<p>20 h 30 CINÉMA</p> <p>Horribles Angélique □ Une Imagier vive et revue.</p> <p>22 h 08 DOCUMENTAIRE</p> <p>Histoires naturelles Docseries et bécosines.</p>	<p>20 h 35 FEUILLETON</p> <p>La vengeance aux deux visages Un nouveau Dallas surréaliste.</p> <p>22 h 05 MAGAZINE</p> <p>Deuxième Médijou.</p>	<p>20 h 30 VARIÉTÉS</p> <p>Bonnes vacances Version bronzée de Surcouf défilé.</p> <p>22 h 35 SÉRIE</p> <p>L'ami Médépasant Avec Bernard Besson.</p>
2	<p>20 h 35 THÉÂTRE</p> <p>Diabla d'homme I 22 h 30 MAGAZINE</p> <p>Boulogne les 100 23 h DOCUMENTAIRE</p> <p>Qu'est-ce qui se passe avec la culture ?</p>	<p>20 h 35 CINÉMA</p> <p>Marie-Antoinette ■ Le roman de sa vie, avec Michèle Morgan.</p> <p>22 h 45 DÉBAT</p> <p>Les décors de l'écran Fallait-il renover le Tchernaud ? Un procès toujours recommencé...</p>	<p>20 h 35 JEU</p> <p>Des chiffres et des lettres 22 h 05 DIVERTISSEMENT.</p> <p>La caméra cachée 22 h 48 DOCUMENTAIRE</p> <p>Qu'est-ce qui se passe avec la culture ? (2)</p>	<p>20 h 35 CINÉMA</p> <p>Al Babu et les quarante voleurs ■ Des « Mille et Une Nuits » à l'honneur maraillaise. Curieux.</p> <p>22 h 10 MAGAZINE</p> <p>Édition spéciale L'Opéra de la Basille.</p>
FR3	<p>20 h 35 CINÉMA</p> <p>La parole notée ■ Robert Taylor face à Stewart Granger.</p> <p>22 h 40 MAGAZINE</p> <p>Océaniques Tout sur Edgar Poe.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA</p> <p>La pistonné ■ Guy Bedos, bidasse au Maroc.</p> <p>22 h 35 CINÉMA</p> <p>Un soir, un train ■ Un voyage inspiré par les grandes peintres belges du surréalisme.</p>	<p>20 h 35 TÉLÉFILM</p> <p>La grâce Marcel Aymé adapté par Pierre Tchernia.</p> <p>21 h 35 MAGAZINE</p> <p>Archipel sonore 22 h 30 MAGAZINE</p> <p>Opéra</p>	<p>20 h 35 SÉRIE</p> <p>La Maquie Une vedette disparait.</p> <p>21 h 55 DÉBAT</p> <p>Les droits de l'homme en URSS aujourd'hui 23 h 15 DOCUMENTAIRE</p> <p>La pierre en pleurs</p>
CAVIA	<p>20 h 30 CINÉMA</p> <p>Les trois villages de la peur ■ Trois sketches d'épouvante.</p> <p>22 h 05 TAURONMACHIE</p> <p>Comedia A la Pétre de Mmes.</p>	<p>20 h 30 CINÉMA</p> <p>Peggy Sue s'est mariée ■ Comédie sentimentale et nostalgique.</p> <p>22 h 10 CINÉMA</p> <p>Halt ■ La célèbre comédie musicale « contestataire » revue par Mille Forman.</p>	<p>21 h CINÉMA</p> <p>Corps et corps □ Satire gauchoise.</p> <p>22 h 25 SPORT</p> <p>Football Un match du Tournoi de Paris.</p>	<p>20 h 30 SPORT</p> <p>Football Finale du Tournoi de Paris.</p> <p>22 h 35 CINÉMA</p> <p>L'habiller de la panthère rose ■ Douloureux tentative de faire revivre la célèbre série policière.</p>
LA 5	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>Panique sur le green Les cadavres s'écroulent.</p> <p>22 h 30 SÉRIE</p> <p>Deux flics à Miami</p>	<p>20 h 30 CINÉMA</p> <p>Le secret de la planète des étages □ Science-fiction traditionnelle et spectaculaire.</p> <p>22 h 25 SÉRIE</p> <p>Deux flics à Miami</p>	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>Le loup de la jungle Mission au Vietnam du Sud.</p> <p>22 h 20 SÉRIE</p> <p>Deux flics à Miami</p>	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>La réseau Enquête après l'enlèvement d'une jeune fille.</p> <p>22 h 25 SÉRIE</p> <p>Deux flics à Miami</p>
M6	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>La course vers le pôle Deux hommes à l'assaut des terres boréales.</p> <p>22 h 10 TÉLÉFILM</p> <p>Les Borgias ou le sang doré (1^{re} partie).</p>	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>Panique dans la télégraphie La coup de la prime à 2 000 m d'altitude.</p> <p>21 h 45 TÉLÉFILM</p> <p>Les Borgias ou le sang doré (2^e partie)</p>	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>Les silences du cœur Un adolescent désespéré.</p> <p>22 h TÉLÉFILM</p> <p>Les Borgias ou le sang doré (fin)</p>	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>Réunion de famille Comédie.</p> <p>22 h 10 THÉÂTRE</p> <p>A la police du papa Avec Henri Tisot.</p>

Truquages sur images

Par BRUNO FRAPPAT

lées, on ne sait, en tout cas en un endroit qu'on ne saurait nommer.

••

M. Fourton est bon prince et sage compagnon. Durant les longs moments de ce supplice méthodiquement et catibodiquement imposé, il ne pipa mot. Mieux : il s'efforça, en conservant sous sa grotesque perruque grise et bouclée un sourire aussi large que crispé,

UN patron, ça n'est pas rien ! C'est aux commandes, ça prend des décisions graves qui engagent les autres, beaucoup d'autres, ça inspire le respect, les son-
lions, hum, disants et puisant, les patrons.
On apprend qu'ils ont décidé ci, on croit
savoir qu'ils pensent par là, ils sont entourés de
conseillers officiels ou occultes, on leur
supprime des réseaux, des accommodations,
des connaissances spéciales. Le mystère est dans
leur panoplie, la compétence est à leur
bouclier, l'autorité leur moyen, la réussite
leur cap.

Ils rognent, tranchent. Sans états d'âme,
et sans faiblesses, ils travaillent beaucoup, et
l'entrepreneuriat est leur malheur. Ils savent et
régissent, héros de ce temps où la vision se
mesure en comptes consolidés. Ils sont les
guerriers admirables des conjugués exté-
rieurs, les Napoléon de la finance, les
Alexandre le Grand de la prise de participa-
tion, les Attila du bénéfice : où ils passent, le
changement se impose plus.

Naturel, donc, qu'on lui honnore. Et que, la
télévision étant à la gloire d'autour tout ce
qui valent aux *Té Deux* offrir les grandes
conférences, ça soit sur le petit écran que cela
se passe.

La trôné, trançois. Sans étiés d'âme,
Les trônés, trançois. Ils travaillent beaucoup, et
entrent en leur malheur. Ils savent ce qu'ils valent
par l'égalité, hâtes de ce temps où la valeur se
construit en comptes consolidés. Ils vont se
relever admettent des conquêtes exté-
rieures, les Napoléon de la finance, les
Grand de la prise de participation.
les Anna ou Benoîte : où ils passent, le
passage ne repousse plus...

Naturel, donc, qu'on les honore. Et que, la télévision étant à la gloire d'aujourd'hui, ce qu'étaient aux *Te Deum* d'hier les grandes cathédrales, ce soit sur le petit écran que cela se passe.

Pren' Jean-Georges Fontout, le patron de Rhône-Poulenc. Ça n'est pas un petit monsieur, c'est du haut de gamme, plantainé. Pas un quadam de sous-préfecture : une puissance. Il est clair qu'il devait figurer dans la brochure de PDG réunis sur le plateau d'Arennes 2 pour la remise des trophées du groupe ! L'expansion. L'oublier est été pire qu'un attonn, une erreur. Chapeau bas devant Rhône-Poulenc.

On le reconstruit pour le dissiper, au district amateur du Paradis laïc, bon à la mode, un certain Ségol, sorte de bonhomme de comice agricole pour public en smoking. Il prit, par le menu lui, Pourroux-de-Rhône-Pontévrault comme M. Loyal, contributif d'un public d'enfants, au cirque, la victime innocente du numéro stultus, et le ténia comme un roi. Asses-puiss donc là, mouster le PDC, ténier ça. Voici un costume Grand Ségol, une pernique royale et un vaste chapeau. Ainsi exhibé, encore qu'hétéroïque, le piton s'efforça de maintenir sur son chef l'humaine liberté mal ajusée et que lui renvoyait incessamment un dossier et trop haut. Sa Majesté se pouvait faire autrement qu'elle n'ait l'air consentant, mais c'était, comme bien on le verrait, par ses suites à cette affaire domées, plus pourrouse contraintes qu'exténation pieuse.

Palm-entrer les files! Et voilà, défilant devant le grand-tri-grand-PD, trois griffes décentes par-devant mais nues par-derrière, se remuant pour rigoler, dans ce subtil étonnement, leur fessier dodi devant l'auguste face du monarque plébé. Ce fut la dernière fois que les trois griffes, dans leurs danses de courtoisiers, accompagnèrent, dans leurs dansements par un valet passant, épologiquement, leur époussette le popotin d'une manière exquise. Fût la révolution dont on separa un instant, mais on se trouva qu'elle abîmât les souffrances de bon tout, muet. Nouvelle brigade d'émonstiatrices, polissantes cils et du mauvais faubourg. Quant au mauvais côté de leurs personnes – du point de vue ou se place qu'est celui de l'habituelle décence... – Il s'ornait de secondes tricolores, pochettes, plantes, co-

lées, on ne sait, en tout cas en un endroit qu'on ne saurait nommer.

••

M. Fourton est bon prince et sage compagnon. Durant les longs moments de ce supplice méthodiquement et catibodiquement imposé, il ne pipa mot. Mieux : il s'efforça, en conservant sous sa grotesque perruque grise et bouclée un sourire aussi large que crispé,

A simple line drawing of a door with a handle. The door is rectangular with a thick border. A handle is attached to the right side, consisting of a small rectangular base and a curved, lever-like top.

de laisser croire qu'il était honoré, content d'être là. Mais on voyait bien qu'il ajoutait à la contrainte subie celle qu'il s'imposait, de ne pas faire d'état, de ne pas plaquer la Seraglio, ses pompes, ses frusques, ses menottes affolantes et, se chassant lui-même de la scène, de donner leur congé public aux visiteurs qu'il venait convoqué. Il s'exprimait

Tout ce chapitre attale, dans le bon goût de la gauchiste fanatique, ne va-t-il pas en fait à l'encontre de l'émotion, par leur embarras manifeste, à leur tour, comprendre qu'ils n'étaient pas loin de penser comme lui.

Il y a pire situation que celle où s'est fourné M. Pourton. En Chine, par exemple, c'est sans doute un aspect second de la tragédie, mais cela méritait un arrêt sur image: les caméras auront certainement montré à quel point l'ambiguïté de

leur rôle, en fonction de leur usage. On avait pu louer, au moment de la révolte étudiante,

quant à l'ordre entre Croix et Joyeux, il est évident que la Chine s'efforçait à la démocratie, le rôle de la télévision, sa fonction théâtrale, et même de protection. Le fait que tout ce qui se produisait était filmé, enregistré, diffusé, faisait comme un rempart d'images, était un appui au mouvement : les mauvais coups sont moins aisés à commettre sous la lumière des projecteurs et sur la scène publique.

Funeste erreur : ce qui lui valait dans la phrase ascendante du mouvement se révéla, à l'inverse, les chans étant passés par là, l'écoulement erré. Les canchats s'étaient renoués comme des luals. L'image devenait délirante, filicée. Les visages n'étaient plus, prosés. Les magnétoscopes de la police d'Etat fournissaient aux seigneurs du peuple chinois les premières pièces à conviction des procès à venir. On avait filmé les têtes par-devant. On traitait dans les moudes.

Ce n'était évidemment pas une relation pour se maudire de la voir fléchir. A la prochaine occasion, il faudra aussi s'efforcer de montrer de faire paraître. Sinon ce serait fermer, littéralement, les yeux. Et d'ailleurs les motifs choisisés s'expliquent-ils beaucoup de nos canifés ? A chaque carrefour de Pékin, il y a longtemps que la police avait disposé les équilibres idéologiques, ses yeux électroniques et leurs, et ce s'entend dans les archives de l'Etat et du parti, la vidéolittérature des punitions.

la conversation. L'une, blouze, très BCBO, dédaignait la mémoire de Salazar, « notre histoire » déclarait que « la révolution et la terre sont intimement liées ». L'autre, plus ratée et joyeuse, Bichardie, timentes, rêvait de la santé. Il ne faut pas faire de l'histoire. On dit que la pesteirologie c'est vraiment l'histoire, mais là je ne vous pas le laisser. Peut-être que ce n'est pas la révolution. J'avant dit, elle se mord les lèvres et me la main sur sa bouche, regardant la caméra. On comprend qu'elle demande si elle n'a pas peut-être une étonnante, une parole dangereuse, un propos irrévérencieux pour la pesteirologie.

La glanotte, elle, est en marche. On la bien vu au cours de la même émission. On savait que la prognose faisait des merveilles en Union soviétique. Le constat, il est pas mélié, mais qu'est nouveau, c'est qu'on vous le dit, depuis approcher l'indépendance avec l'Inde de l'Eilat, il est accompagné dans la banque de sa localité. Il est accompagné de l'équipe française de télévision. La banque, après lui avoir tendu un vague formulaire, lui fait remettre des lasses de troubles. Le voilà richement noté.

Il a joué le jeu. Mais pas, jusqu'au bout. Reintre à la maison, il se confesse : « Tout ce qu'on vous a montré était bideau, du bideau. C'était seulement pour que vous me finiriez en train de recevoir de l'argent. Il y a un an que nous demandons 'un crédit et on n'a pas touché un kopeck, et là, en un jour on touche tout ! C'est inlassable en Union soviétique... » Les images, ça va de l'or, et même des orbes.

Du calme!

Voilà deux fois que je regarde le magazine de Claude Sérillon, « Edilution spéciale ». La première fois déjà, une chose m'avait passé par la tête : « Pourquoi ne pas parler des comédiens dans la rubrique des médias ? » Alors qu'on était censé parler des comédiens dans la rubrique des médias, Daniel Mesguich s'est un peu fait l'écho des préoccupations de cette sphère particulière en compagnie de quelques comédiens embourbés dans l'horreur des fameuses « sit-com ». Mais quand même, complet-coin, inviter Michel Legrand le jour où il sera question des musiciens qui meurent de faim ?

Le 15 juin, à l'occasion de l'émission spéciale consacrée à la Pologne en direct de la Diète, mon appartement a été tout autre. Car, non content d'assommer son auditoire à coups de mini reportages au goût de sensationnel, tronqués, quasiment insultants pour l'ensemble des Polo-

naïses (marchés noirs, corruption, logement, pollution, toutes choses évidemment vraies, bien sûr, mais est-il judicieux maintenant de ne peindre le pays que sous cet angle infernal ?) Claude Sérillon s'est posé en arbitre — comme il c'était lui qui supervisait la démocratisation du régime polonais ! — devant les divers représentants de la société polonaise.

Sa façon sans nuances, sa prédilection marquée à mettre les pieds dans le plat à chaque question (comme si on pouvait répondre à tout par oui ou par non !), son arrogance insouciance de détenteur des vérités et des solutions devant un pays fragile, faible, au passé indubitablement terrible, heureusement sur une voie changeante, m'ont ralenti, quand, alors que je me croyais victime d'un accès de mauvaise humeur, je vis Jack Kuron, membre de Solidarité, lui faire

Il serait temps que tous ces présentateurs-vedettes se calment, et se fassent retirer l'Audiot qui on semble leur avoir enfilé dans le

FRANÇOIS GORTHALS.
(Lambertini.)

L'écume et la vague

C'est avec une impatience curieuse que j'ai attendu « Les nouveaux Russes » (mercredi 14 juin, A2). Ne nous prometait-on pas du quotidien, du direct, du convulsi (dans les studios soviétiques) ? Bref, j'étais là à l'heure prévue.

Palavras ! Rien de ce qui est cher aux Occidentaux n'est déformé, étrange, ou surréaliste : la pub, les secoups, le mûle, la mode. La démocratie avance à grand pas... Entendons-nous bien, je ne porte pas le crayon des lignes de vertu, mais je vois la silhouette d'écume et non la vague déferlante d'une libération (à vue il y a, l'émulsion ne m'en a rien dit). La séquence du mannequin ne manquait pas d'intérêt, mais par ce qu'elle ne disait pas : la femme est mannequin, voilà qui est nouveau en URSS, elle est aussi femme, résidente d'une localité banale et vit difficilement, voilà qui est ancien en URSS.

le nouveau, le progrès sont donc l'introduction de la mode en URSS ? N'y va-t-on pas alors chercher des signes de reconnaissance, au lieu de se laisser surprendre, étonner ? Quant au reste, une phrase peut le résumer en guise de conclusion triste : les nouveaux Russes travaillent plus, ils mangent moins, mais les nouveaux paysans russes n'ont même pas les poches !

Du direct ! Quand la télévision parle de la télévision, son discours est et s'écrit comme un discours de direct (Léonard dévoté, les confidences des survivants en direct). Va pour le direct ! Mais il y faut un peu de tact : j'ai vu des journalistes incompétents et délinquants interrompre une interview avant même que le traducteur ait fourni la réponse, parce qu'ils ont tout pen importé ce que ces gens avaient à dire, il fallait que se déroule le spectacle que la télévision s'offrait à elle-même. C'est ainsi qu'une vieille dame poursuivait une histoire à la fois étonnante et exotique, hors champ, désqualifiée par une machine télévisuelle qui la dépassait. Cette voix off légère et têtue, convertie très vite par les voix pressées des journalistes, m'a fait rester pour moi la vérité de cette émission : à partir de là, j'ai cessé de la suivre.

FRANÇOISE-MARIE JACQUE.
(Mongron.)

PRÉCISION — Sylvain Bailly et Michel Carabiniel ne sont pas journalistes à l'« Etudiant » ainsi que nous l'avons indiqué dans notre article consacré aux magazines de la SEPT (le « Monde » Radio Télévision daté 25-26 juin). Ils dirigent l'« Espace Image » qui produit l'« Imagine ». Les enquêtes de ce magazine sont réalisées en collaboration par les journalistes de la société de production et par ceux de l'« Etudiant ».

Truquages sur images

PAR BRUNO FRAPPAT

COURRIER

Mise au point

Canal + 0,1. Total : 3,4 points Médiamat en audience par foyer.

2. Il est faux de dire que « Télématin » culmine à 2,2 points Médiamat à 8 h 15. Dans la semaine du 19 au 23 juin, l'émission a été à 2,2 points Médiamat à 8 h 15, de 3,2 le lundi 19, 3,9 le mardi 20, 3,6 le mercredi 21, 3,8 le jeudi 22 et 4 points le vendredi 23.

3. Il est également faux d'écrire que la moyenne d'écoute est de 15 minutes alors que la dernière étude faite de l'audience de « Télématin » en juin 88 situe cette durée à 40 minutes (Enquête ESTEL-télévisée les 10 et 11 juin 1988.)

4. Ces « détails » mis à part, votre journaliste parle, concernant notre information, de « petits suppositoires de news jétés sur un vaste champ convulsié de variétés, rubriques, dessins animés, etc. »

Je résume formellement ce désopilant. Sur les deux heures de « Télématin », l'équipe de journalistes que j'aimais assure près d'une heure de news.

— Journal en images de 4 minutes à 6 h 30 ;

— Flash de 2 minutes à 6 h 45 ;

— Journal de 10 minutes à 7 heures ;

— Titres et point de vue, édité de 3 minutes à 7 h 15 ;

Suite à l'enquête d'Ariane Chénin sur les télévisions du matin, parue dans notre dernier supplément, Christian Franchet, rédacteur en chef de « Télématin », (A2) nous a adressé la mise au point suivante :

1. L'audience globale des télévisions du matin n'est pas de 0,7 point Médiamat, comme l'affirme votre collaboratrice. Elle se situe entre 3 et 4 points, selon les jours.

Le mercredi 21 juin par exemple, l'Antenne 2 a fait 1,2 point, TF1 0,8, la Cinq 0,6, FR3 0,4, M6 0,2,

BÉNARNE du 18 juin au 23 juin	
Les émissions les plus regardées	
En début de soirée	
Vérité : A la recherche	17 %
(vendredi 23, TF 1).	
Cinéma : Les brèves verts	16 %
(lundi 19, FR 3).	
Cinéma : Pirettes	16 %
(dimanche 26, TF 1).	
Vérité : Sacre soirée	15 %
(mercredi 21, TF 1).	
Vérité : Tour Eiffel 89	15 %
(jeudi 22, TF 1).	
En milieu de soirée	
Magazine : Unhuit	9 %
(jeudi 22, TF 1).	
Magazine : Ciel, mon mardi !	8 %
(vendredi 20, TF 1).	
Magazine : Super sexy	7 %
(lundi 19, TF 1).	
Magazine : SOS	6 %
(vendredi 23, TF 1).	
Cinéma : Bofo	5 %
(jeudi 22, TF 1).	
(1 % Médiamat)	
= 494 000 individus	
âgés de six ans et plus.	

du soir

VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
7 juillet	8 juillet	9 juillet
20 h 30 JELIX Intervilles	20 h 35 VARIÉTÉS Michel Leeb à l'Olympia	20 h 35 CINÉMA Danton
22 h 35 MAGAZINE 52' sur la Une Le Kremlin de la perestroïka.	22 h 15 SÉRIE Dans la chaleur de la nuit	23 h CINÉMA Alla, brigade spéciale
20 h 35 SÉRIE Eurofiles	20 h 40 JEUX Jeux sans frontières	20 h 35 TÉLÉFILM L'homme de la chambre 22
21 h 35 MAGAZINE Apostrophes Autour de Roger Stéphane.	22 h DOCUMENTAIRE Les grandes batailles En Angleterre, pendant la guerre.	Un innocent est accusé.
23 h 15 MAGAZINE Les enfants du rock	23 h 25 FEUILLETON Retour au château	22 h 05 MAGAZINE Musiques au cœur En direct du château de Versailles.
20 h 35 SÉRIE Le Masque Assassiné comme dans ses livres...	20 h 35 DESSINS ANIMÉS Sandymania	20 h 35 DOCUMENTAIRE Opéras
21 h 30 MAGAZINE Thalassa	22 h 15 MAGAZINE Le d'yan	Où en est la propagande ?
22 h 50 DOCUMENTAIRE La Tour est une star La Tour Eiffel et le septième art.	22 h 35 DOCUMENTAIRE La grande aventure d'Alk-an-Provence La genèse du Festival.	21 h 30 MAGAZINE Océaniques
20 h 30 TÉLÉFILM 37° à l'ombre Réglements de comptes en Floride.	20 h 30 SÉRIE Un jour à Rome.	22 h 30 CINÉMA La lettre du Kremlin
22 h SÉRIE Jack Killian, l'homme au miroir Un détective reconstruit dans le radio.	21 h 50 SPORT Boxe Championnat du monde des super-welters.	Corruption et vice du milieu de l'espionnage.
20 h 30 TÉLÉFILM La maîtresse du sénateur Amour extrême.	20 h 30 TÉLÉFILM Le paradis des Amazones Des femmes, rien que des femmes. Et irréductibles.	20 h 30 CINÉMA Liberté, égalité, choucroute
22 h 25 SÉRIE Deux filles à Miami	22 h 15 SÉRIE La belle et la bête	La tradition irréductible.
20 h 30 TÉLÉFILM Exécuté pour désertion Le destin tragique du soldat Sivov.	20 h 30 TÉLÉFILM Sortie de secours L'enquête d'un détective de la brigade des stupés.	22 h 05 VARIÉTÉS Michael Jackson Lors de sa tournée mondiale.
22 h 30 SÉRIE La malédiction du loup-garou	21 h 55 TÉLÉFILM La bombe Déjà diffusé le semaine dernière.	20 h 30 TÉLÉFILM Echec aux hors-la-loi Au Wyoming, des bons et des méchants.

PHOTOS DE COUVERTURE : EL PAIS; AFP; WILTON in « Homme et femme au cap Horn » / Ed. Cely.

Sommaire 3

ÉTRANGER	16
Espagne : TV3, la catalane	
TÉLÉVISION	4
Les films de la semaine	
Lundi	
La perle noire : Gentlemen Granger	
Mardi	
Allo, Allo ! La France franchouillarde	
Mercredi	
La vengeance aux deux visages : Cuisine australienne	
Jeudi	
Edition spéciale : Les fourmis de Claude Sérillon	
Vendredi	
Thalassa : Les derniers forçats de la mer	
Samedi	
Un jour à Rome : Star malgré elle	
Dimanche	
Casino international : Un jeu ancien remis au goût du jour	
RADIO	21
France-Musique	
Portraits en concert : Quelques cendres pour enseigner la terre	
France-Culture	
Les mardis du cinéma : D'un Prévert l'autre	
A voix nue : Les « trois siècles » de Georges Charensol	
Les autres radios	
ACTUALITÉ	26
Où est-ce qui se passe avec la culture ?	
Sur la piste des résistances	
Echo	
Courrier	
Chronique	
Truquages sur images par Bruno Frappat	
31	

Corps et corps

Film français d'André Halimi (1987), avec P. Kieffer, G. Audran, J.-P. Kato, V. Mouton, K. Jochen, J. Lagarde. A la suite d'une confrontation d'un corps avec un autre, le corps d'un homme se transforme et se déforme. Une œuvre d'art qui se perd dans un monde grotesque.

Mardi 6, 21 h (81 min).

L'habiller

Film américain de Blake Edwards (1983), avec T. Wase, H. Loni, D. Niven, Capullo, R. Wagner, L. Ash. Après la disparition de son mari et un mariage avec un autre homme, la femme se transforme. Une œuvre d'art qui se perd dans un monde grotesque.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Le général rebelle

Film américain de Joseph Sargent (1977), avec G. Peck, Ed Flanders, D. O'Hair, L. Boner, M. Dwyer. Les victoires militaires du général MacArthur sont mises en doute. Une œuvre d'art qui se perd dans un monde grotesque.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Les sauteurs du plaid

Film français de Jean-Pierre Mocky (1983), avec C. Vanel, D. Gely, J. Millaud, J. L. Bouchet, J. P. V. Le film est une œuvre d'art qui se perd dans un monde grotesque.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Les soirées du 10 au 14 juillet

LUNDI 10

TF 1 : 20.30 Faut-il... La comédie de Chervé (1987). 22.00 Magazine : Super 8. 23.00 Journal.

A 2 : 20.30 Théâtre : Les sauteurs du plaid, film de Jean-Pierre Mocky, avec C. Vanel, D. Gely, J. Millaud, J. L. Bouchet, J. P. V. 22.00 Journal.

FR 3 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

CANAL + : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

MARDI 11

TF 1 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

A 2 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

FR 3 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

CANAL + : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

CANAL +

Les films de

Film français de Jean Girault (1983), avec J. L. Bouchet, J. P. V. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

Tout l'or du professeur

Film franco-italien de Steno (1988), avec B. Spender, M. Constantini, M. Demongot, D. Karli, P. Roberts. Un professeur est enlevé dans une prison. Une œuvre d'art qui se perd dans un monde grotesque.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Le mutant

Film américain de Allan Hazman (1982), avec J. Vire, J. Chazman, D. Dunlop, L. Chiles, F. Herf, R. O. W. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

Mardi 6, 21 h (81 min).

La sorcière

Film français de Marcel Balle (1983), avec C. Vanel, D. Gely, J. Millaud, J. L. Bouchet, J. P. V. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

Mardi 6, 21 h (81 min).

Les soirées du 10 au 14 juillet

MERCREDI 12

TF 1 : 20.30 Faut-il... La comédie de Chervé (1987). 22.00 Magazine : Super 8. 23.00 Journal.

A 2 : 20.30 Théâtre : Les sauteurs du plaid, film de Jean-Pierre Mocky, avec C. Vanel, D. Gely, J. Millaud, J. L. Bouchet, J. P. V. 22.00 Journal.

FR 3 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

CANAL + : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

JEUDI 13

TF 1 : 20.30 Faut-il... La comédie de Chervé (1987). 22.00 Magazine : Super 8. 23.00 Journal.

A 2 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

FR 3 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

CANAL + : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

Les films de

Film français de Jean Girault (1983), avec J. L. Bouchet, J. P. V. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

Les grandes vacances

Film franco-italien de Jean Girault (1987), avec L. de Funck, M. Kelly, F. Lécot. La vie d'un collège espère pour les vacances. Une œuvre d'art qui se perd dans un monde grotesque.

Mardi 6, 21 h (81 min).

REDUCTIONS

Film français de Jean Girault (1987), avec L. de Funck, M. Kelly, F. Lécot. La vie d'un collège espère pour les vacances. Une œuvre d'art qui se perd dans un monde grotesque.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Le mutant

Film américain de Allan Hazman (1982), avec J. Vire, J. Chazman, D. Dunlop, L. Chiles, F. Herf, R. O. W. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

Mardi 6, 21 h (81 min).

Les soirées du 10 au 14 juillet

VENDREDI 14

TF 1 : 20.30 Faut-il... La comédie de Chervé (1987). 22.00 Magazine : Super 8. 23.00 Journal.

A 2 : 20.30 Théâtre : Les sauteurs du plaid, film de Jean-Pierre Mocky, avec C. Vanel, D. Gely, J. Millaud, J. L. Bouchet, J. P. V. 22.00 Journal.

FR 3 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

CANAL + : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

Samedi 15

TF 1 : 20.30 Faut-il... La comédie de Chervé (1987). 22.00 Magazine : Super 8. 23.00 Journal.

A 2 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

FR 3 : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

CANAL + : 20.30 Chénou : La danse du Fado avec des luthiers et un fado. 22.00 Journal. 23.00 Magazine : Cadeaux (Cory Aquino, 1987).

Radio-France

Les Soviétiques

Les auditeurs européens équipés pour capter les émissions du satellite français TDF 1 peuvent, depuis le 10 juillet, écouter, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, une sélection de programmes culturels et journalistiques soviétiques. Tous les programmes de France-Musique, France-Culture et France-Musique, composés d'émissions choisies dans le catalogue de France-Musique, sont diffusés en continu.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Le Bicentenaire

La 5 a trouvé un angle original pour évoquer la Révolution de 1789 : vingt-cinq émissions de quinze minutes, intitulées « Révolutions », diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

« Les enfants du rock »

Les enfants du rock, c'est une série de quatre émissions de quinze minutes, diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Des pincesaux

Des pincesaux, c'est une série de quatre émissions de quinze minutes, diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Radio-France

Les Soviétiques

Les auditeurs européens équipés pour capter les émissions du satellite français TDF 1 peuvent, depuis le 10 juillet, écouter, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, une sélection de programmes culturels et journalistiques soviétiques. Tous les programmes de France-Musique, France-Culture et France-Musique, composés d'émissions choisies dans le catalogue de France-Musique, sont diffusés en continu.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Le Bicentenaire

La 5 a trouvé un angle original pour évoquer la Révolution de 1789 : vingt-cinq émissions de quinze minutes, intitulées « Révolutions », diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

« Les enfants du rock »

Les enfants du rock, c'est une série de quatre émissions de quinze minutes, diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Des pincesaux

Des pincesaux, c'est une série de quatre émissions de quinze minutes, diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Une cité du cinéma

Quatre salles de cinéma (dont une Omnimax), des studios de production pour la télévision et pour le cinéma, un centre de formation et d'animation... le projet est ambitieux, risqué. Exactement ce qu'il faut à Radio-Canada, qui en a assez, dit-il, du fameux « travail de bout de bois » qui caractérise souvent la production québécoise et même canadienne. On veut, nous, que ce soit gros, important, ce soit une œuvre d'art, ce soit une œuvre de qualité.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Le Bicentenaire

La 5 a trouvé un angle original pour évoquer la Révolution de 1789 : vingt-cinq émissions de quinze minutes, intitulées « Révolutions », diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

« Les enfants du rock »

Les enfants du rock, c'est une série de quatre émissions de quinze minutes, diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Des pincesaux

Des pincesaux, c'est une série de quatre émissions de quinze minutes, diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Radio-France

Les Soviétiques

Les auditeurs européens équipés pour capter les émissions du satellite français TDF 1 peuvent, depuis le 10 juillet, écouter, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, une sélection de programmes culturels et journalistiques soviétiques. Tous les programmes de France-Musique, France-Culture et France-Musique, composés d'émissions choisies dans le catalogue de France-Musique, sont diffusés en continu.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Le Bicentenaire

La 5 a trouvé un angle original pour évoquer la Révolution de 1789 : vingt-cinq émissions de quinze minutes, intitulées « Révolutions », diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

« Les enfants du rock »

Les enfants du rock, c'est une série de quatre émissions de quinze minutes, diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

Des pincesaux

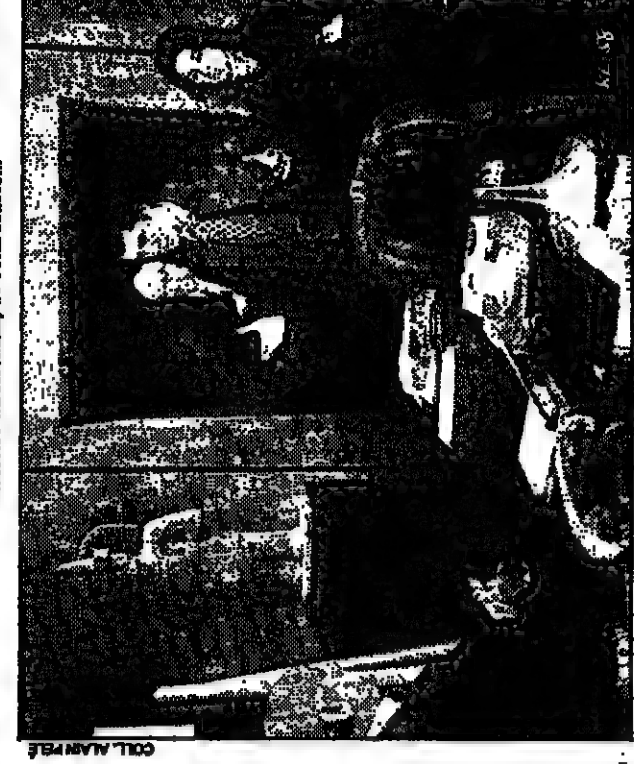
Des pincesaux, c'est une série de quatre émissions de quinze minutes, diffusées par Aurélie Mazzone et Eric Porcia. Le 10 juillet, à 17 h 30, une émission spéciale pour enfants avec messages de France-Musique.

Mardi 6, 21 h (81 min).

ELIOTT ERWITT/MAGNUM

016000 0-10110 0000

La vieillesse, à Paris, en 1789, du cruel saffir de Bagdad, chamboule la cours de la Révolution française. Dans la tradition inévitable des opérettes d'Offenbach ou des revues de mazo-hall, une mise en scène — vient aussi un parti politique de gauche actuel — dont le bouffonnement n'a pas beaucoup plu au public.



The safe way to find out about Delany

6

Lundi 3 juillet

TF 1

- 6.28 Magazine : Une première.
Présenté par Robert Marthe. Avec le Journal à 7.30, 7.50 et 7.55 : Les cinq premières minutes à 7.30.
- 7.40 Club Dorothée matin.
Présenté par Dorothée.
- 8.28 766 shopping.
Club Dorothée.
- 8.58 Club Dorothée midi.
Présenté par Dorothée.
- 10.40 Jeu : Et vous êtes...
Présenté par Dorothée.
- 11.05 Feuilleton : Le dessin du docteur Carter.
Avec Nicolas Kerd, Bruno Brézel (1^{er} épisode).
- 11.30 Jeu : Jeopardy.
Avec Philippe Ruel.
- 12.00 Tourne... musique.
Avec Les Jokers.
- 12.30 Jeu : Les Jokers.
- 13.00 Journal.
- 13.30 Météo et Bourne.
Présenté par Dorothée.
- 14.25 Téléfilm : Docteur Teyssier.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 16.00 Feuilleton : En cas de bonheur.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 16.25 Club Dorothée soirée.
Présenté par Dorothée.
- 18.10 Série : Les ruses de Saint-François.
Tous de monnaie.
- 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
Présenté par Dorothée.
- 20.30 Feuilleton : La comtesse de Chénery.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 22.00 Magazine : Super sexy.
Présenté par Dorothée.
- 22.55 Journal et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 23.15 Adhésions : R&D : 2000 financements.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 0.15 Série : Ordres d'habitation.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 0.40 Série : Ordres d'habitation.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 1.05 Feuilleton : C'est déjà demain.
Avec Jean-Claude Bouillon.

A 2

- 6.30 Télématin.
Avec le Journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 6.50 Feuilleton : Amour éternel votre.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 8.58 Éric et compagnie.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 11.35 Série : La fille à la maison.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 12.00 Flash d'information et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 12.30 Jeu : Les maris de l'A2.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 13.00 Journal et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 13.45 Magazine : Aventures-voyages.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 14.30 Série : Falcão Crest.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 15.00 Sport : Champion.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 15.30 Série : Top modél.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 18.45 Série : Les chiffres et des lettres.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 19.10 Acquisitions régionales.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 20.00 Journal et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 20.35 Théâtre : Double d'honneur.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 22.30 Magazine : L'éclair.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 23.00 Documentaire : Qui est-ce qui...
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 0.15 Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 0.20 Soirée spéciale : Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 0.25 Le Journal du Tour de France (credit).

FR 3

- 11.58 1789 au jour le jour.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 12.00 Magazine : Espérance 89.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 12.57 Flash d'information et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 13.05 Feuilleton : La vie d'Henriette.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 13.30 Magazine : Regardez de femme.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 13.57 Flash d'information et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 14.00 Feuilleton : Fimingo nord.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 14.50 Magazine : C'est pas juste.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 15.40 Magazine : C'est pas juste.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 16.40 Magazine : C'est pas juste.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 17.00 Flash d'information et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 17.05 De 17.05 à 18.00 Années 3.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 17.10 Sport : Champion.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 17.30 Série : Super héros.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 18.00 1789 au jour le jour.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 18.30 Magazine : D'après vous la météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 18.50 Jeu : Questions pour un champion.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 19.00 De 19.00 à 19.30 Informations.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 19.58 D'après vous la météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 20.08 Jeu : La classe.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 20.35 Cinéma : La perle noire.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 22.15 Journal et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 22.40 Magazine : Océaniques.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 23.40 Musique, musique.
Avec Jean-Claude Bouillon.

L A 5

- 6.00 Le Journal permanent.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 7.30 De 7.30 à 8.00 Des infos animées.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 7.55 Princesse Sarah (credit).
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 8.20 Rêmi sans famille (credit).
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 8.45 Éventim.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 8.00 Télé-écho.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 8.15 Série : Volonté, volonte.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 10.30 Feuilleton : La demoiselle d'Avignon (7^{ème} épisode).
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 11.00 Série : Les brigades du Tigre.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 12.05 Boulevard et compagnie.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 12.50 Magazine : Le journal.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 13.00 Journal.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 13.35 Série : L'inspecteur Derrick.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 18.00 Sport : Tennis.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 18.30 Journal et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 3.05 Volein, volein (credit).
Avec Jean-Claude Bouillon.

M 6

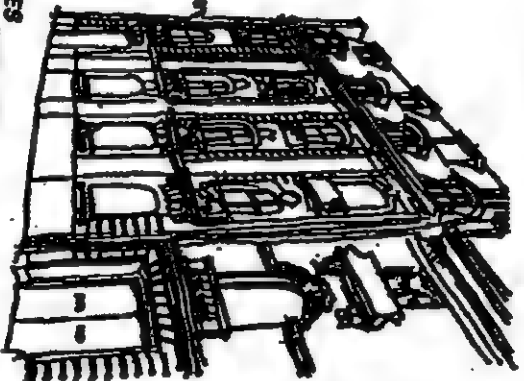
- 6.30 Les masters des découvertes.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 6.40 Météo : Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 8.00 Informations : M 6 express.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 10.30 M6 boutique. Télé-écho.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 11.05 Magazine : La vie d'Henriette.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 11.25 Feuilleton : La princesse du rail (credit).
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 11.50 Hic, hic, hic, hic.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 12.05 Des infos animées : Grégoire.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 13.20 Série : Les routes du paradis.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 13.45 Série : Les routes du paradis.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 14.50 Magazine : C'est pas juste.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 15.40 Magazine : C'est pas juste.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 16.40 Magazine : C'est pas juste.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 17.00 Flash d'information et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 17.05 De 17.05 à 18.00 Années 3.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 17.10 Sport : Champion.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 17.30 Série : Super héros.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 18.00 1789 au jour le jour.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 18.30 Magazine : D'après vous la météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 18.50 Jeu : Questions pour un champion.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 19.00 De 19.00 à 19.30 Informations.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 19.58 D'après vous la météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 20.08 Jeu : La classe.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 20.35 Cinéma : La perle noire.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 22.15 Journal et Météo.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 22.40 Magazine : Océaniques.
Avec Jean-Claude Bouillon.
- 23.40 Musique, musique.
Avec Jean-Claude Bouillon.

AGENDA IMMOBILIER

GROUPE ZAUBERMAN

ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS

paiement comptant



EXPERTISE VOS IMMEUBLES
RÉNOVATION - PROMOTION

PROMOVIM
2, rue Etienne-Marcel
75001 PARIS.
Tél. : 43-36-26-26

MANDELEU COTE D'AZUR

Investissez au Hameau des Grenadières
Résidence de 3 hectares, piscine, Club House
2 places duplex avec jardin
Gareille localisée par contrat - Bureau de vente : 82-87-88-87
Documentation CONTACT IMMOBILIER
19, boulevard Gambetta, 06110 LE CANNET

NOUVEAU de Monde

IMMOBILIER

AGENDA IMMOBILIER

mercredi + jeudi + vendredi
+ samedi (RADIO-TELEVISION)

PUBLICITE :

RENSEIGNEMENTS & RÉSERVATIONS :

45-56-91-82 puis 43-24-41-38

DEAUVILLE - TOURDEVILLE SUR-MER

LES CHATELAINES

Avec la grande avenue de l'Orfèvre de DEAUVILLE -
l'été à côté des résidences "LES CHATELAINES" -
un emplacement de premier ordre !

A 250 m de la plage
4 petites maisons avec
des studios, des 2 et 3 pièces
entourés d'un jardin privé
Renseignements
et vente sur place :
Avenue du Golf (ex 016) 83700 VALESCURE
Tél. (01) 84 82 44 81

C'est une réalisation
à l'échelle d'un grand projet.
Pour plus d'informations sur "LES CHATELAINES",
demandez le prospectus "LES CHATELAINES" au
13, rue de la République, 83100 TONICVILLE (01) 84 82 44 81

VALESCURE
St-Amand

Bourguet Loisirs

les Résidences du Nouveau Golf

Au cœur du nouveau golf
International, Bourguet Loisirs
construit 4 petites maisons avec
des studios, des 2 et 3 pièces
entourés d'un jardin privé
Renseignements
et vente sur place :
Avenue du Golf (ex 016) 83700 VALESCURE
Tél. (01) 84 82 44 81

Pour recevoir vos documents, envoyez ce bon à Bourguet Loisirs
83, rue Pasteur - 83000 NICE

Nom : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

مكdam الناصلي

TF 1

- 6.26 Magazine : Une première. Présenté par Robert Naudas. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 7.40 Club Dorothée match. D'après le match. D'après le match. D'après le match.
- 8.28 T.M. shopping. Club Dorothée match. D'après le match. D'après le match. D'après le match.
- 8.55 Club Dorothée match. D'après le match. D'après le match. D'après le match.
- 10.40 J'ai : Et avec les oreilles. Présenté par Frédéric Dutoit. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 11.06 Feuilleton : Le destin du docteur Chivet (4^e épisode).
- 11.30 J'ai : Jeopardy. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 12.00 Tournoi de tennis. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 12.30 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.00 Journal. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.35 Feuilleton : La ligne de démarcation. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 14.25 Téléthon : Colonne. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 15.00 Feuilleton : L'opéra. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 15.45 Feuilleton : En cas de bonheur. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 16.20 Club Dorothée match. D'après le match. D'après le match. D'après le match.
- 16.50 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 18.10 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 18.40 Feuilleton : Santa Barbara. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 19.25 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.00 Journal. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.30 Métro et Topi vert. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.50 Feuilleton : Les secrets de la vie. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 21.00 Feuilleton : C'est déjà demain. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.

A 2

- 6.30 Téléthon. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 8.30 Feuilleton : Amour et vengeance. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 8.50 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 11.35 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 12.00 Flash d'informations et Métro. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 12.30 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.00 Journal. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.45 Métro et Topi vert. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 14.25 Téléthon : Colonne. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 15.00 Feuilleton : L'opéra. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 15.45 Feuilleton : En cas de bonheur. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 16.20 Club Dorothée match. D'après le match. D'après le match. D'après le match.
- 16.50 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 18.10 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 18.40 Feuilleton : Santa Barbara. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 19.25 J'ai : La juste prix. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.00 Journal. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.30 Métro et Topi vert. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.50 Feuilleton : Les secrets de la vie. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 21.00 Feuilleton : C'est déjà demain. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.

FR 3

- 11.40 Discours de Michel Gorbounov. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 12.47 Flash d'informations : Point d'actualité. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.06 Magazine : Édition 88. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.30 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.57 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 14.00 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 14.27 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 14.50 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 15.00 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 15.45 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 16.20 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 16.50 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 18.10 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 18.40 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 19.25 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.00 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.30 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.50 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 21.00 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.

CANAL +

- 7.00 Chinois : Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 8.55 Chinois : Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 10.20 Chinois : Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 12.30 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.00 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.28 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 13.50 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 14.27 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 14.50 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 15.00 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 15.45 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 16.20 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 16.50 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 18.10 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 18.40 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 19.25 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.00 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.30 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 20.50 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.
- 21.00 Flash d'informations : Spécial Brest. Présenté par Philippe Bouch. Avec le journal à 5.45, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 7.40.

► CASIN INTERNATIONAL : CANAL +, 10 h 36



Egídio Vieira, vainqueur du Tournoi de Berlin 1987

Un jeu ancien remis au goût du jour

Jadis confiné dans les arrière-salles de billard, le casin, rénové par Egídio Vieira, est devenu une discipline de compétition.

VERTICALE rénovateur et créateur du casin dans l'ordre, Egídio Vieira, champion de France, vainqueur du Tournoi de Berlin, a mis au goût du jour ce mode de jeu qui semblait condamné à vivre dans les arrière-salles de billard, occupant les loisirs de joueurs peu soucieux de performance.

Les anciens s'y adonnaient avec passion, alternant, en fin de semaine, la partie au gilet, la partie de quilles ou la partie au bouillon. Jouant leurs cinq « parties » (1), tout cela sous le regard amusé, et quelque peu méprisant, des joueurs de compétition.

A l'origine, le casin se jouait avec une quille placée sur la table de billard, la partie au gilet, la partie au bouillon, la partie au quilles ou la partie au bouillon. Jouant leurs cinq « parties » (1), tout cela sous le regard amusé, et quelque peu méprisant, des joueurs de compétition.

FRANCOPHONES

RTT. — 20 h 30, cinéma : Une femme de... (1987). Avec Louis de Funès, Claude Garmy, Olivier de Funès. Grand Oublier.

TYMC. — 20 h 05, jeu : Animation... (1987). Avec Louis de Funès, Claude Garmy, Olivier de Funès. Grand Oublier.

RTT. — 20 h 15, cinéma : La... (1987). Avec Louis de Funès, Claude Garmy, Olivier de Funès. Grand Oublier.

TYMC. — 20 h 30, jeu : Animation... (1987). Avec Louis de Funès, Claude Garmy, Olivier de Funès. Grand Oublier.

RTT. — 20 h 15, cinéma : La... (1987). Avec Louis de Funès, Claude Garmy, Olivier de Funès. Grand Oublier.

TYMC. — 20 h 30, jeu : Animation... (1987). Avec Louis de Funès, Claude Garmy, Olivier de Funès. Grand Oublier.

Les sept points d'un set

Le joueur doit obligatoirement réaliser dans l'ordre :

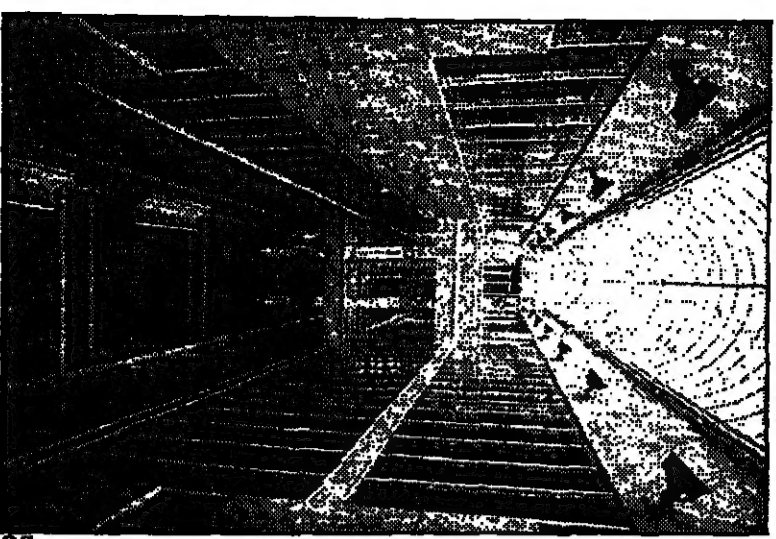
- 1. La raquette : toucher la bille rouge en premier, soit directement, soit à l'aide d'une ou de plusieurs bandes.
- 2. Le direct : réaliser la carambolage sans l'appui des bandes.
- 3. La bande (bande avant) : toucher au moins une bande avant de réaliser la carambolage.
- 4. La bande (bande arrière) : toucher au moins une bande arrière de réaliser la carambolage.
- 5. La bande (bande latérale) : toucher au moins une bande latérale de réaliser la carambolage.
- 6. La bande (bande supérieure) : toucher au moins une bande supérieure de réaliser la carambolage.
- 7. La bande (bande inférieure) : toucher au moins une bande inférieure de réaliser la carambolage.

Créée il y a six ans pour briser un monopole d'État et promouvoir une langue qui avait connu bien des déboires sous le franquisme, la chaîne régionale TV3 joue à fond la carte de la concurrence et prépare activement l'échéance de 1992.

«La Catalogne est un pays de six millions d'habitants. Ce n'est pas le plus petit d'Europe. Nous avons toujours eu l'ambition de réaliser une télévision nationale. La phrase revient souvent dans la bouche des dirigeants de TV3. Même si les programmes et les émissions ne sont diffusés qu'en langue catalane, même si la chaîne attire une attention particulière à tout ce qui se passe autour de Barcelone, elle entend réaliser aux côtés du généralisme, localement connu ses rêves et même concurrencer le premier chaîne de télévision espagnole.

Le pari était difficile, lorsque les premières émissions ont démarré, en 1983, à partir des studios de fortune installés sur Diagonal, l'avenue qui gronde, par ses constructions de verre et d'acier, l'expansion économique de Barcelone. Il s'agissait de briser un monopole d'État de promouvoir une langue qui avait connu, sous le franquisme, bien des déboires, et surtout de réaliser un pas important

Les nouveaux locaux de TV3.



Change de travail au bureau de montage.



TV3, la catalane

ESPAGNE

«Pignatelli» sur le canal d'antenne câblée régionale.

réquiesce d'avoir du mal à nous approvisionner sur le marché du film ».

« Télé-Californie »

Nul doute que l'arrivée de trois grands privés, en autonomie, risque de compliquer la situation. TV3 a déjà réglé. Comme le lui accorde la Constitution, elle a mis en place une seconde chaîne, complètement, qui sert pour l'instant à titre expérimental.

« 4 l'onde des télévisions privées en Espagne, nous devons être particulièrement vigilants, explique Oleguer Sureda, sous-directeur de la programmation. Celles-ci sont très souvent liées à des groupes de production ou de distribution, et nous

L'information, nouvelle manière

Diffusé pratiquement depuis le début de la chaîne, en 1984, le magazine « 30 minutes » est l'un des meilleurs exemples de cette information nouvelle manière. Avec, pour ces derniers, un tour de rôle et un classement des équipes tous les six mois. Sur place, c'est à nouveau la légende des équipes qui surprend : Oleguer Sureda, films, monte, joue les obscurités ou les célébrités, « 30 minutes » réunit qu'il diffuse.

Les moyens, pourtant, ne sont pas énormes. Au total, seuls quatre reporters travaillent à temps plein pour le magazine. Mais on leur adjoint, lorsqu'ils partent sur le terrain, deux ou trois journalistes détachés des Informations générales. Avec, pour ces derniers, un tour de rôle et un classement des équipes tous les six mois. Sur place, c'est à nouveau la légende des équipes qui surprend : Oleguer Sureda, films, monte, joue les obscurités ou les célébrités, « 30 minutes » réunit qu'il diffuse.

Mais au-delà, l'accent portera sans doute, dans les mois à venir, sur les coproductions européennes. « Je viens de conclure un accord avec une chaîne allemande, pour que nous puissions échanger, sur place, nos moyens techniques. C'est ce genre d'opérations qu'il va falloir développer », continue Jordi Nunez. En ne manquant pas, cette fois, le mariage avec les médias français. Car c'est un comble : il y a bien un magazine sur la Catalogne — « Pyrénées, Péninsule », — coproduit par Fig 3 Toulouse. Mais elle est pour partenaire la télévision espagnole, pas TV3 !

J.-L. A.

TV3
TELEVISIO DE CATALUNYA



dominante culturelle. Or c'est précisément ce qui manque à l'actuelle TV3. Un peu comme si la logique commerciale avait eu raison des bonnes intentions de départ.

La presse locale n'a pas manqué ses mots, parlant de « télé-Californie », mûrie par les jeux et la publicité. Les artistes catalans se sont plaints du peu de soutien que leur apportait leur télévision. « Les objectifs étaient clairs dès le départ, rétorque Oleguer Sureda. Nous voulions fonctionner comme une télévision privée, précisément parce que nous croyions à la vitalité de la culture catalane. Il était donc inévitable que certains médias se trouvent lésés. Mais Daila a toujours été programmée avec nous. » Lorsque l'on s'étonne de ne voir aucune émission de variété dans la grille de cette chaîne, le même responsable des programmes est plus clair encore : « Ce n'est pas à nous de jouer le rôle de radios social. La qualité de la musique à Barcelone est très médiocre. D'abord parce qu'il n'y a pas de lieux convenables pour que les jeunes puissent régler et donner des représentations ; d'autre part, parce qu'il n'y a pas chez nous d'industrie phonographique suffisante. Nous ne pouvons pas nous substituer à ces structures manquantes. Néanmoins, je pense que les vedettes refont leur apparence l'on connaît... »

Le message, en clair, a été reçu. La chaîne s'est engagée à diffuser vingt-cinq films catalans par an, et s'est lancée dans des créations ambitieuses. Elle a renforcé sa collaboration avec les autres télévisions régionales espagnoles, et tourne de multiples films, comme la Gaceta, une vaste saga liée d'un roman écrit, cette fois, en catalan. « Mais le respect de notre identité prend parfois des votes plus subtils, ajoute Oleguer Sureda. On observera par exemple que nous diffusons beaucoup de séries romanesques anglaises. C'est parce que nous avons remarqué qu'il existe une correspondance très étroite entre l'humour anglais et l'humour catalan... »

Au-delà de la programmation, la chaîne commence à investir sérieusement pour l'avenir. Elle multiplie les coproductions avec les télévisions privées et publiques européennes ; elle tire chaque année plus d'argent de la vente de ses programmes à l'étranger. Même si l'on ne parle que catalan dans les coulisses, on n'en a pas moins les yeux rivés vers l'horizon de 1992. Tel n'est pas le moindre paradoxe de cette chaîne « régionale-nationale ». Un peu comme si l'on comptait la dépense pour dépasser les chiffres et les rivalités qui opposent encore Barcelone à Madrid. L'un des journalistes résume bien la situation d'un vieux proverbe espagnol : « Il vaut mieux être la queue d'un lion que la tête d'un porc... »

JEAN-LOUIS ANDRÉ.

محاضرات الأمل